

RE  
CENTRALE  
GA  
BRES  
daptér  
AMP  
8 fr.  
8 fr.  
8 fr.  
8 fr.  
e, Paris  
NATIONS  
ational  
S D. N.  
NEVE  
questions  
an Par  
Nations  
ions est in  
ceux qui  
de loin les  
économi-  
de l'heure  
nces suisses.  
e mots 1 an  
18 34  
29 50 49  
ournalistes  
Français  
AINE :  
OURG  
RET  
e  
t  
TTRES  
P. F.  
AY, PARIS.  
DPE  
ELLE  
VERRIER  
MERO  
er Auboin  
Pertinax  
ure  
Leurquin  
Rousselot  
ncs  
(7)  
PARIS (9<sup>e</sup>)

TOUS LES VENDREDIS

7<sup>e</sup> ANNEE. - N° 18 (308)

A. H. N.  
S. GUERRA CIVIL

REV. 152

30 AVRIL 1937

DANS LA PRESSE

# LU

UNIVERSELLE

REDACTION - ADMINISTRATION  
13, QUAI VOLTAIRE, PARIS (7<sup>e</sup>)  
ADRESSE TELEGRAPH. VUJOUR  
C/C POSTAUX : PARIS 660-15

DIRECTEUR :  
ALFRED MALLET  
TEL. : LITRE 08-14 et la suite

RENTREE DES CHAMBRES

# LA « PAUSE » reste le mot d'ordre

●  
Le chancelier Schuschnigg  
se soumet mais ne se démet pas

●  
DE RICHARD II A GEORGE VI

## Couronnements d'hier et d'aujourd'hui

●  
N'ÉPOUSEZ JAMAIS  
UNE MILLIARDAIRE  
ETC., ETC.

24 PAGES

2 FRANCS

**LU LIT POUR VOUS 3000 JOURNAUX PAR SEMAINE**

# La Fête du Travail

## VIEILLES COUTUMES DE FRANCE.

**D'**APRES un vieil usage, aujourd'hui tombé en désuétude, il se faisait dans de nombreuses localités de la Champagne et de la Lorraine, le 1<sup>er</sup> mai, une quête dont le produit était destiné à l'entretien de l'autel de la Vierge. Dans certains villages, la quête était faite par des jeunes filles ; ailleurs, par de jeunes garçons.

A Gespunsart (Ardennes), les trimouzeltes chantaient de porte en porte leurs couplets. Les personnes mariées dans l'année leur devaient cinq sous.

A Berru (Marne), on chantait :

*Trimouzeltes, emmi les champs !  
Nous errenons éddans les champs ;  
Nous trouvés les blés si grands  
Et les avoines en avenant.  
Trimouzeltes ! Trimouzeltes ! etc.*

Dans le pays de Reihel, il n'y a qu'une Trimouzelte, aussi jolie qu'on la peut trouver. Elle est habillée de blanc ; on lui pose sur la tête une couronne de fleurs et de rubans ; ses compagnes l'escortent et vont de maison en maison, chantant ces couplets :

*Trimouzelte ! belle femme de céans,  
Nous revenons d'avas les champs  
Nous ons trouvé les blés si grands,  
La blanche épine en florissant.  
Son fils Jésus, belle femme de céans, etc.*

Dans le pays de Sainte-Menehould, c'étaient de jeunes garçons qui chantaient :

*Bonjour, ma dame, vous n'savez ?  
C'est le mois qui est entré :  
Il est venu vous demander  
Vote divine charité.*

Dans le pays de Bar-le-Duc, de Langres, de Chaumont et de Vitry-le-François, les Trimazots n'étaient que trois. Voici le seul couplet que l'on rapporte de leurs chansons :

*No v'là au temps des Trimazots,  
Qui vont chanté pé monts, pé vaux !  
Voleu savoué tot plein d'novelles  
Sur les quechons, sur les bachelles ?  
O Trimazots !  
C'est le Maye !  
O mi Maye !  
C'est le joly mois de Maye !  
C'est le Trimazot. — (L'Intermédiaire des chercheurs et curieux, du 10 avril 1874.)*

## LE PREMIER MAI A ROME ET A METZ

A Rome, les jeunes gens des deux sexes sortaient le premier jour de mai, au point du jour, en dansant et allaient cueillir, dans la campagne, des rameaux verts, pour en orner les portes de leurs parents et de leurs amis. Dans le pays messin, les jeunes filles des villages s'attroupent, ornées à leur façon, et viennent, même jusqu'à la ville, chanter devant les portes des personnes distinguées une chanson dont voici quelques mots : *C'est Maye, les mi-Maye, c'est le joly mois de Maye, aux trimazots.* Rome donnait à ses jeunes gens toutes sortes de plaisirs, au retour de leurs danses ; à Metz, on donne à ces villageoises, chacun selon qu'il est plus ou moins bienfaisant, et on les fait danser. De là, l'origine de dresser des mayes devant les portes des magistrats. — (Dictionnaire roman, vallon, celtique et tudesque, par un religieux bénédictin de St-Vannes (dom Jean François). Bouillon, 1777.)

## LA PREMIERE JOURNEE DU 1<sup>er</sup> MAI

AVANT

On est en face d'une journée qui a cela de caractéristique, qu'elle est la journée socialiste de l'Europe entière, on pourrait presque dire du monde

entier. Depuis longtemps le rendez-vous est pris, le jour a été fixé ; les populations ouvrières de toutes les capitales, de tous les grands centres d'industrie ont été invitées à chômer le 1<sup>er</sup> mai et à manifester dans la rue ou dans leurs réunions pour les revendications socialistes, pour les huit heures de travail.

Huit heures de travail, huit heures de loisir, huit heures de sommeil, c'est le programme à Paris, particulièrement, les meneurs sont à l'œuvre depuis quelques jours déjà. Est-ce une fête populaire qui se prépare ? Est-ce le prélude d'une de ces manifestations qui dégènerent facilement en scènes violentes et en conflits ? C'est l'imprévu pour quelques heures encore. Ce qui en sera, on le saura après-demain ; mais la paix publique fût-elle sauvegardée, comme il faut le croire, ce qu'il y a dans tous les cas de grave, de profondément significatif, c'est l'universalité de cette manifestation, c'est cette sorte d'entente qui met sur pied, à jour et heure fixes, les populations ouvrières de la plupart des pays du monde... Le danger de cette journée de demain ne fût-il pas le même partout, ou ne fût-il pas immédiat, il resterait toujours dans cette simultanéité d'action, dans cet essai que le socialisme fait de ses forces en passant pour ainsi dire la revue de ses armées. On assiste à une sorte d'insurrection plus au moins pacifique de ce qu'on appelle le « quatrième état » — insurrection qui peut varier selon les pays, mais qui procède des mêmes idées, ou des mêmes passions et obéit au même mot d'ordre.

Reste à savoir ce que les vrais ouvriers, ceux qui travaillent, peuvent gagner à ces revendications excessives auxquelles aucun pouvoir ne peut donner satisfaction, parce qu'aucun pouvoir ne dispose des conditions du travail. Cette journée qui se prépare, qui est faite en apparence pour les ouvriers, elle est le résultat ou si l'on veut, le couronnement de bien des déviations d'idées ; elle ne peut, en réalité, que compliquer des questions déjà bien délicates, qui ne sauraient être résolues que par la paix, par la liberté, par une série de transactions entre tous les intérêts qui vivent dans une grande société. — (Revue des Deux-Mondes, du 1<sup>er</sup> mai 1890.)

APRES

Manifestations, grèves, agitations et confusions, finirons-nous par en sortir, pour rentrer dans la vérité et dans l'ordre, pour revenir tout simplement aux affaires sérieuses et pratiques du pays ? C'est déjà du moins un premier avantage d'avoir passé sans trouble

cette journée du 1<sup>er</sup> mai qui devait être, disait-on, une journée historique... Quelques bagarres, quelques échauffourées, Paris en a vu bien d'autres ; il en a été quitte cette fois pour assister à une représentation manquée, pour voir tout au plus deux ou trois députés socialistes, accompagnés de quelques délégués, allant porter, sous l'escorte de la police, une pétition, la pétition des revendications ouvrières, au Palais-Bourbon. La moralité de cette journée est que, quand il y a un gouvernement qui sait ce qu'il veut, il n'y a pas même une apparence de sédition sérieuse à Paris. — (Revue des Deux-Mondes, du 15 mai 1890.)

## L'APPEL AU PROLETARIAT

Aux travailleurs de tous les pays

La manifestation internationale du 1<sup>er</sup> mai revêt de plus en plus le caractère d'une préparation à la grève générale ; de plus en plus elle dénonce la répugnance du prolétariat à se soumettre aux exigences du capitalisme ; c'est une halte pendant laquelle les déshérités se concertent pour abolir le régime odieux qui depuis tant de siècles les écrase.

La manifestation du 1<sup>er</sup> mai est donc universelle. Elle comprend tous les opprimés ; elle est dirigée contre tous les oppresseurs. Son but est de renverser les institutions chargées de soustraire à la colère du peuple les privilégiés de la fortune et de la naissance : magistrature, armée, parlement.

La manifestation du 1<sup>er</sup> mai est la première étape sur la route de l'affranchissement. Aucun de ceux qui souffrent, nul exploité n'a le droit d'y rester étranger. Que le jour dit, chacun sorte donc du bain industriel ou abandonne la mine et le champ pour le salut commun ! Vive la Révolution ! — (Le Comité d'organisation du 1<sup>er</sup> mai 1895.)

## LA FETE DE LA RESURRECTION

Pâques, c'est pour les chrétiens la fête de la résurrection de Jésus-Christ du tombeau.

La nature a dormi et, au printemps, elle fête aussi sa résurrection de la mort. Eh bien ! le 1<sup>er</sup> mai est aussi une fête pour le prolétariat, non pas encore de la résurrection de l'esclavage, sous lequel il gémit, mais d'une résurrection qui viendra bientôt.

Et c'est pour cela que le prolétariat voit venir annuellement le 1<sup>er</sup> mai avec un sentiment de bonheur et de joie.

Aux chansons gaies des oiseaux, aux cris de joie des autres animaux, l'ouvrier mêle sa voix.

Certainement sa joie est encore amère, car le lendemain il sera encore un esclave forcé par la loi des salaires de travailler pour un autre, pour son maître.

Et il n'y a plus, dit-on, d'esclavage ? Quel mensonge conventionnel !

Où est l'esclavage ? Partout où des êtres humains sont forcés pour un morceau de pain d'obéir à d'autres ; partout où des êtres humains peuvent disposer de vous malgré vous, partout où le travail est tel que les privilégiés le paient ce qu'ils veulent... Eh bien ! c'est la situation aujourd'hui. Après dix-huit siècles de christianisme, après douze siècles de féodalité, le progrès réside encore dans la suprématie des financiers et des banquiers. C'est bien triste ! — F. Domela Nieuwenhuis (L'Aurore).

## CE N'EST PAS UNE FETE !

A l'origine, le 1<sup>er</sup> mai s'appelait : fête internationale du travail. Il nous semble que fêtes, jeux, banquets, bals, ne peuvent ni ne doivent être donnés officiellement ce jour-là parce que, en somme, nous n'avons pas cessé d'être des esclaves. Plus tard nous rirons bien, car nous rirons les derniers ; mais d'ici là c'est la lutte et elle demande autre chose que les réjouissances. Pour affirmer efficacement le 1<sup>er</sup> mai par une manifestation pacifique comme nous la voulons, imposante, de revendication révolutionnaire, il faut que tous les travailleurs, tous sans exception, fassent partie du syndicat ouvrier de leur corporation ; il faut encore persister à réclamer le droit de manifester dans la rue sans être sous le coup de poursuites ou des brutalités policières. Il faut le réclamer ou l'imposer.

Travailleurs, passez boulevard Saint-Germain, vous lirez, gravés sur le socle du monument de Danton, ces mots : *De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace !* C'est ainsi qu'a triomphé la Révolution française, c'est ainsi que triomphera le prolétariat du monde ! — E. MUSEUX (Le Premier Mai).

## « DE L'AUDACE !... »

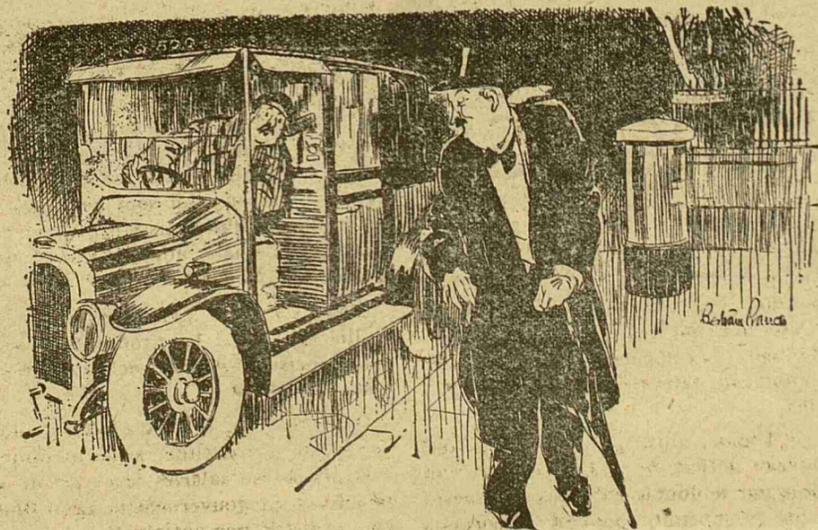
Dans le Congrès international socialiste de 1889, tenu dans la rue Rochefoucault, a été votée la manifestation du 1<sup>er</sup> mai.

Les deux premières années ont été imposantes. Les ouvriers ont tout bravé : charges de cavalerie, coups de sabre et de fusils, arrestations, la prison et quelquefois même la mort.

Mais les conseillers, ne voulant pas être les payeurs, ont commencé à vouloir la dénaturer et l'amoindrir, en la renfermant dans les salles où l'on bavarde, l'on boit, l'on mange, où l'on fait de tout, hors ce qui a été décidé et ce qui a été fait les premières années.

Conseiller cela, c'est conseiller la peur, la lâcheté, chose indigne qui ne doit jamais être conseillée, parce qu'elle apprend aux masses à fuir ces dangers qu'elles seront appelées tôt ou tard à braver pour la conquête non seulement de huit heures de travail mais de tous leurs droits — qu'elles ne conquerront jamais avec cette couardise que l'on appelle *prudence*.

Si nos pères avaient été prudents, nous en serions encore à la barbarie. C'est avec l'audace, le courage, l'impétuosité qu'ils ont forcé les remparts où s'abritaient leurs ennemis et nous ont débarrassé le chemin qui conduit au triomphe du prolétariat. — Amilcar CIPRIANI (1<sup>er</sup> Mai dégénéré).



Humorist, Londres.

— Vous voulez un taxi, monsieur ?  
— Pourquoi ? Vous n'en voulez plus ?

# LA RENTRÉE DES CHAMBRES

## La «Pause» Reste le Mot d'Ordre

### La reprise par les grands travaux

par LEON JOUHAUX

LE PEUPLE, Paris :

**D**ÉCLARANT à Vincennes qu'il fallait « exiger, imposer » le programme de grands travaux, j'aurais affirmé la dictature des masses sur le gouvernement, sur la majorité parlementaire ! Cependant j'avais pris la précaution d'indiquer que si le problème des grands travaux se trouvait posé sur le terrain politique, c'était le fait de tous les adversaires du progrès social, de tous les réacteurs qui irréductiblement, violemment, se servant de tous les moyens, s'étaient dressés contre sa réalisation. Et cela non pas seulement depuis l'avènement du Front populaire, mais depuis le jour où pour la première fois, en 1925 — avec notre regretté Albert Thomas — nous l'avions posé internationalement. J'indiquais que pour nous ce problème n'était pas uniquement un problème ouvrier, mais un problème d'intérêt général, intéressant le pays tout entier, attendu au moins autant par les classes moyennes que par les travailleurs. De cela certains radicaux qui depuis toujours manœuvrent contre le Front populaire feraient bien de se souvenir.

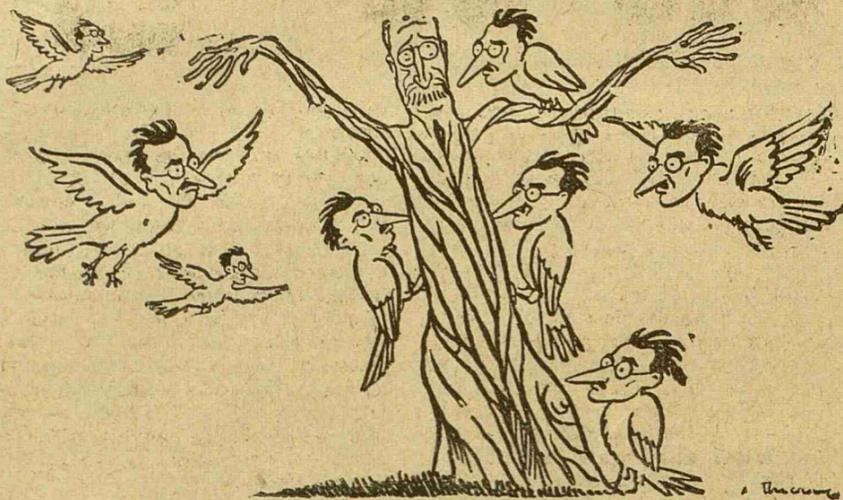
Ces précisions donnaient aux mots « exiger, imposer », un sens sur lequel l'on ne pouvait pas se tromper. Dans mon esprit il s'agissait, et il s'agit encore, de l'imposer à tous les privilégiés ligués contre cette œuvre constructive parce qu'elle est de nature à ramener la confiance, dans le pain assuré à tous par le travail.

Ces rectifications faites, nous déclarons avoir le droit de tenir ce langage, d'exprimer les espoirs légitimes des travailleurs, sans être bêtement accusé de pratiquer une politique de dictature des masses sur le gouvernement et de vouloir domestiquer la majorité. Ce faisant, nous usons de notre droit de citoyen en réclamant ce qui nous semble nécessaire dans l'intérêt de tous.

En demandant qu'on aménage un programme de véritables grands travaux, nous voulons épargner à notre pays les perturbations que ne manqueraient pas de susciter une augmentation du chômage exploitée par tous les adversaires du régime. Et nous savons qu'ils se tiennent prêts à le faire, qu'ils guettent l'occasion propice.

Ou bien les laisser faire, et nous ne tarderions pas à constater les néfastes résultats d'une telle attitude; ou bien « exiger, imposer » à nos irréductibles adversaires la politique constructive qui en servant l'économie de notre pays assurerait à tous travail et bien-être et marquerait la fin de leur domination, pour le plus grand bien de l'ordre et de la liberté.

Qu'il me soit permis de dire que ce problème est posé au pays qui, nous le savons, veut vivre, retrouver sa prospérité en dehors des intrigues politiques qui ne l'intéressent plus et contre la coalition des profiteurs qu'il veut vaincre. — (26-IV.)



Mangé aux piverts

L'Ordre, Paris.

### La Reprise par la Prospérité économique

par ROGER AUBOIN

EXCELSIOR, Paris :

**L** y a un an, M. Léon Blum s'appretait à prendre le pouvoir et à réaliser d'importantes réformes sociales.

En septembre, le gouvernement donnait à ces réformes la base économique indispensable en réalisant l'alignement du franc et en intégrant cet alignement dans un accord de la livre, du dollar et du franc, aurore d'une meilleure coopération internationale.

Pour le succès de cette délicate opération monétaire et pour permettre à la reprise de s'affirmer, le président du Conseil expliquait publiquement la nécessité d'une « pause » donnant au pays le temps et les moyens de « digérer » les importantes réformes accomplies.

Le 5 mars enfin, une base financière précise était donnée à la politique gouvernementale : un comité technique, composé de spécialistes éminents était chargé de gérer les fonds d'égalisation des changes. Une liberté entière était rendue au marché de l'or et des devises et le gouvernement s'interdisait toute mesure de contrainte à l'avenir. Il s'interdisait également de compromettre par aucune dépense nouvelle, autre qu'un ajustement limité des traitements des fonctionnaires, l'équilibre du budget ordinaire. Une réduction de 6 milliards était d'autre part reconnue possible sur le budget extraordinaire, la reprise économique venant seconder efficacement la lutte entreprise contre le change. Sur la base de ce programme, cautionné dans de solennels appels par les plus hautes autorités du pays, un grand emprunt était lancé pour couvrir toutes les dépenses extraordinaires de défense nationale, soit 10.500 millions.

Le Trésor, ainsi garanti contre tout nouveau déficit du budget ordinaire et allégé par le double effet des économies et de l'emprunt, pouvait désormais faire face aisément à ses charges normales.

Un tel programme était assuré d'un éclatant succès, pourvu qu'aucun mécompte n'intervint.

On pouvait craindre, il est vrai, et certains observateurs politiques soulignaient à juste titre le danger, que l'épargne, effrayée dans le passé par certaines erreurs ou certains excès, ne répondit pas avec tout l'élan voulu à l'appel qui lui était adressé. On pouvait craindre aussi que les prévisions budgétaires ne fussent, comme il est arrivé si souvent, trop optimistes. Or, cette double crainte s'est révélée vaine.

Sur le plan technique, des éléments extrêmement précieux démontrent de la manière la plus claire que la politique de la « pause » définie monétairement en septembre et financièrement en mars, repose sur une base solide.

Et cependant, depuis quelque temps, une nouvelle incertitude pèse sur le marché des changes et des valeurs où les cours accusent une tendance de plus en plus défavorable.

D'où vient donc le malaise actuel ? Tout dépend du fait que la politique solennellement définie et adoptée par le gouvernement paraît ignorée ou même combattue par ceux-là mêmes qui devraient être logiquement ses meilleurs soutiens et qui ont été les principaux bénéficiaires de son action.

Toute une propagande s'organise autour de projets qui peuvent être défendables en eux-mêmes mais qui ont cet inconvénient majeur de ne tenir aucun compte des possibilités immédiates et, en tout cas, de considérer comme nuls et non avenue les engagements pris il y a seulement quelques semaines de la manière la plus solennelle.

Ce ne sont pas des considérations de doctrine ou de parti qui empêchent d'inscrire actuellement au budget les milliards qui seraient nécessaires à un nouveau régime de retraite ou de doubler par 10 milliards de travaux, s'ajoutant à tous ceux qui sont en cours, les 10 milliards d'investissements pour la défense nationale, dont l'emprunt vient de fournir la couverture partielle.

Mais avant de distribuer tous ces milliards, il faut les produire. Et seule une reprise affirmée, éclatante, pourrait y parvenir.

Dans tous les pays, on a laissé d'abord la reprise se constituer avant de donner à la masse des salariés leur part de ses bénéfices. Le gouvernement Léon Blum, leur a donné par anticipation leur part de la reprise future. Mais aujourd'hui force est bien de laisser cette reprise

se poursuivre et s'affirmer. Sinon, l'œuvre tout entière sera compromise et les réformes se trouveront annulées par la chute de la monnaie et du crédit.

Toute la question est donc de savoir si le gouvernement pourra appliquer sa propre politique. C'est l'enjeu des délibérations de ces prochaines journées qui seront sans doute décisives pour l'avenir du pays. — (27-IV.)

### RIEN A FAIRE SANS LES RADICAUX

par PIERRE DOMINIQUE

LA REPUBLIQUE :

**L**a conclusion de tout ceci c'est qu'il ne faut à aucun prix, dûment avancé moins vite, rompre le contact avec les syndicalistes, avec la plupart des socialistes, avec la grande partie du monde ouvrier. Refuser de voir que deux millions de Français ont voté cette année encore pour des radicaux, des républicains-socialistes ou des néo-socialistes, que deux autres millions ont voté pour des socialistes, ce qui fait quatre — car deux et deux font quatre — c'est une magistrale erreur politique.

Refuser de voir que pour la simple raison qu'ils ont tout ou partie du pouvoir depuis trente-six ans, les radicaux possèdent la moitié des communes françaises, la plupart des conseils généraux, le cinquième de la Chambre et les deux tiers du Sénat, autre erreur politique et non moins magistrale.

Quand on dit que la France est radicale, cela signifie :

D'abord que la France est un pays d'hommes libres, d'individualistes impénitents, un pays où l'on nargue volontiers, les partis, les Eglises et les casernes, parfois même la loi et ses représentants, la patrie de cet admirateur, mais débrouillard et combattif, le soldat français, grognard, rouspé, exactement le contraire d'une bête de troupeau.

Ensuite que rien ne saurait être fait en 1937, l'année de l'Exposition — et à moins, bien entendu, qu'on veuille déclencher la guerre civile et se rouler dans le sang — que rien donc ne saurait être fait sans l'appui ou l'appoint de l'appareil politique, lequel considéré non seulement à la Chambre, mais au Sénat ou mieux encore dans les communes de France, est pour une bonne moitié franchement radical.

Et voilà.

Je sais bien que j'en suis aux simples propos de bon sens et que je devrais rougir de les tenir devant les doctrinaires qui font métier de mépriser l'action et les hommes d'action qui ne veulent pas tenir compte du terrain français, mais telle est la vérité. Et celui qui ne la mangera pas crue ou cuite peut toujours attendre que les alouettes rôties lui tombent du ciel. — (25-IV.)

# LE FRONT POPULAIRE

## attaqué sur son flanc gauche

Nous avons réuni dans notre dernier numéro quelques extraits des publications de la « gauche révolutionnaire » de la S. F. I. O. Poursuivant notre enquête à travers la presse périodique extrémiste, nous présentons cette semaine un aperçu de l'activité des groupements révolutionnaires qui s'apparentent plus ou moins étroitement à la 4<sup>e</sup> Internationale de Trotski.

**Juin 1848  
ou Juillet 1917**

Par Léon Trotsky.

(Extrait de « Où va la France ? ».)

Le capital financier français et ses organes politiques et militaires auxiliaires préparent la revanche avec un froid calcul. Dans les sommets du Front populaire, il n'y a rien d'autre que l'effacement et la lutte interne. Les journaux de gauche font des sermons. Les chefs se gargarisent de phrases. Les ministres s'efforcent de montrer à la Bourse qu'ils sont mûrs pour diriger l'Etat. Tout cela signifie que le prolétariat entrera dans le prochain conflit non seulement sans la direction de ses organisations traditionnelles, comme en juin, mais aussi contre elles. Cependant, il n'y a pas encore de nouvelle direction reconnue de tous. Dans de telles conditions il est difficile de compter sur une victoire immédiate. La tentative d'aller de l'avant conduira bientôt à l'alternative : journées de juin 1848 ou journées de juillet 1917 ? Autrement dit : écrasement pour de longues années, avec l'inévitable triomphe de la réaction fasciste, ou bien seulement une sévère leçon de stratégie, en résultat de quoi la classe ouvrière sera incomparablement plus mûre, renouvellera sa direction et préparera les conditions de la victoire future.

### S'organiser, s'armer... et se regrouper

LA COMMUNE (organe Central du Parti communiste internationaliste bolchévik-léniniste) :

Que doivent faire les ouvriers ? Que préconisera inlassablement le Parti communiste internationaliste ?

« S'organiser et s'armer » pour les luttes inévitables de demain.

S'organiser dans des conseils d'ouvriers, de paysans, de soldats. Constituer ces soviets où s'établira le contrôle ouvrier, où se développera le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Organiser les milices pour ne pas se trouver impuissants devant les bandes fascistes.

L'armement du prolétariat est la condition la plus essentielle pour que le fascisme ne puisse se livrer à des coups de force, pour que le prolétariat puisse dissoudre effectivement les bandes armées du fascisme.

S'organiser et s'armer. Mais s'il y a l'unité (socialo-communiste) ? Dans ce cas surtout, s'organiser et s'armer. S'il y a l'unité, alors se posera la réalisation immédiate du mot d'ordre que nous avons avancé : Thorez au pied du mur, aux responsabilités du pouvoir avec Blum et avec Jouhaux. Mais, surtout dans ce cas, ne pas oublier de les mettre sous le contrôle des masses organisées et armées.

Pour mener cette bataille des masses qui débordera les deux partis pourris de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale et que n'endigera pas le parti unifié, il importe que, devant les masses se manifeste un pôle révolutionnaire. L'avant-garde révolutionnaire est aujourd'hui divisée politiquement et organisationnellement. Le déplorer ne sert

de rien, c'est une situation de fait que seule la lutte des masses surmontera. Le regroupement dans un parti révolutionnaire, dans une IV<sup>e</sup> Internationale des militants révolutionnaires est une des tâches essentielles de l'heure présente.

### Les cadres de la police ou les masses !

par ANDRE FERRAT

QUE FAIRE ? Paris :

La capitulation totale du gouvernement devant les forces réactionnaires sur l'injonction impérative des radicaux a été grandement facilitée par la reculade des dirigeants communistes.

Tant que les masses poussaient impétueusement à la lutte, le Parti communiste multipliait les appels à la répression contre le fascisme, à l'épuration de la police, il soulignait même les faiblesses dangereuses du Front populaire et du gouvernement en rappelant que c'est ainsi que, avant le 19 juillet, la direction du Front populaire espagnol fit le lit de Franco.

Mais cela ne dura que quelques jours. Dès que la pression des masses faiblit quelque peu, il se hâta de participer à nouveau à la politique d'étouffement ; c'est Duclos qui, le 23 mars, propose l'ordre du jour de « confiance au gouvernement pour assurer la liberté de tous dans le respect de la loi nécessaire au maintien de la paix intérieure et au jeu normal des institutions démocratiques ».

Qui imposera sa loi : les cadres de la police ou les masses ? a demandé le « Temps ». Le Parti communiste, à son tour, répond : les cadres de la police.

Entre la politique prolétarienne de lutte de classe et la politique de la bourgeoisie, il n'y a pas de troisième politique possible.

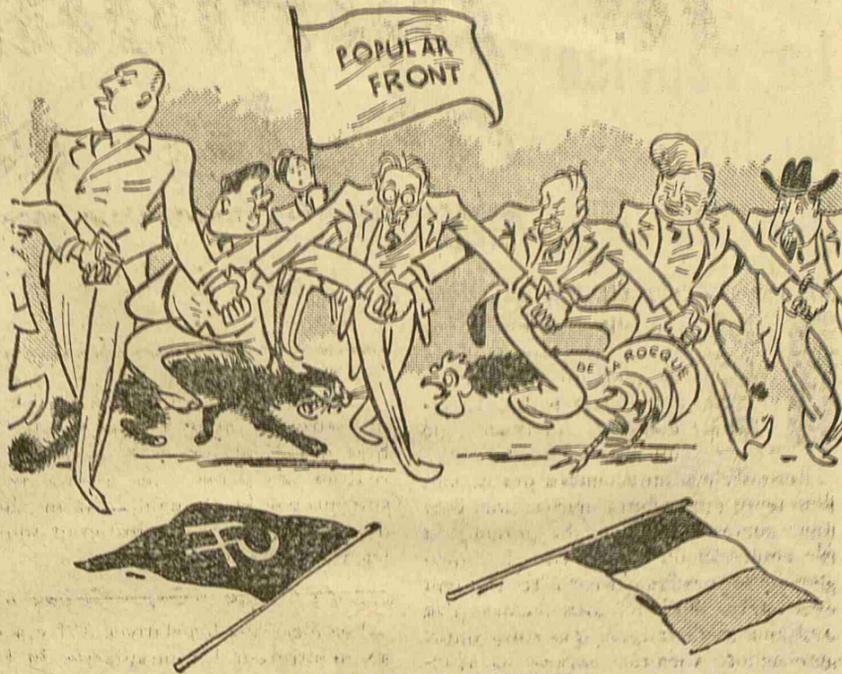
Cette vérité commence à se faire jour dans la classe ouvrière. Si elle pénètre de larges masses le sacrifice des prolétaires de Clichy n'aura pas été vain.

### Vive la lutte de classe !

LA LUTTE OUVRIÈRE, Paris (organe du parti ouvrier internationaliste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) :

C'est évident : les ouvriers qui veulent consolider les conquêtes de juin dévorées par la bourgeoisie, qui veulent aller de l'avant, ne peuvent plus compter sur la direction du Front populaire qui est contre eux. Ils doivent se forger eux-mêmes une nouvelle direction de leurs luttes. Cela n'est possible que par leur réunion en Comités d'usine, leur contrôle vigilant des délégués, la réunion de ces délégués, la préparation d'un plan de riposte par l'occupation d'usine généralisée, la liaison et la coordination constante entre les travailleurs des mêmes branches par le Congrès des délégués. Ainsi se vérifieront dans la lutte, les meilleurs dirigeants, les plus fidèles à la volonté révolutionnaire des masses, les plus clairvoyants.

Il faut préparer un redressement hardi, un renversement complet de la vapeur. A bas la collaboration de classes avec la bourgeoisie, et ses représentants les chefs radicaux ! Vive la lutte de classe ! Vive l'occupation de masse pour imposer les conquêtes de juin, amélioration des contrats collec-



LA GUERRE DES DRAPEAUX.

North China Daily News, Shanghai.

tifs, Pechelle mobile, l'application intégrale des 40 heures, et leur sauvegarde, le contrôle ouvrier, à commencer par le contrôle sur l'embauche. Seulement en s'orientant dans cette voie, on préparera le Gouvernement des masses : « le Gouvernement ouvrier et paysan ».

### Le Front Populaire c'est la guerre impérialiste

L'INTERNATIONALE, Paris :

Les actes les plus récents du Front populaire doivent inciter tous militants révolutionnaires à réfléchir après que s'est manifestée leur indignation. C'est la condition indispensable pour entreprendre l'action contre ce Front populaire qui conduit le prolétariat à la guerre impérialiste.

Pour organiser l'action directe et indépendante du prolétariat contre le capitalisme, il faut rompre définitivement avec les partis traités, il faut mener une lutte acharnée dans les syndicats contre les dirigeants staliniens et réformistes, il faut en finir avec toutes les illusions sur les chefs actuels des organisations ouvrières et leur politique, il faut briser tous liens avec les confusionnistes à la Pivert.

Une véritable action de classe ne pourra être préparée et soutenue contre la bourgeoisie et ses chiens de garde que si les révolutionnaires se regroupent autour des positions politiques que l'avant-garde doit élaborer en toute indépendance organisationnelle et politique. Toute autre voie mène à la capitulation inévitable devant les Blum, Thorez, Jouhaux et leurs maîtres les capitalistes.

### L'heure du défaitisme révolutionnaire sonnera bientôt

REVOLUTION, Paris (organe des Jeunesses socialistes, révolutionnaires, IV<sup>e</sup> Internationale) :

L'exclusion des partisans du défaitisme révolutionnaire, du renversement du pouvoir bourgeois dans la guerre comme dans la paix est la rançon de l'unité organique d'Union Sacrée.

C'est la raison pour laquelle la bureaucratie ne peut plus tolérer non mais même des phrases de gauches,

car elle doit craindre que des ouvriers sincères prennent au sérieux des bavardages dont elle sait bien, elle, que, finalement, ils capituleront. L'heure de la critique de gauche est définitivement passée dans le parti et les Jeunesses socialistes. A l'approche de la guerre impérialiste dans la préparation de l'Union Sacrée de guerre par la collaboration, la conciliation, l'arbitrage, l'état-major et toute la bourgeoisie française exigent des « mesures » contre l'aile révolutionnaire. Comme garantie de l'alliance franco-soviétique, Staline et ses « Maréchaux rouges » exigent que la bureaucratie réformiste elle aussi s'engage dans la lutte contre les trotskystes.

Face à la bourgeoisie mondiale déchainée et ses laquais socialo-patriotes, face à la bureaucratie stalinienne et à ses valets, les jeunes travailleurs révolutionnaires doivent maintenir haut et ferme le drapeau de la Révolution.

### Faisons de la C.G.T. un instrument révolutionnaire

par P. CADEAU

REVOLUTION PROLETARIENNE (syndicaliste) :

La surenchère et la démagogie se superposant au mécontentement actuel, causé par la réduction du pouvoir d'achat des salariés, conduisent ceux-ci à une volonté d'action que les « chefs » — pris dans leurs propres contradictions — ont la volonté arrêtée de briser.

Les travailleurs entendent dissoudre effectivement les ligues fascistes. Ils agissent. Mais dans quelles conditions !...

Une angoissante et impérieuse question se pose : Quelle organisation canaliser ces volontés d'agir ? Non pour freiner l'action, non pour la conduire dans les sentiers de l'aventurisme, mais en vue de l'orienter vers l'action révolutionnaire ferme et réfléchie, jusqu'à la victoire définitive sur le régime capitaliste ? Seule la Confédération générale du travail le peut.

L'expérience accumulée par la classe ouvrière, en particulier depuis vingt ans, nous apprend que seul le syndicalisme révolutionnaire, à l'abri de la surenchère, de la démagogie, des diverses fluctuations des partis, peut mener efficacement la lutte contre le fascisme, contre le capitalisme.

Faisons de la C. G. T. l'instrument « pratique » de la libération des Travailleurs.

KRASN



Les o...  
lent ten...  
tage au...  
ils sont...  
geoisie...  
nécessai...  
indigné...  
geoisie...  
turiere...  
contrôle...  
du pays...  
Les c...  
draient...  
celui q...  
alliés, l...  
vers les...  
La m...  
du Ja...  
Le c...  
emplo...  
pris un...  
nuées p...  
destiné...  
complè...  
Hayash...  
militair...  
prédec...  
ont él...  
ayant l...  
de tout...  
guerre...  
mais le...  
pales in...  
la fuis...  
entrepr...  
matière...  
plaire...  
Hayash...  
dans s...  
partis...  
cabinet...  
militair...  
Vers...  
Néan...  
pas en...  
voquer...  
blir da...  
plaire...  
rien, c...  
politiqu...  
et où...  
Il ne r...  
lement...  
C'est s...  
que le...  
parlem...  
nant à...  
sion p...  
sont op...  
Cette...  
ment p...  
foncier...  
hausse...  
par ce...  
reaucra...  
s'assur...  
le régi...  
reaucra...  
de la...  
laquell...  
par les...  
doit re...

# LE JAPON entre le parlementarisme et la dictature

par E. JOUKOV

## Les élections du 30 avril

KRASNAIA ZVEZDA, Moscou :

**U**n groupe militaire et fasciste qui soutient le cabinet du général en retraite Hayashi est composé surtout de militaires.

Les officiers supérieurs nippons veulent tenir leurs mains, sans partage aucun, les rênes du pouvoir et ils sont très irrités de voir la bourgeoisie leur refuser à cet effet l'argent nécessaire. Mais ils sont encore plus indignés des critiques que cette bourgeoisie ose formuler contre les aventuriers militaires, lesquels tentent de contrôler jusqu'à la vie économique du pays.

Les chefs militaires japonais voudraient établir un régime analogue à celui qui assure le pouvoir de leurs alliés, les nazis allemands. C'est le but vers lequel ils tendent ouvertement.

### La militarisation du Japon

Le cabinet Hirota, formé après le complot militaire de 1936, avait entrepris une série de mesures — continuées par l'actuel cabinet Hayashi — destinées à réaliser la militarisation complète du Japon. Le général Hayashi a fait voter l'immense budget militaire de 1937-1938, préparé par son prédécesseur. Les deux gouvernements ont élaboré une série de mesures ayant le caractère d'une mobilisation de toutes les forces du pays pour la guerre. Le gouvernement aura désormais le droit de contrôler les principales industries du pays, de provoquer la fusion obligatoire de certaines entreprises, de régler l'importation des matières premières, etc. Pour complaire aux militaires, le général Hayashi a déclaré ne pouvoir accepter dans son cabinet aucun membre des partis politiques existants. Ainsi, le cabinet Hayashi n'est composé que de militaires et de fonctionnaires.

### Vers l'hitlérisme nippon

Néanmoins, les militaires ne sont pas encore satisfaits. Ils veulent provoquer une « grande guerre » et établir dans leur pays un régime « exemplaire », à l'image du régime hitlérien, où il n'y aurait pas de partis politiques autres que le parti officiel, et où toute critique serait interdite. Il ne resterait donc plus rien du parlement et de la démocratie bourgeoise. C'est sur les instances des militaires que le général Hayashi a dissous le parlement et qu'il cherche maintenant à éliminer, au besoin par la pression policière, tous les candidats qui sont opposés au fascisme.

Cette tendance est soutenue également par quelques gros propriétaires fonciers qui veulent provoquer la hausse des produits agricoles ainsi que par certains représentants de la bureaucratie réactionnaire, qui espèrent s'assurer ainsi une bonne place dans le régime futur. C'est parmi ces bureaucrates qu'on trouve des théoriciens de la « nouvelle idéologie », selon laquelle un régime dictatorial exercé par les fonctionnaires et les généraux doit remplacer le parlementarisme.

Cependant, le mouvement fasciste et militaire du Japon a deux points faibles qui l'ont empêché jusqu'ici de réaliser ses plans : les masses ne le suivent pas et il manque d'un chef, d'un « führer », qui unifierait toutes les organisations dispersées.

### « Union des réservistes »

Les élections législatives d'il y a un an montrèrent l'impopularité du fascisme dans les larges couches du peuple nippon. Sans parler des travailleurs, la bourgeoisie répudia le fascisme militaire. De toutes les organisations soutenant le mouvement militaire, « l'union des réservistes » est la plus importante, puisqu'elle compte plus de 3 millions de membres. Mais cette « union » n'est pas une véritable organisation politique, car elle est soumise au contrôle hiérarchique des autorités militaires.

Officiellement, tous les anciens soldats et sous-officiers de l'armée japonaise, versés dans la réserve, sont censés faire partie de l'« union », formant ainsi un noyau fasciste et militaire solide. En réalité, il n'en est rien. Certes, les membres de l'« union » assistent à ses meetings qui ressemblent d'ailleurs plutôt à des parades militaires, car ils redoutent des représailles. Mais il est fort douteux qu'ils soient vraiment d'accord avec leurs chefs officiels. C'est ainsi que lors des élections de 1936, les candidats fascistes, loin de recueillir les 3 millions de voix de l'union, n'en eurent même pas un million. Cela prouve que les « réservistes » ne marchent pas du tout avec leurs chefs.

Quant aux organisations fascistes civiles, on a pu les appeler « naines », tellement elles comptent peu de membres.

### Les adversaires du gouvernement Hayashi

Examinons maintenant les groupements politiques adversaires du gouvernement et du mouvement militaire et fasciste qui le soutient.

Ces forces de l'opposition sont très disparates. Rien ne les réunit, et s'ils sont tous adversaires du cabinet Hayashi, c'est pour des raisons tout à fait différentes.

### Les masses des travailleurs luttent...

Les masses des travailleurs du Japon — paysans, ouvriers, petits employés, intellectuels — sont ennemis du fascisme qui serait leur bourreau. Leurs représentants combattent donc énergiquement le gouvernement

Hayashi qui prépare le lit du fascisme. Ils sont prêts à lutter jusqu'au bout pour le parlement japonais que les militaires et les bureaucrates veulent détruire, car ce parlement constitue quand même un obstacle à la victoire de la dictature fasciste au Japon.

### Un front unique est-il possible ?

Les ouvriers et les paysans nippons accepteraient volontiers de se ranger dans le front unique de la démocratie japonaise.

Les partis bourgeois sont également adversaires du gouvernement Hayashi. Même les éléments les moins démocratiques de la bourgeoisie nipponne n'acceptent pas la politique des aventures que les militaires cherchent à imposer au pays. La bourgeoisie ne veut pas être à la merci des généraux et elle redoute qu'on ne l'entraîne dans une grande guerre souhaitée par les militaires.

Voilà pourquoi les deux grands partis bourgeois — le Seiyukai et le Minseitō — s'élèvent avec force contre les entreprises du gouvernement Hayashi et de son entourage.

## LE FRONT COMMUN DE DEUX PARTIS

OSAKA MAINICHI, Osaka :

**U**n des deux grands partis politiques japonais, le Minseitō et le Seiyukai, se trouvent à l'heure actuelle en opposition avec le gouvernement. Selon eux, le cabinet Hayashi n'est qu'une révolution de bureaucrates qui étaient leur prétendu esprit de justice, mais ignorent en réalité la signification véritable de la politique constitutionnelle.

Les élections actuelles se déroulent donc sous le signe du conflit entre le

gouvernement et les deux partis. Quelles sont cependant les relations que ceux-ci entretiennent entre eux ?

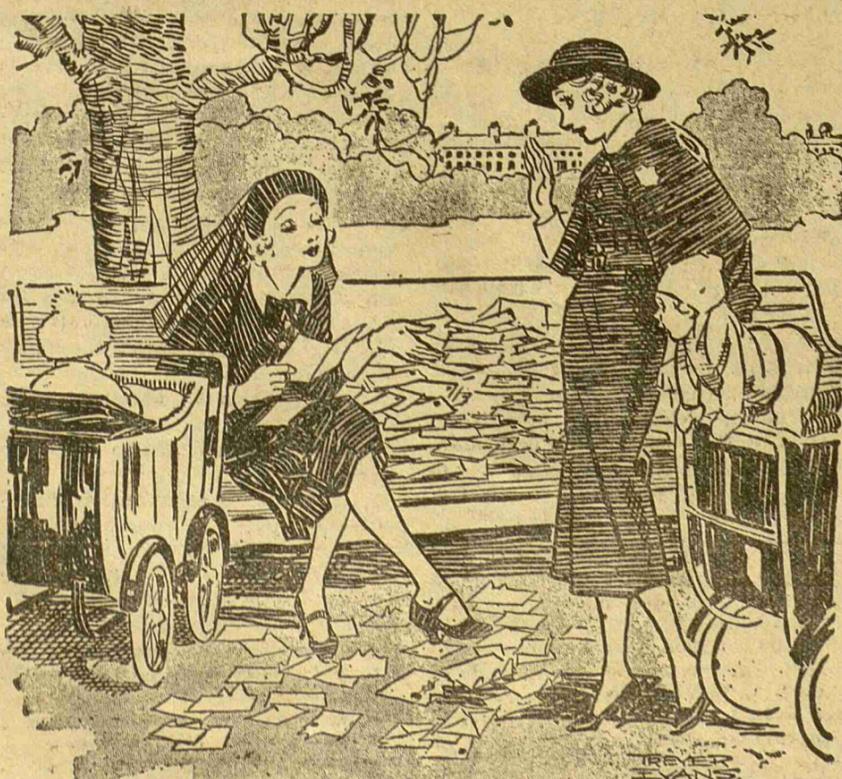
Autrefois, le Seiyukai et le Minseitō alternaient au pouvoir ; ils étaient donc adversaires, non pas dans le sens d'ennemis, mais en tant que gouvernants et opposition régulière, poursuivant tous les deux le même but : l'amélioration du gouvernement constitutionnel.

Cependant, peu à peu, la rivalité s'accrut et la lutte pour le pouvoir devint plus vive. Ne s'arrêtant devant rien pour confondre son adversaire, chaque parti croyait gagner de nouveaux adhérents en faisant mépriser ses concurrents.

A présent, le Seiyukai et le Minseitō se rendent bien compte de l'erreur qu'ils ont ainsi commise et regrettent leur attitude des dix dernières années. Ils ont creusé leur propre tombe en discréditant le gouvernement constitutionnel.

Un conflit sépare actuellement le gouvernement et les deux partis ; ceux-ci doivent donc adopter une attitude commune. Dans les milieux du Seiyukai, on estime qu'une collaboration avec le Minseitō est souhaitable et possible. Le Minseitō accepte, de son côté, d'élaborer un programme commun avec le Seiyukai, programme dirigé contre le gouvernement actuel. Mais c'est surtout dans le pays qu'on sent combien un front commun des deux partis est désiré par tout le monde. Tel est le cas, en particulier à Osaka, dans toutes les branches de l'activité.

Puisque les deux grands partis politiques de notre pays restent attachés au régime constitutionnel, ils doivent commencer par ne rien faire ni rien dire qui puisse en affaiblir le principe.



— Ah, te voilà ! Eh bien, je viens d'apprendre que le régime avait fait un bon voyage jusqu'à Malte. Humourist, Londres.

# LA GARANTIE DE L'INDEPENDANCE BELGE

## LA LEÇON DE 1914

par EMILE BURE

### L'ORDRE :

Le général Messimy a, dans *Mes Souvenirs* (Plon, édit.), rappelé qu'en 1914 la liaison de l'armée française avec l'armée anglaise et l'armée belge fit naître des difficultés fort graves qui eussent pu assurer la victoire aux armées allemandes. Je ne relèverai que celles qui ont trait à la liaison de notre armée avec l'armée du roi Albert. « Faute d'une entente préalable, a écrit l'ancien ministre de la Guerre français, la Belgique et la France ont payé du meilleur de leur sang et de la plus riche partie de leur territoire le scrupule qui les empêcha de prendre, dès le temps de paix, des garanties contre le danger du parjure allemand. »

Au moment où M. Van Zeeland sépare sa cause de celle de la France et de l'Angleterre, il est bon de rappeler cette cruelle vérité. Je dois dire que beaucoup de Belges y demeurent encore sensibles.

Je plains M. Van Zeeland : ses qualités sont exceptionnelles, mais il est dans une situation impossible. Il lui faut, lui, ancien prisonnier de guerre, accepter la discussion et probablement le vote d'une loi d'amnistie complète en faveur des traîtres flamings qui, durant les hostilités, furent aux ordres de la *Kommandatur*, formèrent le Conseil des Flandres, se rendirent à Berlin pour jurer fidélité à Bethmann-Hollweg et pour détacher de leur pays les prisonniers belges des camps allemands, firent acclamer, le 31 novembre 1917, au Théâtre de l'Alhambra de Bruxelles occupée, la déchéance du gouvernement du Havre, du gouvernement du roi Albert I<sup>er</sup>. visitèrent le front allemand dans le saillant d'Ypres, sur l'invitation de Ludendorff, applaudirent enfin au discours, qu'à l'issue de cette effroyable visite, prononça le Dr Borms, leur chef au Conseil des Flandres. — (26-IV.)

### PAS DE GARANTIE EFFICACE SANS ACCORDS D'ETAT-MAJOR

#### NATION BELGE (nationaliste) :

La déclaration anglo-française est telle qu'on l'attendait.

Disons-nous qu'elle renforce notre sécurité ? Non. Mais elle précise, en les réduisant, nos obligations internationales.

Pratiquement, il n'y a rien de changé. Car, à voir les choses dans leur réalité, le fait d'être garants ne grevait pas notre statut d'une hypothèque fort lourde. Nous l'avons déjà dit. Que nous aurait demandé la France attaquée directement sur sa frontière lorraine ? Rien d'autre, assurément, que de demeurer l'arme au pied et

de monter la garde à l'entrée de notre territoire.

Sans doute peut-on soutenir qu'il valait mieux, en tout état de cause, mettre les points sur les « i » et les textes en concordance avec les faits. Soit. Mais si l'on se place à ce point de vue, force est bien de remarquer que la déclaration laisse place à de graves incertitudes.

Ses auteurs prennent acte de nos assurances de fidélité au pacte de la S.D.N. Est-ce à dire que, tout en répudiant notre rôle de garant dans le cadre locarnien, nous continuons à assumer *in extenso*, en vertu du Covenant et notamment de son article 16, des obligations de garantie bien autrement étendues et bien autrement lourdes puisqu'elles nous constituent solidaires de tous les Etats membres de la S.D.N. ?

Et puis, et surtout, que deviennent les accords d'états-majors ? Sont-ils conclus, seront-ils mis au point dans le délai le plus rapproché ? Voilà, en effet, la question essentielle.

Car ces accords seuls peuvent conférer son plein effet, son entière efficacité, préventive et défensive, à la garantie que nous donnent la France et l'Angleterre.

C'est d'eux, avant tout, que nous pouvons attendre un véritable renforcement de notre sécurité. — (26-IV.)

### Le succès belge

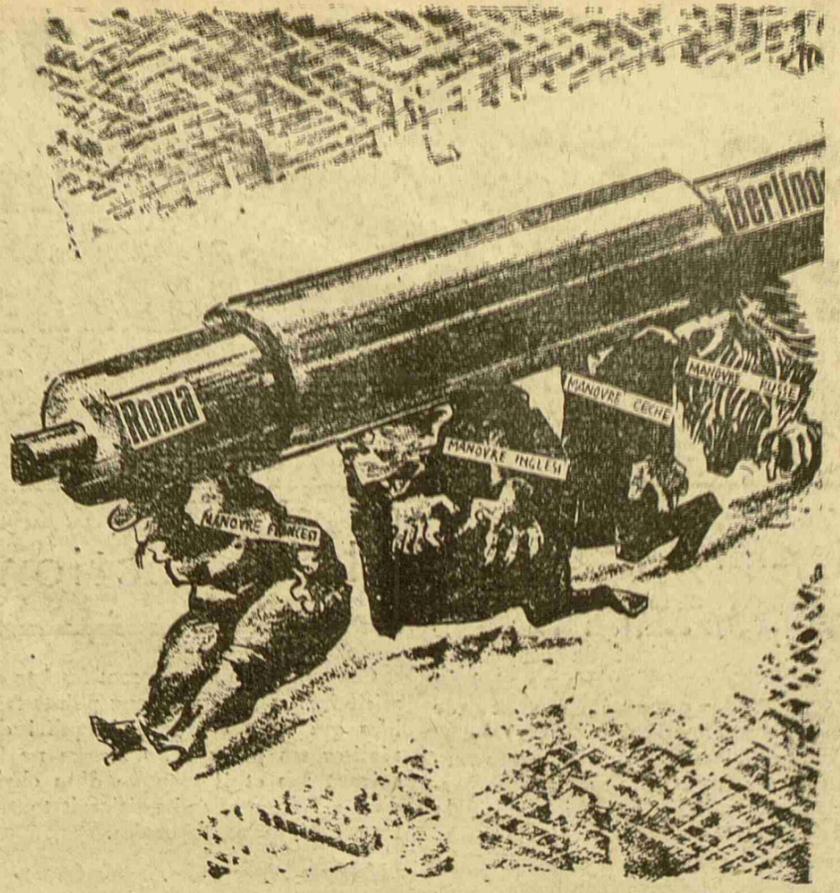
FRANKFURTER ZEITUNG :

La Belgique vient, enfin, de se libérer de l'incertitude dans laquelle la plaçaient, au point de vue international, le Traité de Locarno et ce qui en restait après le 16 mars 1936.

La longue durée des négociations avec Paris et Londres prouve que Bruxelles a eu beaucoup de peine à réaliser ses aspirations. La tâche lui a été facilitée par la déclaration du gouvernement allemand, qui garantissait l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Belgique. Aujourd'hui, la chaîne qui attachait l'armée belge à celles de la France et de l'Angleterre disparaît. La Belgique obtient une pleine liberté d'action. Sans doute essaie-t-on de limiter celle-ci en affirmant que la Belgique étant membre de la S.D.N., elle est tenue de participer à tout ce que le Pacte genevois exigerait en cas de conflit.

Mais après les expériences pratiques des derniers temps, personne ne doute plus que la politique sanctionniste de Genève traverse une crise dont on peut dire qu'elle finira par la suppression de l'automatisme qui entache l'article 16.

Aussi le succès du gouvernement belge est-il net. Il a obtenu, dans une première étape, tout ce qu'il voulait obtenir : l'indépendance en matière de politique extérieure. La Belgique n'est plus liée à des accords d'état-major. La France et l'Angleterre maintiennent leurs garanties pour l'in-



L'axe Rome-Berlin écrase les manoeuvriers français, anglais, tchèques et russes

Popolo d'Italia, Milan.

violabilité de leur voisin, mais seulement dans le sens d'une politique qui les regarde exclusivement. Aucun nouveau traité n'a été conclu. Ainsi, grâce à ce succès, la Belgique rend à l'Europe un grand service. Elle s'échappe des mailles de la politique des grandes puissances, et écarte, de ce fait, une cause possible de conflit. Naturellement, il serait prématuré de conclure, après les événements diplomatiques de Bruxelles, à l'avènement d'une ère de pacification complète en Occident. Mais les acquisitions que la Belgique a faites ces derniers temps dans le domaine de la politique extérieure restent comme un modèle pour l'application de la méthode tendant à assurer et consolider la paix par la suppression effective de sphères de conflit. — (26-IV.)

### La Belgique assurera sa propre défense

INDEPENDANCE BELGE (officielle) :

La Belgique a acquis la conviction que le « provisoire » établi en mars 1936 ne pouvait pas se prolonger plus longtemps. Soucieuse de respecter sa signature, elle a souhaité pouvoir être relevée d'une partie de ses engagements, de ceux qui lui paraissaient inexécutables, parce que visiblement au-dessus de ses forces à cause de l'exiguïté de ses ressources en argent et en hommes. Elle a déclaré franchement que sa contribution au maintien de la paix européenne ne pouvait pas lui faire assurer d'autres obligations que celle de défendre ses frontières contre toute tentative d'invasion. Pour bien signifier sa volonté, elle a renforcé considérablement ses moyens de défense, augmenté le temps de service de ses miliciens.

Après de longs et multiples entretiens diplomatiques, accompagnés de notes verbales, la Grande-Bretagne et la France se sont décidées à accepter le point de vue belge. Elles ont délié la Belgique du surplus de ses engagements, tout en maintenant à notre pays leur garantie en cas d'invasion de notre territoire.

La visite de M. Eden à Bruxelles permettra de confirmer cette décision. Elle témoigne, en outre, de la façon la plus éloquente, de l'intérêt tout par-

ticulier que la Grande-Bretagne et l'Empire britannique tout entier attachent à l'établissement du nouveau statut défensif de notre pays. — (25-IV.)

### POUR UN STATUT INTERNATIONAL DÉFINI

DE STANDAARD, (nationaliste flamand), Bruxelles :

On nous a demandé de plusieurs côtés ce que nous pensions de la note franco-britannique. Nous avons répété, ici, qu'après la dénonciation du Pacte rhénan par l'Allemagne, l'occasion était on ne peut meilleure pour établir définitivement le statut international de la Belgique, et qu'il devait être édifié sur de nouvelles bases. Il n'était plus possible de rester aveuglé devant la situation nouvelle. Aussi bien le roi prononça-t-il, en octobre dernier, son discours retentissant sur la neutralité de la Belgique; ce discours était alors un acte courageux, et les Flamands seront toujours reconnaissants au souverain pour l'avoir fait.

Aux termes de la note franco-britannique, les deux grandes puissances libèrent la Belgique de ses obligations locarniennes en ce sens qu'en cas d'agression, elle n'est plus tenue de courir automatiquement au secours de l'état attaqué. C'est là un pas important dans la bonne voie, et nous n'hésitons pas à le saluer avec satisfaction. Mais est-ce à dire que nous devons considérer cette évolution comme entièrement satisfaisante pour le statut international de la Belgique, et qu'il ne reste plus rien à faire à cet égard ? A cela, nous autres nationalistes flamands répondons : Non ! Les gouvernements intéressés eux-mêmes se rendent parfaitement compte que l'évolution n'a pas atteint son point final.

Avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons pas trouver idéale une orientation unilatérale contre l'Allemagne. Notre devoir à nous autres Flamands est d'exiger que la politique extérieure de notre pays soit d'une clarté absolue, et nous rappelons volontiers à ce propos que dans le discours du roi Léopold on citait la Suisse et les Pays-Bas comme des pays dont la situation internationale parlait nettement nette pouvait servir d'exemple. — (27-IV.)

# Le chancelier Schuschnigg se soumet mais ne se démet pas

## L'Autriche est un Etat allemand

déclare l'Italie

SERA, Milan :

Il subsiste entre l'Allemagne et l'Autriche quelques questions qui demandent à être tirées au clair. Certaines agitations nazistes ne sont pas sans heurter les intérêts autrichiens. Mais il est prouvé que ces agitations ne correspondent pas à la volonté du gouvernement de Berlin. Il y a également la question religieuse. Mais cette difficulté sera facilement surmontée, car les deux Etats allemands ont la conscience de l'importance de leur collaboration, non seulement pour leurs intérêts nationaux, mais aussi pour l'avenir de l'Europe. Nous pouvons estimer que, grâce à la collaboration de l'Italie, nous nous trouvons sur la voie de l'entente. Les nazis seront rapidement appelés à entrer au Front patriotique d'Autriche, ce qui constituera le premier pas vers leur participation au gouvernement. Nous croyons imminente la nomination d'un « rapporteur » national-socialiste pour le Front patriotique, lequel, avec le chancelier Schuschnigg et le secrétaire d'Etat pour le Front patriotique, Zernatto, aura pour mission de définir tous les problèmes pendents entre les deux mouvements nationaux. Aucune opposition d'intérêts politiques ni économiques ne sépare l'Autriche de la Yougoslavie, à part la réserve yougoslave en ce qui concerne l'éventualité de la restauration des Habsbourg. Et c'est ce qui a facilité précisément l'accord italo-yougoslave. Mais cette réserve n'est pas actuelle du fait que la restauration elle-même n'est pas d'actualité. Ainsi tout favorise le resserrement des liens entre Vienne et Belgrade...

Contrairement à ce qu'affirme le Times, une division apparaît évidente entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie en ce qui concerne leur attitude envers l'Allemagne et aussi à cause de l'alliance russo-tchécoslovaque. L'Autriche est un Etat allemand. Elle a signé l'accord austro-allemand du 11 juillet, elle est aussi liée par les protocoles de Rome, à l'Italie qui, de son côté, se trouve engagée dans l'axe Rome-Berlin. Dans ces conditions, aussi bien ses engagements contractuels que ses intérêts majeurs poussent l'Autriche à poursuivre son orientation politique actuelle et excluent la possibilité de nouvelles expériences. — (24-IV.)

## Le plan Hodza a fait taillite

affirme le Reich

DEUTSCHE DIPLOMATISCH-POLITISCHE KORRESPONDENZ, Berlin :

Il serait inutile de souligner que la confirmation des protocoles de Rome, des accords du 11 juillet et de l'entente germano-italienne, qui est le résultat des entretiens de Venise, est favorablement accueillie en Allemagne. En effet, selon l'opinion du Reich, les accords en question se sont révélés comme des éléments constructifs aussi bien pour la

politique des Etats intéressés que pour la stabilité de la situation européenne en général. Dans ces conditions, il importe de souligner que les espoirs de certains milieux étrangers qui croyaient pouvoir se servir de Vienne pour brouiller les relations germano-italiennes, sont déçus. La déclaration selon laquelle la réorganisation du bassin danubien serait inconcevable et irréalisable sans la participation de l'Allemagne indique bien que des combinaisons artificielles telles que le plan de M. Hodza, président du Conseil de Tchécoslovaquie, ne peuvent trouver aucun écho à Vienne et à Rome. C'est là une circonstance heureuse, étant donné que l'attitude de ces deux capitales correspond aux véritables nécessités de l'Europe. Le fait que le communiqué publié à l'issue de l'entretien de Genève a souligné les possibilités d'extension et de développement des protocoles de Rome montre bien que la politique actuelle tient compte des nécessités. La répulsion qu'éprouvent l'Allemagne et l'Italie à l'égard d'une politique de force est une réalité. Les deux Etats sont hostiles à toute tendance à la suprématie et à la formation des blocs.

Les espoirs d'une prochaine consolidation du Bassin danubien, qui, grâce à une politique réaliste, a fait, d'ores et déjà d'importants progrès, sont parfaitement justifiés. — (25-IV.)

## L'Autriche veut garder l'amitié de tous ses voisins

INNSBRUCKER NACHRICHTEN, Innsbruck :

Le fait que l'Autriche essaie de resserrer ses liens avec la Tchécoslovaquie ne signifie nullement que ce rapprochement soit dirigé contre un tiers Etat. Au contraire, c'est là, de la part de l'Autriche, une contribution positive à l'œuvre du rapprochement entre les Etats du Protocole de Rome et la Petite Entente. Le resserrement des liens entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche a créé la possibilité d'une collaboration entre Rome et Prague. D'autre part, la Petite Entente devrait montrer, dans un avenir proche, une plus grande compréhension envers la situation de la Hongrie.

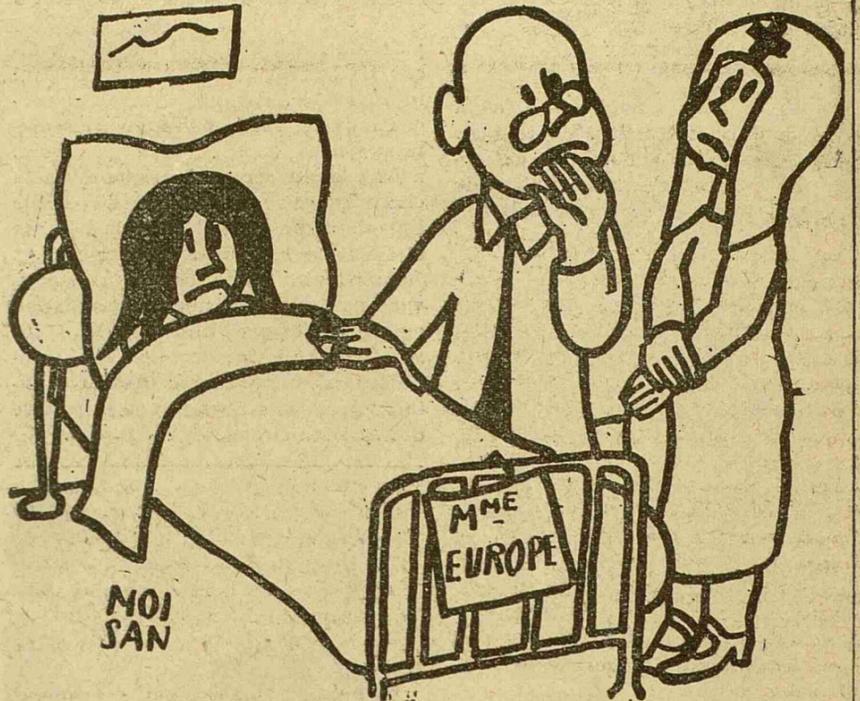
Par ailleurs, il existe entre Berlin et Rome une communauté d'intérêts dont ni l'Autriche ni la Hongrie ne veulent s'exclure.

La politique des protocoles de Rome a toujours eu en vue l'amélioration des trois Etats signataires avec le Troisième Reich. M. Mussolini était au courant des négociations poursuivies entre l'Autriche et le Reich, qui ont abouti aux accords du 11 juillet amenant une sérieuse détente entre Berlin et Vienne. Il faut souligner que ces protocoles sont basés sur l'indépendance de l'Autriche et que c'est grâce à eux que cette indépendance est devenue un dogme de la politique internationale. D'autre part, il est incontestable qu'ils ont également rendu service à l'Italie à un moment où celle-ci était engagée dans un dur combat en Afrique et où l'Autriche et la Hongrie refusaient, bien entendu, d'adhérer aux sanctions qui la frappaient.

Il n'existe donc, pour l'Autriche, aucune raison d'abandonner sa ligne politique et de s'engager dans une expé-

On se souvient qu'au lendemain des entretiens de Venise entre M. Mussolini et le chancelier Schuschnigg, M. Gayda a annoncé, dans le Giornale d'Italia, qu'à la suite des conversations de Venise, le ralliement des nazis au Front Patriotique et leur participation au gouvernement étaient imminents. Le gouvernement autrichien ordonna immédiatement la confiscation du numéro du Giornale d'Italia, contenant cette information et publia un démenti affirmant qu'il n'a pas été question de participation au gouvernement, le régime autrichien excluant tout cabinet de coalition. L'article de M. Gayda, dans la mesure où il concerne les affaires intérieures de l'Autriche, constitue une erreur.

Le lendemain, M. Gayda publia une rectification disant que « la nouvelle que nous avons rapportée se rattache non pas aux conversations de Venise, mais à une situation de l'Autriche que nous avons rapidement illustrée en vue d'éclairer les rapports existants avec l'orientation de la politique étrangère. »



— Alors, docteur, ce coup de botte italienne ?  
— Mauvais : fracture du bassin danubien !...

Le Petit Bleu, Paris.

rience, alors que sa politique actuelle lui a déjà assuré des succès, même sur le plan économique. Les protocoles de Rome et les accords du 11 juillet constituent des actifs précieux dans la politique de l'Autriche, et rien ne saurait relâcher les liens qui unissent ce pays à l'Italie et à la Hongrie. (24-IV.)

## La Tchécoslovaquie reste sur ses gardes

CESKE SLOVO, Prague :

Les informations sensationnelles du Giornale d'Italia, sur l'entrée des nazis autrichiens au Front patriotique, démenties aussitôt par le gouvernement de Vienne, ont jeté une vive lumière sur certains faits que le communiqué officiel, publié à l'issue des entretiens de Venise, a passé sous silence : l'Italie a usé de tout son prestige en Autriche pour que la politique inaugurée par les accords du 11 juillet dernier fût poursuivie. Au cours de ces derniers temps, on a annoncé à plusieurs reprises que l'Autriche n'était pas satisfaite de la façon dont ces accords ont été appliqués par l'Allemagne. C'est pourquoi on aurait pu s'attendre au resserrement des rapports entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, et les opinions exprimées par la presse autrichienne semblaient justifier cet espoir. Pourtant, l'article du Giornale d'Italia semble indiquer que les décisions de Venise ne favorisent aucunement cette évolution. Une fois de plus, l'Italie cherche à rapprocher l'Autriche de l'Allemagne en livrant aux nazis l'accès du gouvernement autrichien. C'est là une expérience bien hardie. L'entrée des nationaux-socialistes d'Autriche au ministère ne manquerait pas d'avoir une profonde influence sur l'opinion autrichienne qui, ces derniers temps, se montrait favorable à une collaboration avec les petits Etats de l'Europe Centrale. — (24-IV.)

## La Hongrie se méfie de la Petite Entente et de l'Allemagne

MAGYARSAG, Budapest :

Il est de l'intérêt de tous que la collaboration italo-autrichienne soit conservée intacte dans l'avenir. Ceci est d'autant plus nécessaire que la collaboration des Etats danubiens, si chaleureusement préconisée et présentée sous des couleurs si tentantes, n'est pas près d'être réalisée. La cause en est l'attitude des pays de la Petite Entente qui ne semblent pas prêts à renoncer à leur mentalité de « vainqueurs » ni à s'engager résolument dans la voie de la réconciliation politique et économique avec l'Autriche et la Hongrie. Or, ces deux pays sont situés au centre même du Bassin danubien et, à moins de satisfaire leurs légitimes revendications, on ne saurait résoudre le problème de l'Europe Centrale. A Prague, on préfère toujours les intrigues à cette politique réaliste et on ne cherche qu'à brouiller, d'une part l'Autriche avec l'Italie, d'autre part, l'Autriche avec la Hongrie.

Le maintien des rapports étroits entre l'Italie, la Hongrie et l'Autriche, constitue l'une des bases les plus réelles de la politique extérieure de la Hongrie. En effet, la collaboration de ces trois Etats est susceptible de cristalliser autour d'eux le processus de la collaboration des pays qui forment le Bassin danubien et, d'autre part, elle constitue un rempart contre les ambitions pangermaines et panslaves. C'est pourquoi la Hongrie doit s'attacher, conformément aux accords de Rome, et indépendamment de l'attitude des grandes puissances, à resserrer ses liens avec l'Autriche pour raffermir ainsi son indépendance et assurer son salut. — (23-IV.)

# EN ROUMANIE :

## Menées Racistes et Réaction Libérale

### LA SÉCURITÉ ROUMAINE ET LA S.D.N.

DIMINEATZA, Bucarest :

Les dangers qui menacent nos frontières n'ont pas disparu. La Hongrie nous guette. En ce moment même, le ministre de la Guerre hongrois se trouve à Berlin où il négocie avec le général Goering et les chefs de la Reichswehr. Il est facile de deviner ce que sont ses entretiens si l'on prend la peine de noter que la campagne révisionniste se fait de plus en plus âpre à Budapest, qui la propage dans le monde entier.

La Roumanie a sans cesse manifesté sa ferme décision de n'admettre sous aucun prétexte et dans aucune circonstance une mutilation de son territoire. Même si, à l'étranger, quelqu'un s'avisait de remettre sur le tapis le projet de révision dû à Lord Rothermere, il faut que l'on sache qu'aucun gouvernement roumain ne négociera ni ne pourra négocier sur cette base.

La conséquence de cette situation est une nécessité impérieuse pour nous de renforcer la sécurité du pays, et de consolider à cet effet les alliances conclues par la Roumanie en les englobant dans un véritable système ayant pour but de garantir notre intégrité nationale.

Considéré de ce point de vue l'échange de vues entre les chefs d'Etats-major des pays de la Petite Entente et de l'Entente balkanique représente une manifestation extérieure de cette action systématique. Action complétée merveilleusement par l'accroissement de notre potentiel de guerre sous la forme des armements qui nous sont livrés par la Tchécoslovaquie et la France suivant un plan précis.

Il est donc évident qu'on travaille de toutes les forces au renforcement de notre pays. Ce renforcement est d'ordre militaire, mais aussi d'ordre diplomatique. La visite de M. Beck à Bucarest en est l'exemple le plus récent.

Le but de cette visite a été en premier lieu de réaffirmer l'alliance polono-roumaine. Elle a rendu à la Roumanie un important service dans l'équilibre international des forces qui se manifestent actuellement exprès, pour bien marquer de quel côté se trouvent ceux qui luttent pour la paix et pour les principes fondamentaux de Genève.

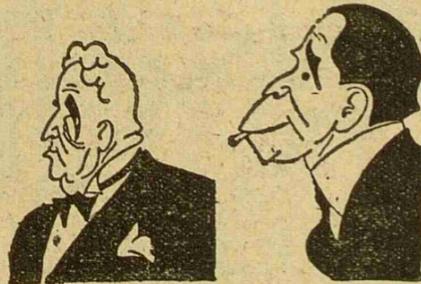
Nous soulignons intentionnellement ce fait, afin que la politique extérieure de la Roumanie et de ses alliés continue à se dérouler dans ce cadre.

Le traité d'alliance polono-roumain est basé entièrement sur les statuts de la S.D.N. Dans le préambule même de ce traité, il est dit que celui-ci a été conclu « afin de donner aux pays signataires des garanties complémentaires dans le cadre du pacte genevois ». Et l'article 2 du traité, qui spécifie quand et comment doit être appliqué le principe tendant « à respecter mutuellement et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité de leur territoire actuel et leur indépendance politique », parle de l'application de l'article 16 du Pacte.

Le traité de garantie polono-roumain

présente ainsi, du point de vue juridique international, une valeur réelle et incontestable. Par notre situation géographique et par la politique prévoyante que nous continuons à pratiquer, nous constituons en quelque sorte la charnière entre la Pologne et la Petite Entente d'une part, et entre la Pologne et l'Entente balkanique d'autre part.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons que souhaiter une consolidation aussi parfaite que possible de notre alliance avec la Pologne. Ce à quoi vient de s'employer avec toute leur autorité le colonel Beck et notre ministre des Affaires étrangères Antonesco.



M. Victor Antonesco, ministre des Affaires étrangères (vu par l'Echo de Bucarest.)  
M. Tataresco, président du Conseil roumain

### L'Italie contre le système collectif

LUPTA, Bucarest :

Après la conclusion du pacte italo-yougoslave, le « Giornale d'Italia », organe officieux, a cru devoir indiquer que « la politique de sécurité collective s'est usée à tel point qu'aujourd'hui elle paraît ridicule ». Si cette affirmation semble dénuée de tout fondement réel, elle n'en a pas moins une signification évidente quant aux intentions qui l'animent.

D'après la conception de Rome, le pacte italo-yougoslave doit donc être considéré comme visant directement — et bien entendu dans un sens hostile — la sécurité collective, que la Petite Entente continue à respecter comme un de ses fondements.

Il est bon que la presse italienne édifie ainsi l'opinion sur les intentions réelles du Gouvernement de Rome. Jusqu'ici, on cherchait du moins à les camoufler. Cette fois-ci, le journal officieux de M. Mussolini s'est chargé lui-même de lever le voile. M. Gayda, qui a su se forger des titres spéciaux à la sympathie des Roumains par la manière bien connue dont il dénigra l'armée roumaine après la défection russe de 1917, ajoute :

« La Roumanie, elle aussi, tend à se rapprocher de l'Italie. Nous saluons cette attitude avec l'esprit le plus amical. C'est là une orientation qui doit cependant être précédée d'une clarification des rapports entre l'Italie et la Hongrie, son amie ; clarification qui ne paraît pas exagérément difficile quant

à certains facteurs d'ordre revendicatif ».

Et M. Gayda s'efforce de démontrer que les buts de la Petite Entente ont changé, eux aussi, et que « ses intérêts politiques se différencient de plus en plus ». D'après le journaliste italien ces buts étaient autrefois : 1° D'empêcher le redressement de l'Allemagne ; 2° d'empêcher la restauration des Habsbourg ; et 3° d'empêcher la réalisation des idées révisionnistes hongroises. « Or, précise M. Gayda, l'Allemagne s'est redressée malgré le rôle de gendarme de la France qu'on a fait jouer à la Petite Entente ; d'autre part, la restauration des Habsbourg rencontre même en Italie une opposition nette, et quant à la Hongrie, elle n'est plus isolée. »

C'est là une suggestion très attrayante pour tous les Roumains, n'est-ce pas ?

### LE COMMERCE A SON MOT A DIRE

FINANTE SI INDUSTRIE, Bucarest :

Nos échanges avec l'étranger durant les deux premiers mois de l'année courante, par rapport à la période correspondante de 1936, se présentent comme suit (en millions de lei) :

Pays	Importations		Exportations	
	Janv.-Fév. 1937	Janv.-Fév. 1936	Janv.-Fév. 1937	Janv.-Fév. 1936
Angleterre .....	212,5	109,7	399,1	229,8
Allemagne .....	748,2	634,6	988,7	416,7
France .....	102,6	89,7	238,7	100,9
Italie .....	85,5	31,0	221,1	129,4
U. R. S. S. ....	0,932	0,095	44,4	—
Tchécoslovaquie .....	296,5	303,6	108,9	229,7
Autriche .....	231,8	217,8	173,8	189,5

Si l'on tient compte que le total des échanges entre la Roumanie et l'étranger s'est élevé en janvier-février 1937 à 5.661 millions de lei (2.225,9 millions de lei pour les importations, et 3.435,3 millions pour les exportations), on constate que les échanges avec l'Allemagne (total des exportations et importations) représentent près d'un tiers, les échanges avec la France un seizième environ, les échanges avec l'Angleterre à peu près un huitième, les échanges avec l'Italie un dix-huitième, et les échanges avec l'U.R.S.S.

### DES ÉLECTIONS QUI PARLENT NET

ADEVERUL, Bucarest :

La lutte électorale (il s'agit des élections municipales qui ont eu lieu dans quelques grandes villes de Roumanie dans la seconde moitié du mois d'avril, N.D.L.R.) a été acharnée, surtout à Bucarest. C'est que la bataille n'a pas été placée sur le terrain strictement communal. Elle s'est livrée sur le terrain politique : il s'agissait, pour la population de la capitale — cerveau du pays — de choisir entre les partis sérieux qui entendent gouverner suivant des principes démocratiques et entre les partis d'extrême-droite qui veulent supprimer le système parlementaire et instaurer la dictature d'après des méthodes empruntées à l'étranger.



Depuis que M. Titulesco a été chassé, la menace nazie devient de plus en plus nette. Adeverul, Bucarest.

Pour la première fois, le journal officieux de M. Mussolini rend, avec ses aveux édifiants, un service réel à la Petite Entente, et spécialement à la Roumanie. Les meilleurs services sont, en effet, toujours ceux que l'on rend involontairement.

pas même un centième du total général de notre commerce extérieur.

En d'autres termes, les échanges avec l'Allemagne (1.736,9 millions de lei) dépassent, à eux seuls, le total de notre commerce avec la France, l'An-

gleterre, l'Italie et l'U.R.S.S. réunies. Parmi les petits pays, la Tchécoslovaquie (total des échanges : 405,6 millions de lei), l'Autriche (total des échanges : 405,4 millions de lei) viennent en première place pour la période susindiquée.

Ajoutons que par rapport à 1936, les échanges de notre pays avec l'Allemagne (pour la période janvier-février) sont passés de 1.056,3 millions à 1.736,9 millions de lei, les échanges avec la France de 180,6 millions de lei à 341,3 millions de lei.

Le pays s'est prononcé : le résultat des élections municipales constitue une défaite catégorique et définitive des partis dictatoriaux. Le pays veut être gouverné par les méthodes qui ont permis la fondation du royaume et l'union de tous les Roumains. Il veut vivre sous le régime constitutionnel et parlementaire ; il veut jouir des libertés démocratiques et éviter l'instauration d'un régime de haine et de barbarie.

La population de Bucarest a tenu à donner une leçon aux aventuriers de la dictature, et elle a voulu indiquer en même temps que c'est au parti paysan (démocrate) de prendre la succession du gouvernement actuel.

# Le BUDGET de M. NEVILLE CHAMBERLAIN



« Tu quoque, Brute ! »  
Daily Herald, Londres.

DAILY TELEGRAPH (conservateur), Londres :

CE qui caractérise tout particulièrement le projet de budget déposé par M. Neville Chamberlain aux Communes, c'est l'introduction d'un impôt spécial sur les bénéfices, qui rappelle assez la taxe sur les super-bénéfices votée en 1915. Le budget prévoit, en outre :

L'augmentation de 3 pence du taux de l'impôt sur le revenu ;

L'interdiction de créer des « trusts d'investissement » composés d'une seule personne et destinés uniquement à permettre au contribuable de se soustraire à la surtaxe ;

Des mesures contre la pratique qui consiste à vendre des titres avant le détachement du coupon et à les racheter immédiatement après, ce qui permet de se soustraire à l'impôt sur les dividendes.

Il n'y aura pas d'autres nouveaux impôts.

Le chancelier de l'Echiquier a dit, dans sa péroraison : « J'ai mûrement réfléchi afin d'obtenir que les nouveaux impôts freinent la vaine spéculation ainsi que toute activité déraisonnable, lesquelles risqueraient de mettre en péril la courbe descendante de la prospérité nationale. »

Le nouvel impôt frappant les super-bénéfices a provoqué ce qu'on appelle des mouvements divers. Lord Hirst, président de la Fédération des Industries britanniques, a trouvé le projet de M. Chamberlain « fort raisonnable ». D'autres dirigeants industriels se sont montrés beaucoup plus sévères. Et bon nombre de députés conservateurs considèrent ces propositions comme « socialistes ».

Le chancelier de l'Echiquier a appelé le nouvel impôt sur les super-bénéfices : « Contribution à la défense nationale ». En effet, c'est une contribution temporaire, rendue nécessaire par le programme du réarmement et ne s'appliquant qu'à l'excédent des bénéfices.

Là où il n'y aura pas eu d'accroissement des bénéfices, il n'y aura pas lieu non plus de percevoir la super-taxe. Cette taxe ne concerne pas les salariés.

Le déficit du budget 1936-1937 est de 5.597.000 livres sterling (environ 616 millions de francs). Adoptant un point de vue optimiste et comptant, par ailleurs, pour les bénéfices de la cérémonie du couronnement, le chancelier de l'Echiquier estime qu'il aura en tout à se procurer, de sources nouvelles, 14.898.000 livres sterling (1.638 millions de francs) au lieu de 40 millions de livres (4.400 millions de francs). Il attend notamment, de l'impôt sur le revenu, 275 millions de livres (environ 30 milliards de francs),

soit 18 millions de livres de plus (près de 2 milliards de francs) que dans l'année précédente. Les vins et spiritueux donneront 800.000 livres de plus (environ 88 millions de francs), et la bière 2.500.000 livres, comme aussi le tabac et l'essence.

L'augmentation de 3 pence de l'impôt sur le revenu doit donner 13 millions de livres sterling dès cette année (1.430 millions de francs).

Au total, le budget pour 1937-1938 se présente comme suit :

Recettes : 863.100.000 livres sterling (environ 94.941 millions de francs).

Dépenses : 862.898.000 livres sterling (environ 94.913 millions de francs).

Excédent des recettes : 252.000 liv. sterling.

La charge de la dette publique reste de 224 millions de livres sterling (24.640 millions de francs).

## Un débat pathétique

TIMES, Londres :

M. Neville Chamberlain, chancelier de l'Echiquier. — J'ai reçu d'innombrables lettres où des correspondants bénévoles me conseillaient d'augmenter les revenus de l'Etat grâce à de nouveaux impôts. J'ai réuni une partie de ces suggestions en les plaçant dans l'ordre alphabétique. Je crois que vous voudrez les écouter tout au moins en partie pour vous rendre compte combien j'ai été riche en bons conseils. (Rires.)

On m'a proposé de frapper d'un nouvel impôt : les antiquaires, les bookmakers, les bicyclettes, (Cris sur les bancs travaillistes : « Non ! »), la bière (Vicomtesse Astor : « Très bien ! »), les chats, les chiens (Cris : « Non ! »), les cosmétiques, les débutantes à la cour royale (Rires), les haut-parleurs, les journaux, les loteries, les machines à sons, les pourboires, la publicité, les spéculateurs (Applaudissements sur les bancs travaillistes), les tandems, le whisky (vicomtesse Astor : « Très bien ! »). Certes, ces suggestions sont aussi ingénieuses que variées, mais l'examen attentif des lettres m'a révélé qu'elles ont toutes un trait en commun : chaque auteur pense imposer une nouvelle taxe pour un genre d'activité qui n'est pas le sien (Rires). Le chancelier de l'Echiquier ne peut se laisser guider par de telles considérations. Il doit étudier le rendement de chaque impôt projeté, le coût de la perception et ses répercussions sociales, morales et économiques. Il ne saurait, par contre, tenir compte des préférences personnelles. Je remercie donc mes correspondants pour leurs conseils, mais je chercherai ailleurs les nouvelles ressources...

M. R. C. Morrison (travailliste). — Le budget du chancelier de l'Echiquier a été accueilli avec peu d'enthousiasme. J'ai réuni, dans l'ordre alphabétique, une liste d'expressions employées par les journaux financiers. Les voici : abracadabrants, attristant, affreux, désastreux, dangereux, déplorable, détestable, erreur, folie, futile, insécurité, instabilité, indésirable, mauvais, dangereux, etc.

Je ne crois pas que la taxe proposée par le chancelier puisse être efficace. Elle frappera les bons contribuables, mais les fraudeurs s'y soustrairont.

## Une mesure révolutionnaire

MANCHESTER GUARDIAN (libéral), Londres :

La « contribution à la défense nationale » a provoqué l'effet de la surprise. Les membres du Parlement en ont oublié l'augmentation de l'impôt sur le revenu. On ne parle plus que de la « contribution ».

Les industriels conservateurs déclarent avec indignation que c'est là un budget socialiste, étant bien entendu que le socialisme n'est que du brigandage. Selon les libéraux qui suivent sir John Simon, c'est un budget d'inspiration libérale. Pendant que M. Chamberlain parlait, il était curieux de voir la satisfaction qui se peignait sur les visages des membres de l'opposition. Jamais on n'a vu l'opposition accueillir avec autant de plaisir un budget établi par ses adversaires. Elle ne pouvait guère espérer mieux : pas d'augmentation des impôts indirects, relèvement de l'impôt sur le revenu et taxe sur les super-bénéfices.

L'Etat s'estime, en effet, en droit de prélever sa part sur les bénéfices tirés du réarmement.

Voilà une innovation courageuse et inattendue, décidée par un ministre qu'on considèrerait (bien à tort) comme un froid réactionnaire de l'école industrielle, cette école qui combat maintenant sa taxe sur les super-bénéfices. Cette mesure est d'autant plus courageuse que les industriels forment le groupe le plus puissant au sein du parti conservateur. On peut donc croire que le nouveau budget ne passera pas facilement aux Communes, telles qu'elles sont composées actuellement.

Mais d'autres conservateurs constatent avec satisfaction que le gouvernement ne reste pas indifférent devant le mécontentement populaire provoqué par l'enrichissement exagéré de tous ceux qui travaillent pour le réarmement.

Cependant, on n'a pas oublié que la taxe sur les bénéfices de guerre votée en 1915 n'a ni empêché les gains excessifs, ni eu un grand rendement, et que, par ailleurs, elle s'est souvent révélée injuste. Le nouvel impôt sera-t-il plus efficace? Les conservateurs redou-

tent aussi que cette taxe ne devienne permanente, afin de complaire aux gauches

## La voix de la Cité

TIMES, Londres :

Sir A. Anderson (conservateur, député de la Cité).

« Des millions d'hommes voyaient avec envie que des commandes d'armement affluaient vers des industries auxquelles ils ne participaient point. Aussi fallait-il prendre une mesure du genre de celle que le chancelier de l'Echiquier propose. Mais la taxation des super-bénéfices est pleine de dangers.

Il s'agit ici d'industries qui sont exposées à la concurrence internationale et que les droits de douane ne protègent pas. Pendant six à huit ans, elles ont péniblement subsisté, et si leur bénéfice devait être limité à 6 0/0 dans les bonnes années, elles ne pourraient jamais couvrir leurs risques. Comme on recueille l'eau pour s'en servir pendant la sécheresse, de même ces sociétés doivent, grâce à leurs bénéfices, se constituer une réserve pour les années sans travail ».

## L'opposition s'organise

NEW STATESMAN AND NATION, Londres (progressiste) :

Ce budget semble devoir rencontrer une opposition comme on n'en a pas vu depuis le budget de M. Lloyd George, de 1909. Je ne crois pas que cette affaire empêchera M. Neville Chamberlain de succéder bientôt à M. Baldwin, mais je suis convaincu que, sous la pression du groupe des conservateurs indignés à la tête desquels se trouve sir Robert Horne, le chancelier de l'Echiquier réduira sa taxe à une chose sans importance. Les membres de la Cité déclarent déjà que la « contribution » ne saurait résister à dix minutes de critique serrée. La peur des indécisions aurait incité M. Chamberlain à ne pas montrer son projet même aux experts.

## Les réactions de la Bourse

OBSERVER, Londres (conservateur) :

Il n'y a plus trace de boom au Stock Exchange. Les prix accusent une forte baisse, et les affaires se sont arrêtées. Sauf les mines d'or, tous les titres ont été sérieusement malmenés, et c'est là l'effet de la « contribution à la défense nationale », annoncée par le chancelier de l'Echiquier.

Le secret du budget avait été, cette fois-ci, bien gardé, et le nouvel impôt a éclaté comme un coup de tonnerre. Le marché financier en a subi un choc aggravé encore par l'incertitude de ce que donnera cette tentative. La « contribution » frappe uniquement les détenteurs de certaines actions, et précisément de celles qui ont le plus souffert de la crise.



# DE RICHARD II COURONNEMENTS D'HIER

## La décoration des rues

STAR, Londres :

La décoration des rues de Londres aura coûté plus de 15.000 livres sterling, environ 1.650.000 francs).

Tout le chemin qu'aura à parcourir la procession royale sera richement décoré. La tâche incombant à M. Grey Wornum, architecte principal de la ville de Londres, n'a pas été facile. Il fallait éviter que les colonnes et les mâts n'empêchent la circulation, ni ne cachent la vue. On a exécuté au total plus de 600 dessins et maquettes.

## LA TRAIÑE DES PRINCESSES ROYALES

TIME, New-York :

Parce que la princesse royale Mary, fille de Georges V, âgée de 14 ans lors du couronnement de son père, trébucha sur sa traîne longue de 3 mètres et perdit sa couronne à l'entrée de l'abbaye de Westminster, la princesse Elisabeth, âgée de 11 ans, fille de Georges VI, n'aura qu'une traîne très courte. Et sa couronne sera munie d'un élastique pour qu'elle ne puisse se déplacer. Leçon d'expérience !

## Fêtes de lumière

OBSERVER, Londres :

Pendant les fêtes du couronnement, les rues de Londres seront littéralement inondées de lumière. L'or et le blanc seront les couleurs dominantes, le jour comme la nuit. A cet effet, on a fait un large usage d'un tissu spécial qui ressemble au velours, mais qui est en réalité caoutchouté, ce qui l'empêche de se froisser.

Une porte construite devant Whitehall sera surmontée par un grand bateau juché sur deux mâts hauts de 20 mètres chacun.

A Charing Cross, le monument de Charles I<sup>er</sup> sera entouré d'une garde vivante.

## Quand sonnent les cloches de Sainte-Marguerite

MANCHESTER GUARDIAN :

Le jour du couronnement, les cloches sonneront à toute volée, dans les églises d'Angleterre. Il est d'usage qu'à cette occasion, les sonneurs de cloches de certaines églises touchent une rémunération. Il en est ainsi à Sainte-Marguerite, église de la Chambre des Communes, dont le sonneur toucha 4 shillings lors du couronnement de Georges IV (1820) et un shilling seulement lors du couronnement de Guillaume IV (1830).

Les cloches de Sainte-Marguerite sonnèrent à maintes occasions historiques : on y lit notamment sur le registre que le sonneur reçut un shilling « pour avoir sonné pendant la décapitation de la reine des Ecossais » (1605) et 15 shillings lors du couronnement du prince d'Orange avec Lady Mary (1627).

SUNDAY EXPRESS, Londres :



Le couronnement, en 1377, de Richard II, qui n'était alors âgé que de 10 ans, marque une date dans l'histoire de Grande-Bretagne. En effet, c'est à cette occasion que les moines de Westminster établirent le cérémonial du couronnement, qui fut transcrit dans le « Liber regalis ». Ce manuscrit se trouve toujours sous la garde des doyens de Westminster. Il régit ainsi depuis des siècles les splendeurs du couronnement. Ecrit en latin, il fut traduit en anglais à l'époque de la reine Elisabeth.

C'est le « Liber regalis » qui fixa pour la première fois la procession du couronnement.

« La veille du couronnement, y lit-on, le roi ira à cheval, tête nue, de la Tour de Londres à travers la Cité jusqu'au palais de Westminster. Il sera en vêtements d'apparat et il s'offrira à la vue de son peuple. »

La « procession du couronnement » était née, et elle constitue depuis lors la partie la plus spectaculaire et la plus populaire des fêtes.

« Le roi sera instruit par le doyen de l'abbaye dans les rites et dans les cérémonies du sacre et du couronnement. »

### Les Chevaliers de l'Ordre du Bain

A la veille de la procession, le roi créait de nouveaux chevaliers. On les appela bientôt les chevaliers du Bain, parce que, avant leur investiture, ils étaient conduits dans un local spécial où chacun d'eux devait prendre un bain. Le lendemain matin, habillés de robes somptueuses et de manteaux de velours, ils se rendaient à cheval au devant du roi qui leur remettait l'épée et les éperons de chevalier.

### La cavalcade

La procession royale partait de la Tour de Londres à la cathédrale Saint-Paul, puis au Temple Bar. Le grand connétable de Westminster l'y recevait pour la conduire à l'église de l'abbaye.

Le roi avançait à cheval, tête nue, sous un dais tenu par quatre chevaliers et précédé par les chevaliers du Bain.

Il était accompagné par les princes du sang ; par les pairs d'Angleterre, montés sur des chevaux caparaçonnés et entourés de leurs serviteurs ; par les juges et les hauts dignitaires en habit de cérémonie ; par des hérauts ; et enfin par des gentilhommes suivis de leurs serviteurs en livrée.

### Quand fut couronné un roi shakespearien

Lors du couronnement d'Henry IV, en 1399, la cavalcade compta 6.000 hommes. Les rues avaient été nettoyées et l'on y construisit des arcs ; et les habitants décorèrent leurs maisons de bannières et de tapis. Des orchestres jouaient à tous les grands carrefours.

Le roi fut reçu à la Cité aux sons de la musique. Les notables de la Cité s'inclinèrent devant lui et lui offrirent des cadeaux tandis que le peuple criait son attache-

ment au souverain. Puis, des acrobates et des histrions se mirent en devoir d'amuser la foule.

### Le roi-enfant et l'acrobate

Edouard VI, fils d'Henry VII et de Jane Seymour, devenu roi à 9 ans (en 1546), fut très égayé, lors de son couronnement, par une danse sur la corde raide — tendue entre la cathédrale Saint-Paul et une maison — qu'un marin exécuta avec art. Il y eut beaucoup de faux d'artifice, et dans plusieurs fontaines de Londres, on pouvait boire à volonté du vin rouge ou blanc.

La coutume de la procession fut interrompue sous Jacques I<sup>er</sup>, en 1603, mais lors de la restauration, le « joyeux roi » Charles II la rétablit (en 1660).

### La fin de la procession de la Tour

En 1685, Jacques II décida de supprimer la cavalcade, mais dépensa, par contre, 100.000 livres sterling pour les robes de la reine (Henriette d'Angleterre).

Ce fut la fin des processions dites de la Tour de Londres. L'actuelle procession royale de l'abbaye au palais de Buckingham en est en quelque sorte une résurrection, mais elle n'a pas la pompe extravagante de jadis.

### Privilèges féodaux

Le roi était toujours la source de tous les honneurs. Lorsque Guillaume le Taciturne conquiert l'Angleterre et fut couronné roi, il récompensa ses compagnons en leur donnant des domaines. Mais il garda la souveraineté sur ces terres, ce que ses barons durent reconnaître par un hommage symbolique au suzerain. Cet hommage féodal reste encore nominalement en vigueur. Tel gentilhomme doit offrir annuellement au roi une arbalète, tel autre est tenu de lui livrer le produit de la première pêche au hareng de la saison, tel autre encore, de la paille pour le lit royal. D'abord devoir, c'est devenu un privilège héréditaire, jalousement gardé.

### Le sénéchal et le connétable

Deux hommes jouaient un rôle prépondérant au cours de la cérémonie du couronnement : le lord grand sénéchal et le lord grand connétable, qui sont cette fois-ci le marquis de Salisbury et lord Crewe.

La charge la plus importante est maintenant celle du lord-maréchal d'Angleterre, qui revient depuis des siècles aux ducs de Norfolk. Au XII<sup>e</sup> siècle, ce fut le privilège des comtes de Pembroke qui revint, après l'extinction de la lignée mâle, aux comtes de Norfolk (lors du règne d'Edouard I<sup>er</sup>, 1272-1307). Le lord-maréchal est placé, pendant la cérémonie du couronnement, à la droite du roi, et il l'aide à se ceindre de la couronne qu'il retient par la fleur de lys.

Le lord-maréchal règle les détails de la cérémonie, fixe l'ordre de la préséance et approuve le dessin des robes des paires. C'est lui qui distribue les places à l'abbaye de Westminster et définit le rôle de chaque dignitaire. Il est le chef du collège de hérauts d'armes qui compte treize membres : trois « rois d'armes », portant chacun une couronne et un col en or ; six « hérauts », dont le col est en argent ; et quatre « poursuivants », dont la cotte est en velours broché.

### Le champion du roi

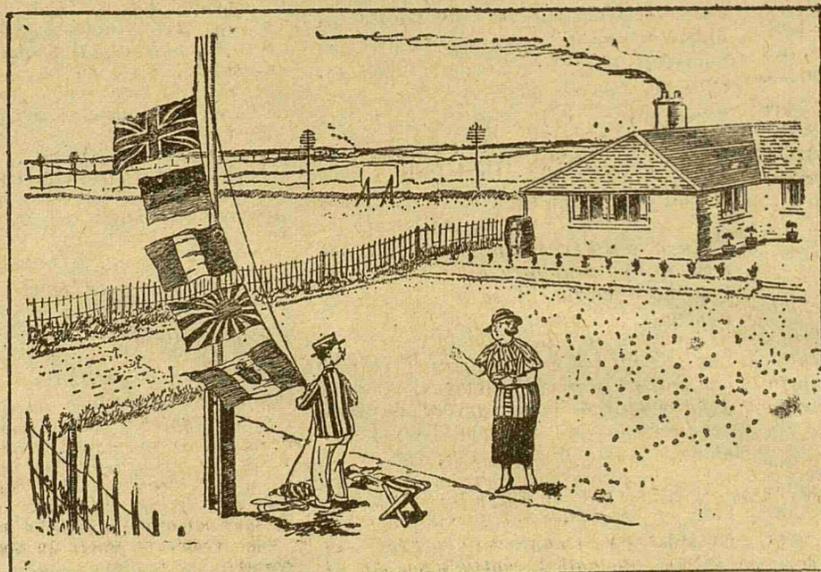
Sur le champ de bataille de Hastings (1066), Guillaume le Conquérant conféra à Robert de Marmion le titre de « champion du roi ». Son devoir était de « défendre par les armes la cause du roi ». La descendance mâle des Marmion s'éteignit en 1292, et leur privilège passa alors à sir John Dymoke, marié à une Marmion. Depuis lors, à chaque couronnement, un Dymoke entrait à cheval dans Westminster Hall, pendant qu'on y tenait le banquet de couronnement et défiait tous ceux qui auraient mis en doute les droits du nouveau souverain au trône.

Le champion portait une armure étincelante, et des plumes rouges s'agitaient sur son casque. Son cheval blanc était caparaçonné. A sa gauche, il avait le lord-maréchal, à sa droite, le lord-connétable, et derrière lui, deux écuyers portant sa lance et son bouclier avec ses armes. Ils étaient suivis de quatre pages et précédés de deux trompettes et d'un sergent-trompette tenant un bâton.

### Un défi séculaire

Un héraut avançait alors et jetait ce défi dont le texte n'a pas été changé depuis des siècles :

« Si quelque personne de quelque naissance qu'elle soit, nie que notre seigneur souverain, roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, soit l'héritier légitime de feu le roi, et qu'il a le droit à la couronne de ce royaume ; ici se présente son cham-



— J'espère que tu n'as pas mis ces drapeaux dans l'ordre qu'il faut. Vas d'ailleurs m'apporter un drapeau national ici, je te prie ! London Opinion.

# A GEORGIE VI ET D'AUJOURD'HUI



pion qui déclare que cette personne est un traître et qu'il accepte de la combattre jusqu'à ce que mort s'ensuive. »

Et le champion de jeter son gant. Le défi était répété trois fois. Puis, le roi demandait à l'échanson de verser du vin dans une coupe en or, et il l'envoyait à son champion qui la vidait à la santé du roi. La cavalcade se retirait ensuite, le champion gardant la coupe.

Il peut sembler étrange de voir ce défi jeté seulement après le couronnement, quand il était trop tard pour protester. Cela prouve qu'il ne s'agissait que d'une pure formalité.

Jamais, le défi du champion du roi ne fut relevé. Cependant il eût pu l'être lors du couronnement de Henri IV (en 1399), qui avait déposé Richard II.

On s'attendait également à des protestations au nom du jeune prétendant (Jacques II, détrôné en 1688 par Guillaume d'Orange), mais il n'y en eut point.

### Incidents amusants

Une fois, une dame laissa tomber son gant au moment où le champion lançait son défi. Le champion demanda alors en souriant : « Qui est ma belle adversaire ? »

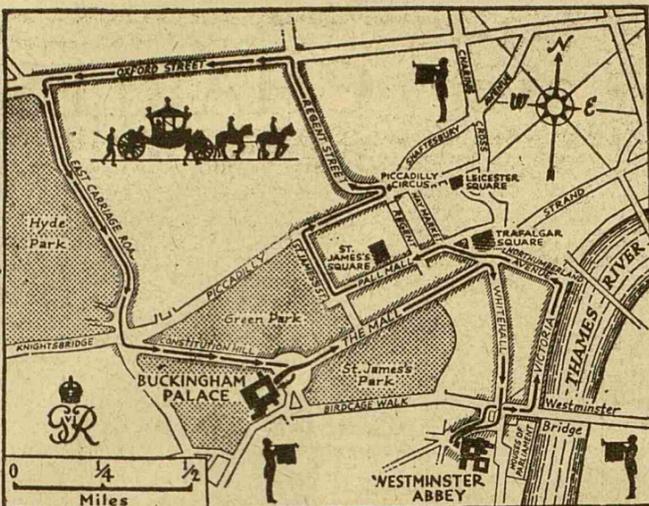
Une autre fois, une vieille dame s'empara par erreur du gant du champion.

Cette cérémonie fut supprimée lors du couronnement de Guillaume IV (1830), en même temps que le banquet de Westminster Hall.

Lors du couronnement d'Edouard VII, un Dymoke fit valoir son ancien droit. On lui accorda en compensation l'honneur de porter l'étendard.

### Les banquets de Westminster

Le banquet de Westminster Hall était une manifestation imposante. Le « sergent de l'argenterie » exami-



La route que suivra, le 12 mai, le défilé royal  
New-York Times.

nait chaque plat, et le « lord du manoir » servait d'échanson au roi.

Le premier service était fait par trois lords à cheval. Bien entendu, il fallait se livrer, avant le banquet, à de nombreuses répétitions de cette cérémonie.

Lors du couronnement de George III, en 1760, lord Talbot qui agissait en qualité de grand sénéchal, ne put retenir son cheval et la bête se plaça devant le roi en lui montrant la croupe. Lord Talbot étant très impopulaire, cet incident égaya beaucoup les assistants, heureux de rire aux dépens du sénéchal.



## PETITS ACCIDENTS D'UN GRAND ÉVÉNEMENT

DAGENS NYHETER, Stockholm :

Si l'on remonte dans l'histoire de l'Angleterre, le couronnement de presque chacun de ses rois comportait quelque accident pénible, épisode d'un bien mauvais augure. Aussi les ordonnateurs de ce genre de fêtes usent-ils de mille précautions pour écarter tout hasard susceptible de mal impressionner le public. Les « répétitions » partielles ou générales du sacre dont Londres est actuellement à peu près chaque jour le théâtre n'ont pas d'autre but. Il s'agit de n'y laisser nulle place au hasard.

En premier lieu, naturellement, il faut éviter qu'il ne se produise quelque incident détestable rappelant celui qui, en l'année de grâce 1100, vint si douloureusement troubler la fête du sacre du bon roi Henri I<sup>er</sup>. A l'instant où l'évêque de Cantorbéry venait de recevoir des mains du monarque la couronne dont il devait ceindre le front auguste du roi, on vit l'évêque de Salisbury se précipiter sur l'autre évêque, son rival, et lui arracher par la force le vénérable emblème qu'il entendait poser, lui, sur la tête du souverain.

Hélas, tant d'astuce fit sortir de ses gonds l'autre prélat. Pris de fureur, Monseigneur de Cantorbéry, d'un coup de crosse, balaya de la tête du roi la couronne en même temps que, toujours à grands coups de crosse, il administrait une volée à son antagoniste.

Lors du couronnement de Richard I<sup>er</sup> Cœur de Lion, le gentilhomme chargé d'échancier la chemise du roi pour que le sacre puisse lui oindre la poitrine, intervint avec tant de zèle que non seulement il déchira la chemise mais, en plus, griffa de ses ongles l'épiderme du souverain.

Si les couronnements de ses successeurs immédiats se passèrent sans accident (sans que pour cela leurs règnes passèrent sans accident (sans que pour cela leurs règnes s'avérassent plus heureux), par contre, le sacre de Richard II, en 1377, dégénéra en un véritable scandale. En effet, lord Gaveston, personnage autoritaire et hautain qui, à cette solennité devait servir d'ordonnateur suprême et de maître de cérémonies, avait eu l'audace d'afficher des atours particulièrement riches et coûteux dont le faste supplantait de loin celui du roi. Il domina tout simplement la fête, à tel point qu'après de lui, de l'avis de tout le monde, le roi « fit l'impression d'un pauvre homme ! »

Pour comble d'astuce, au moment du couronnement même, lord Gaveston prit tout simplement des mains de l'évêque la couronne pour la poser sur la tête du roi.

Aux yeux de la foule, tout ceci parut d'autant plus de fâcheux augure que, par ailleurs, un chevalier, quoique portant armure de la tête aux pieds, fut littéralement écharné par la foule entassée à l'intérieur de l'abbaye de Westminster.

Cette fois-ci, la cérémonie du couronnement se prolongea fort avant dans la soirée et épuisa à ce point les forces physiques du roi que, dans un moment d'inadvertance, il perdit même un joyau, cadeau de son beau-père. D'aucuns prétendent que le joyau ainsi égaré aurait été détourné par... le fier et hautain lord Gaveston.

Le couronnement de la reine Elisabeth, la reine sans homme, provoqua un autre genre de scandale, non moins mémorable d'ailleurs. En effet, affligée d'un sens olfactif hyper-sensible, Sa Majesté, au moment du sacre, se mit à protester à haute voix en s'indignant de « l'insupportable puanteur de l'huile » dont on osait toucher, pour l'oindre, son corps royal.

Les malheurs de Charles I<sup>er</sup> débutèrent dès son couronnement. Un bout de son sceptre s'était cassé et avait roulé par terre. D'aucuns, dans l'assistance, en conclurent tout de suite que son règne finirait mal. L'avenir, hélas, leur donna raison et Charles I<sup>er</sup> dut payer de sa tête les fautes de son régime. Lors du couronnement de son fils, Jacques I<sup>er</sup>, les hauts dignitaires avaient oublié de faire réajuster la coiffe intérieure de la couronne. Trop étroite, elle vacilla sur la tête du roi et, à un moment donné, risqua même de rouler par terre.

La reine Anne, dont le triste destin se perpétua jusqu'à nos jours sous la forme de cette locution courante anglaise : « Aussi morte que la reine Anne », était d'une corpulence extrême en même temps que percluse de rhumatismes. Incapable de se tenir sur ses jambes, elle dut être portée à son couronnement sur un siège.

Le sacre de Georges IV fut particulièrement fertile en scandales dus, en partie, aux dépenses du roi et, d'autre part, au scandale provoqué par la reine Caroline, épouse répudiée du monarque, désireuse à tout prix de pénétrer dans l'enceinte de l'église pour y confondre son royal et volage époux.

Le cérémonial du sacre impose à l'évêque de Salisbury le devoir de glisser une bague à l'annulaire du roi. Or, au couronnement de la reine Victoria, il se produisit ceci que la bague, trop étroite, ne put être passée au doigt potelé de la jeune souveraine. Le prélat, pour vaincre la difficulté, fit de tels efforts que, maltraitée et meurtrie, la reine finit par pousser un cri de douleur.

Au couronnement d'Edouard VII, les mains de l'évêque tremblaient à ce point qu'au comble de son émotion il lâcha la couronne. L'emblème tomba de tout son poids sur la tête du roi et aurait sans doute roulé par terre si celui-ci n'avait réussi à le ressaisir et à le poser lui-même sur sa tête.

...Espérons qu'à tant d'incidents ne viendra s'en joindre aucun nouveau et qu'au 12 mai prochain le couronnement du roi Georges VI se passera sans ajouter de nouvelles pages à la « petite histoire » déjà bien volumineuse des sacres en Angleterre.

## Une brochette de princes hindous

TIMES, Londres :

De nombreux princes hindous assisteront au couronnement de George VI. Ce sont d'abord les quatre aides de camp du roi-empereur, leurs Altesses les maharadjas de Ratam et de Jalpur, le nawab de Palanpur et le maharajah Jam Sahab de Nawanagar. Viendront ensuite :

- Le maharajah de Baroda (qui représentera la conférence impériale),
- Le maharajah de Rajpipla,
- Le rajah de Baria,
- Le maharajah de Cachemire,
- Le nawab de Bhopal,
- Le maharajah de Bikaner,
- Le maharajah de Jaipur,
- La maharane de Wankaner,
- Le maharajah de Kapurthala, etc., soit au total 28 princes.

## LE COURONNEMENT ET LES P.T.T.

TIMES, Londres :

Pendant la semaine du couronnement, on pourra télégraphier entre tous les points de l'Empire britannique, pour le prix uniforme de 4 shillings (environ 22 francs) pour 10 mots. Chaque mot additionnel ne sera compté que 5 pence (environ 2 fr. 50). N'importe quel texte pourra être accepté, aucune formule n'étant obligatoire. Ces messages seront délivrés sur des feuilles spéciales dont l'en-tête en couleurs évoquera la procession royale et le palais de Buckingham.

## Médailles du couronnement

MORNING POST, Londres :

On peut se procurer dès à présent des médailles en or, en argent, en bronze, commémorant le couronnement. Le prix des médailles en or varie de 50 guinées à 12 guinées (5.750 francs à 1.380 francs), selon la grandeur.

## 500 POLICIERS ET 7 MILLIONS DE RÉVEILS

NEWS CHRONICLE, Londres :

Une nouvelle « division » de police, forte de 500 hommes, entrera en service le 9 mai prochain ; huit jours après, elle sera dissoute. Placée sous le commandement de sir Philip Game, la « division O » comme elle s'appelle, aura à s'occuper de la foule accourue au couronnement.

Ce qui inquiète en ce moment les habitants de Londres, c'est l'impossibilité de se procurer des réveille-matin. En effet, de peur de ne pas se réveiller à temps le matin du 12 mai, chaque Londonien a acheté un réveil. Aussi n'en trouve-t-on plus.

## Quelques chiffres

EVENING STANDARD, Londres :

Des statisticiens américains ont d'ores et déjà établi des prévisions sur ce que le couronnement représentera du point de vue financier, pour la Grande Bretagne.

Ils estiment que 2 millions de personnes assisteront à la procession, dont 50.000 Américains.

Les étrangers dépenseront au cours de ce séjour en Angleterre, près de 20 millions de livres st. (2.200 millions de francs).

On compte que chaque visiteur venu pour le couronnement passera en Angleterre trois semaines en moyenne.

## Pour la sécurité des enfants

MORNING POST, Londres :

Les enfants de moins de onze ans ne seront pas admis à voir la cérémonie. Les enfants de plus de onze ans pourront y assister s'ils ont l'autorisation de leurs parents ainsi qu'un certificat de bonne santé délivré par le médecin de leur école.

Chaque enfant devra avoir un pardessus ou un imperméable et porter un béret ou une casquette.

On ne vendra pas de bonbons ou de boissons aux enfants qui devront apporter avec eux leur nourriture.

Les parapluies sont interdits.

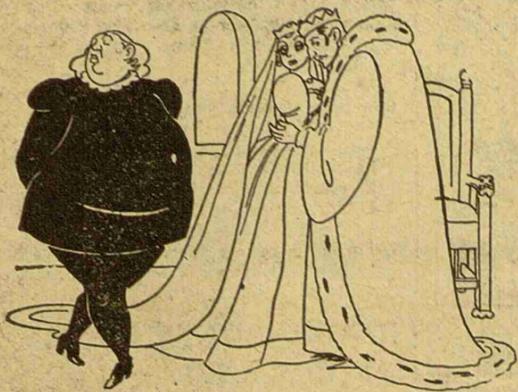
# "LE GRAND DANOIS"

((inspiré par « HAMLET » de SHAKESPEARE))

avec CHARLES LAUGHTON



Hamlet, prince de Danemark (Charles Laughton), n'est pas à prendre avec des pincettes.



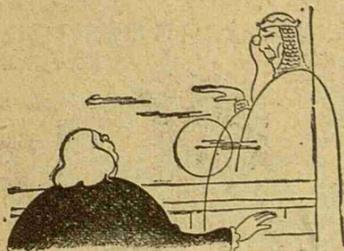
Il se montre à peine poli pour la reine, sa mère (Bette Davis), ou pour son oncle, le roi (Warren William), et...



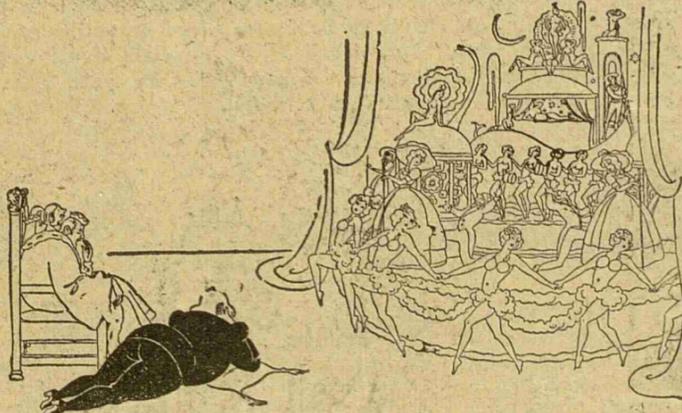
...préfère passer son temps avec les squelettes dans le cimetière.



Il se montre même discourtois envers la dame de son cœur, la blonde Ophélie (Myrna Loy), qui se jette dans le lac.



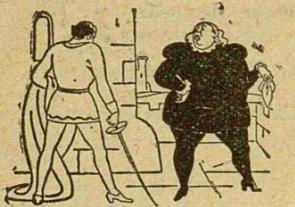
Au cours d'une conversation avec le fantôme de son père (George Arliss), il apprend que l'ancien roi a été assassiné par son oncle.



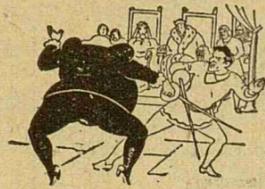
Le roi est tracassé et comploté avec Laerte (Warner Baxter) le meurtre d'Hamlet.



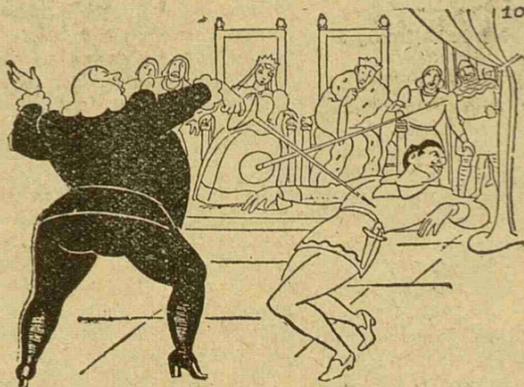
Il jure de le venger et organise une représentation.



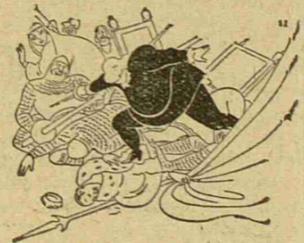
Laerte, qui a une épée empoisonnée, défie Hamlet en combat singulier.



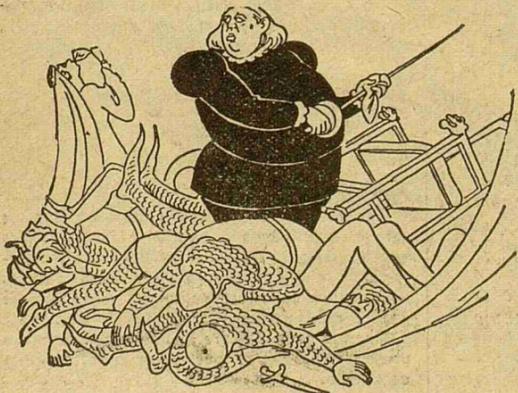
Le combat commence et...



...Hamlet se montre bretteur si remarquable que, malgré l'épée empoisonnée, il envoie dans l'autre monde Laerte, ainsi que...



...le roi et quelques surnuméraires.



La Reine s'empoisonne et l'avenir s'éclaire pour Hamlet.

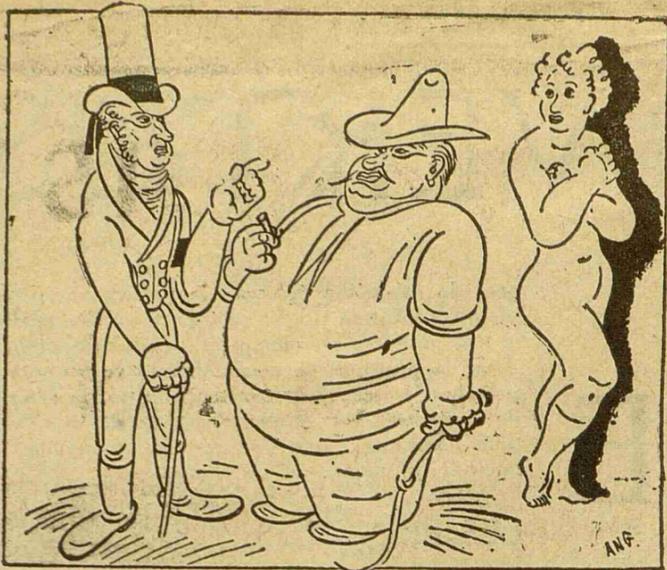


Dans l'intervalle, Ophélie a été sauvée par son père, Polonius (Charles Butterworth), qui bénit l'heureux couple.

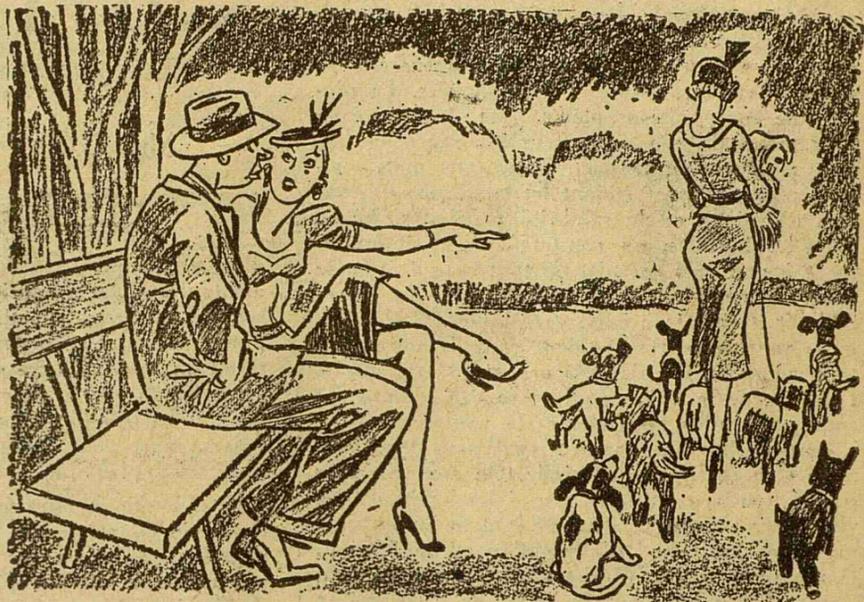
New-Yorker.

# L'HYMOUR

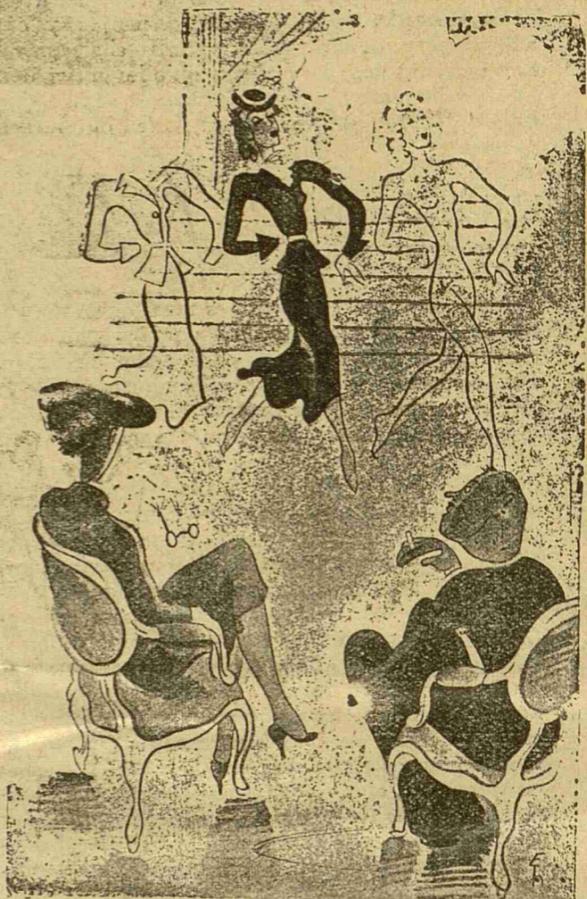
## PARTOUT



QUAND LES ESCLAVES SE VENDAIENT AU MARCHÉ  
— Je voudrais une négresse. Je suis en deuil.  
Guerin Meschino, Milan.



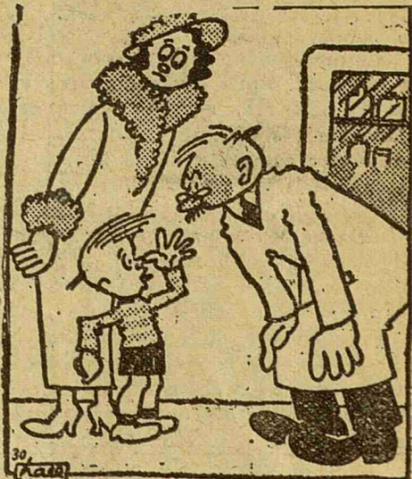
MENAGES MODERNES  
— Quand nous serons mariés, nous en aurons autant que cette dame, n'est-ce pas, chéri ?  
Guerin Meschino, Milan.



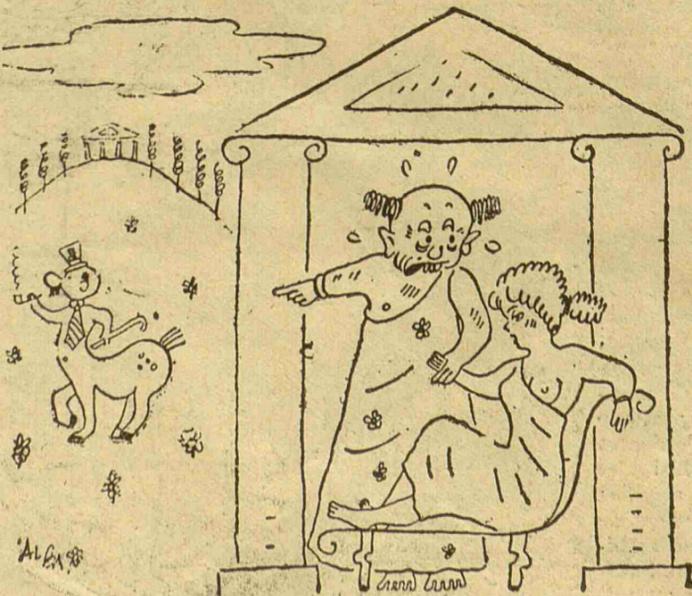
Points de vue  
N. C. C. Y. Mercury.



— Chaque fois que vous souriez, mademoiselle, j'ai envie de vous dire : « Venez chez moi ! »  
— Mais vous êtes un insolent !  
— Non, mademoiselle, je suis dentiste.  
Il 420, Florence.



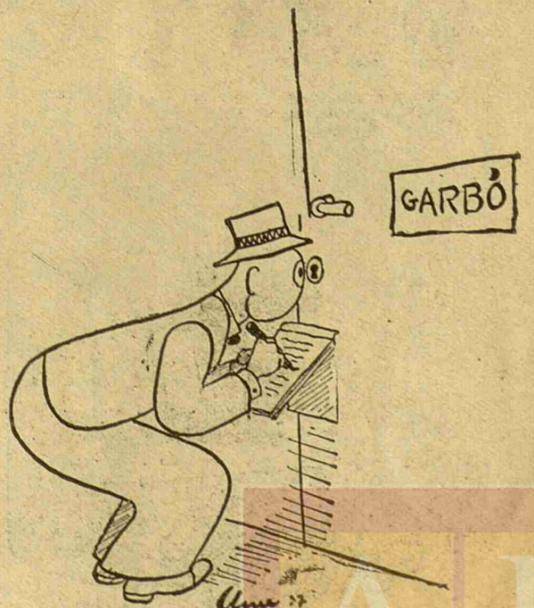
— Non, pas comme ça, chéri, le docteur ne veut voir que ta langue !  
Luxemburger Zeitung.



AU TEMPS DES CENTAURES  
— Et tu oses encore nier tes relations avec le centaure ? Depuis trois jours, tu as une fièvre de cheval !  
Guerin Meschino, Milan.



— Votre fille a accepté de moi une bague de fiançailles.  
— Ne vous en faites pas, mon garçon, elle vous la rendra.  
Smith's Weekly, Sydney.



Le correspondant de Hollywood  
Sondagsnisse-Stryx, Stockholm.

# LES QUATRE VERTUS

## DE LA CHINE

par

Mme TCHANG KAI CHEK

LA REVUE NATIONALE CHINOISE, Shanghai ?

**R**EMONTONS le cours des ans. Pendant des siècles, le peuple chinois a été gouverné par des fonctionnaires dont le but principal était de supprimer les ambitions politiques et de détruire, parmi la population, toute aspiration nationale. Ils réussirent dans leur misérable tâche, et, à l'avènement de l'ère républicaine, peu nombreux étaient les citoyens chinois connaissant leurs droits et leurs devoirs. La plupart ne comprenaient même pas les nouveaux fondements de la nation. Leur ignorance en matière civique était vraiment étonnante, mais combien plus tragiques étaient les conditions pitoyables d'hygiène et de salubrité publiques. Même dans les familles, on constatait un désintéressement à peu près complet de tout ce qui était de nature à améliorer l'existence. L'étude des caractères était limitée à certaines classes privilégiées, alors que les masses restaient dans l'ignorance la plus complète. On n'a qu'à parcourir les pages de l'histoire de la Chine pour se rendre compte des conséquences de ce système de gouvernement : il empêchait tout progrès et laissait le champ libre à la corruption officielle. On comprit alors que si l'on ne créait pas, parmi les habitants des villes, des villages et d'autres centres importants, un esprit individuel d'abnégation et de défense, la nation cesserait d'exister après un certain temps. Cet esprit était le reflet de la grandeur des jours passés — alors que la Chine était réellement un grand pays — et des méthodes qui l'avaient assurée. C'est de là qu'est venue l'idée de faire revivre les « quatre vertus », base fondamentale de la vieille civilisation chinoise dont le renom existe encore.

### RÉFORME MORALE

Le mouvement de la vie nouvelle a pour but de relever l'esprit populaire en encourageant le peuple à se réformer moralement et dans sa façon de vivre ; à développer parmi les habitants une meilleure compréhension des réalités existantes, pour qu'ils puissent s'intéresser au sort de leurs compatriotes et aux affaires locales et nationales. Il ne s'agit pas d'un mouvement sur le papier, ou de mots et de phrases en l'air ; ce n'est pas non plus un étalage d'expressions mirifiques, ni un mouvement superficiel. C'est vraiment un effort sincère en vue de l'amélioration des conditions déplorables de la vie, ce qui stimulera un développement moral correspondant. Si nous réussissons à établir un genre de vie normal permettant



Hérédité

N. C. C. Y. Mercury.

d'assurer la propreté des habitations et de leurs alentours, l'état d'esprit des habitants s'en ressentira, et l'exemple ainsi donné, de même que l'émulation qui en naîtra, assurera la transformation du pays, libéré graduellement de tous les obstacles qui ont arrêté jusqu'ici la marche du progrès matériel et moral. Les débuts sont modestes, mais nous travaillons pour obtenir des résultats appréciables.

Est-il besoin de faire ressortir dans le mouvement de la vie nouvelle, que les femmes chinoises sont appelées à jouer un très grand rôle dans leur propre intérieur, où elles veilleront à ce que les règles de l'hygiène domestique soient observées... Leur activité dans tous les milieux où elles pourront l'exercer, sera un des facteurs appelés à assurer le succès des réformes tendant à l'amélioration complète des conditions de la vie du peuple.

### L'ÉTIQUETTE, LA JUSTICE, L'HONNÊTÉTÉ ET LA CONSCIENCE

Le mouvement de la vie nouvelle permet au citoyen d'envisager la vie comme elle doit l'être. Toutes les choses nouvelles ne sont pas excellentes ; de même, toutes les vieilles ne sont pas mauvaises, et certaines d'entre elles peuvent servir d'exemple et de modèle. C'est ainsi que ce mouvement fait revivre les « Quatre Vertus » : *li, i, lien, chih*, et oriente l'esprit du peuple vers l'observation des principes qu'elles représentent : l'étiquette, la justice, l'honnêteté et la conscience. Ces vertus doivent inspirer les actes ordinaires de l'existence, car elles sont les principes essentiels de la vie morale et elles enseignent comment on doit se conduire, comprendre les actes de la vie et se rendre utile à son prochain. Le mouvement de la vie nouvelle, en les faisant revivre, ne cherche pas, ainsi qu'on l'a prétendu, à revenir à l'ancien système de vie. Ces vertus sont réellement ce qu'il y a de mieux dans notre vieille morale, elle-même la base de notre vie nationale. C'est bien parce que nous les avons pratiquées dans le passé, qu'elles ont inspiré la vie de nos ancêtres, que la civilisation chinoise est encore considérée aujourd'hui comme la plus belle de toutes celles qui, depuis l'antiquité, ont fleuri en Extrême-Orient.

### POUR ASSURER LE SALUT NATIONAL

Nous faisons revivre ces quatre principales vertus pour maintenir cette réputation et assurer le salut national. Elles nous apprennent à être sincères et courtois dans nos rapports avec notre prochain (*li*), développent en nous l'esprit de sacrifice (*i*), nous enseignent l'honnêteté dans les actes privés et publics de la vie (*lien*) et le respect de nous-mêmes (*chih*). En d'autres termes, leur pratique contribue à maintenir le respect de l'ordre et l'obéissance aux lois. Elle renforce ainsi les assises sociales de la nation qui, par là, acquiert une plus grande vitalité. Le développement de l'esprit de sacrifice retire au peuple toute ambition mal placée, l'éloigne de la corruption, resserre ses liens avec le gouvernement qui est mis dans l'obligation de tenir compte des aspirations populaires, en même temps qu'il lui permet de résoudre le problème de la vie nationale. Le res-

pect de soi-même élèvera le niveau moral du peuple, lui fera mieux comprendre les réalités et lui donnera en même temps plus de vigueur. Ainsi la pratique de ces anciennes vertus sera le principal facteur de reconstruction par la réforme de l'esprit et du caractère et par des améliorations constantes dans toutes les branches de l'activité humaine.

### LES PRINCIPES DE L'HYGIÈNE

Le mouvement de la vie nouvelle se propage aujourd'hui dans tout le pays. Dans les centres les plus éloignés des côtes, les villes et les villages sont propres. Les étudiants aident leurs parents, et parfois les voisins, à connaître et à respecter les principes de l'hygiène, qu'eux-mêmes leur ont appris. Seules, les personnes qui ont voyagé à travers la Chine avant la naissance du mouvement de la vie nouvelle, et après que le peuple y eût adhéré, peuvent dire quels grands changements sont survenus dans les endroits qu'elles ont visités. Lisez maintenant ces pages du rapport de la *China Inland Mission*, source indépendante de renseignements :

### UN MOUVEMENT QUI S'ÉTEND

« Vie nouvelle : ce sont les mots que vous entendez prononcer aujourd'hui par les habitants, chrétiens et non-chrétiens, dans toute la Chine. Dès son arrivée à Woosung, à l'embouchure de la rivière sur les bords de laquelle Shanghai est bâti, le voyageur qui lit les caractères chinois n'aperçoit que des affiches invitant à la propreté, à la dignité, à l'honnêteté et à la simplicité. S'il remonte le Yangtsé jusqu'à Chiukiang et Nankin, il aperçoit les mêmes placardées sur les poteaux télégraphiques et partout où elles peuvent l'être sans nuire aux réclames. Dans les autobus, les chaloupes à vapeur, on retrouve les mêmes inscriptions... Partout on vous invite à la propreté et à la correction dans l'habillement. Souvent, on voit les fonctionnaires de la ville, depuis les plus humbles d'entre eux jusqu'au maire, balayer les rues et donner ainsi le bon exemple aux habitants. Dans un grand nombre de villes, l'hygiène est prescrite, et des employés des services sanitaires font des inspections dans les maisons, sur les murs desquelles on retrouve les mêmes exhortations à la propreté, à la bonne tenue et à l'honnêteté. »



— Excusez-moi, madame, mais votre mari est dans la Chambre 33.

Esquire, Chicago.

moral du  
réalités  
vigueur.  
us sera le  
a réforme  
améliora-  
nches de

propage  
entres les  
villages  
parents,  
pacter les  
eur ont  
gé à tra-  
ment de  
y eût  
gements  
t visités.  
la China  
rensei-

vous en-  
habitants,  
Chine.  
re de la  
est bâti,  
aperçoit  
é, à la  
ité. S'il  
Nankin,  
poteaux  
l'être  
les cha-  
inscrip-  
té et à  
on voit  
s plus  
yer les  
habi-  
hygiène  
s sani-  
ns, sur  
khorta-  
honné.



ans la  
go.

# N'epousez jamais une milliardaire!

ESQUIRE, Chicago :

**L**ORSQU'ON parle, aux Etats-Unis, de « coureurs de dot » ou de « chasseurs de fortunes », on pense toujours aux étrangers, à des comtes ou à des princes européens ou encore à des suaves sud-américains. Un Américain cent pour cent, dit-on, ne se marie que par amour. Lorsqu'un jeune Yankee arrive au poteau avant ses concurrents étrangers et qu'il a conduit fièrement sa riche fiancée à l'autel, toute la ville pousse un soupir de soulagement : « Heureusement, ce n'est pas un de ces coureurs de dot ! » Cependant, le fiancé est peut-être plus impécunieux qu'un prince russe en exil.

## L'argent du mari et de la femme

Quand une femme épouse un homme pour son argent, on n'y trouve rien à redire, car il est considéré comme normal qu'une jeune fille rêve d'épouser un duc ou un Vanderbilt. Un homme, par contre, ne doit pas rêver d'une femme riche. Pourtant, la publicité tend maintenant à battre en brèche ce préjugé, puisqu'on lit souvent, dans les annonces, que c'est grâce à l'éclat de ses dents dû à la pâte X ou grâce à la lotion Y pour les cheveux qu'Untel a gagné le cœur de la fille du roi des cacahuètes.

## Un avertissement

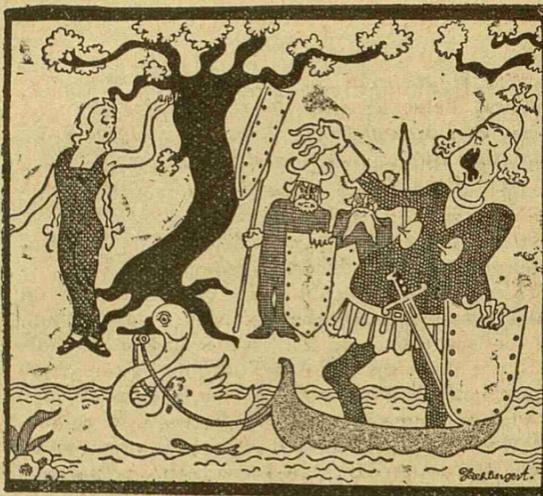
Les Américains commencent donc à épouser des milliardaires. Dans ces conditions, nous croyons devoir les avertir dès à présent que l'union matrimoniale avec une milliardaire est loin d'avoir tous les agréments qu'on en attend. Souvent, en épousant une jeune fille riche, on s'expose à des mécomptes, et par surcroît, on s'impose des dépenses très élevées.

Un jeune Américain énergique et ambitieux se met au travail, au début de sa carrière, avec la ferme intention de gagner un million de dollars aussi vite que possible, pour se retirer ensuite des affaires. Lorsqu'il épouse une personne riche il croit avoir pris un raccourci qui le mènera tout droit vers son but. Hélas ! il oublie que sa fiancée a un papa et une maman et il n'a pas entendu parler de la déception des nobles étrangers qui l'ont précédé dans la même voie.

## Quand on travaille chez son beau-père

Ses beaux-parents lui imposeront un travail, Il sera employé soit dans une banque, soit dans une agence de voyage, soit chez un représentant en vins. Il y travaillera beaucoup et gagnera insuffisamment. Seul, Alexis Mdivani avait réussi, lors de son mariage avec Barbara Hutton, à s'assurer d'avance une jolie tranche de la fortune de Woolworth qui lui permit de voyager et de jouer au polo.

C'est ainsi que le jeune époux d'une milliardaire entra dans l'affaire de son beau-père, courtier à Wall Street, et y travailla d'arrachepied. Le soir, il était très fatigué et s'endormait tôt. Sa femme demanda alors le divorce et



LOHENGRIN 1937

ELSA. — Revenez avec une 18 cylindres. On verra alors. Nebelspalter, Rorschach.

l'obtint. Quant à l'homme, il dut travailler plus que jamais pour pouvoir vivre avec le confort auquel son aventure matrimoniale l'avait habitué.

## Un voyage de noces coûteux

Parfois, le mari de la femme riche se voit obligé de faire de grosses dépenses personnelles, uniquement parce qu'il est censé être riche. Nous connaissons un jeune homme, ancien vendeur de magasin, qui dut déboursier de sa poche les frais de son voyage de noces, n'ayant pas osé soulever dès le début la question financière. Il s'était imaginé que 250 dollars (5.000 francs) lui suffiraient pour quinze jours. Mais dès le troisième jour, il dut emprunter, sa jeune femme ne se déplaçant jamais sans sa femme de chambre et ne comprenant même pas qu'on pût vivre ailleurs que dans des palaces. Un an passa avant que le père de la jeune femme se rendit compte des difficultés financières de son gendre. Trop tard ! La millionnaire versatile demandait déjà le divorce.

## Un an à Paris

Un écrivain qu'un roman rendit célèbre et qui y gagna — avec le droit cinématographique, etc. — près de 100.000 dollars (2 millions de francs) épousa à Palm Beach une riche héritière, laquelle abandonna pour lui la maison paternelle. Les époux se rendirent à Paris. Là, la jeune femme acheta en une journée de la lingerie pour 10.000 francs. Au bout d'un an, l'écrivain était sans le sou, et sa femme rentra en Amérique où elle demanda le divorce. « Je n'épouserai maintenant qu'une pauvre ! disait l'auteur, cela coûte moins cher ! »

## La rougeole et le contrat de mariage

Le mari d'une femme riche, s'il a de l'argent à lui, doit être très économe et ne le dépenser qu'à bon escient. Cet époux en donna l'exemple qui refusa de payer les médecins et les frais de convalescence de sa femme, malade de rougeole.

« Votre père est fou, lui dit-il, s'il s'imagine que je vais payer les notes pour une maladie que vous auriez dû avoir dans votre enfance ! »

Il arrive aussi qu'un homme criblé de dettes, qui a épousé une milliardaire, n'en obtient pas une somme suffisante pour liquider ses comptes qu'il n'ose pas avouer. Cependant, ses créanciers l'assaillent alors avec une vigueur sans cesse accrue.

## Compte à demi

Un Américain fort aisé épousa une milliardaire. « Nous partagerons les dépenses, dit-il. Quelle erreur ! Car la moitié des dépenses de sa femme suffit pour le ruiner en deux ans.

Les femmes n'oublient pas toujours l'arithmétique, même dans le lit conjugal. Et il est souvent dur pour l'homme de dépendre de la générosité — très relative — de sa femme.

C'est ainsi qu'un certain époux arrive au champ de courses dans une Rolls-Royce, mais pour miser sur un cheval, doit emprunter cinq dollars (100 francs) à un ami. Quant à ses vêtements, il doit les commander, et c'est sa femme qui paie la note, non sans l'avoir soigneusement vérifiée et critiquée.

## Carambouillage conjugal

Un noble étranger, mari d'une beauté d'Hollywood, se procurait de l'argent de poche grâce à un stratagème ingénieux qu'on pourrait qualifier de carambouillage conjugal. Il se faisait faire chez un grand coupeur un complet de 200 dollars (4.000 francs) et le revendait ensuite pour 20 dollars (400 francs) à un garçon d'ascenseur ou d'étage de l'hôtel où il habitait. Au maître d'hôtel, il céda pour 50 dollars (1.000 francs) un porte-cigarettes qui en valait 500 (10.000 francs).

## Générosité féminine

Un de ces « gigolos légitimes » demanda un jour à sa femme 7 dollars (140 francs) pour donner des pourboires à l'hôtel où ils vivaient. « Voici 5 dollars, dit-elle, cela suffit. Si je vous donnais 7 dollars, vous en garderiez 2 pour vous. »

Une milliardaire et son mari, un comte, se rendirent en France. A Cherbourg, le steward du bateau présente à la dame une note — car c'était elle qui payait — pour une bouteille de champagne.

— Je n'ai pas bu de champagne, dit-elle.

— Non, madame, c'est M. le comte qui l'a bu.

— Eh bien, qu'il paie ! fut la réponse.

Certaines femmes riches ne veulent pas que leur mari travaille, pour l'avoir toujours à leur disposition elles lui donnent un salaire, en moyenne de 25 dollars par semaine (500 francs).

Peut-être un jour les « gigolos légitimes » finiront-ils par se syndiquer et par établir un barème qui leur permette de vivre décemment ?

## Le divorce qui enrichit

Mais pour le moment, ils n'ont qu'un moyen pour se tirer d'affaire avec bénéfice : divorcer. Ils n'ont qu'à suivre ce slogan : « Le mariage rapporte, le divorce enrichit. » Quand une milliardaire veut divorcer et qu'elle est prête à aller à Kenas, elle accepte de donner au mari le dédit qu'il réclame, pourvu qu'il lui laisse sa liberté. On a vu le montant de ce dédit grimper jusqu'à 5 millions de dollars (100 millions de francs). Comme quoi, il est parfois plus avantageux d'être détesté qu'aimé.

# OU EN EST LE ROMAN AMERICAIN ?

KELNISCHE ZEITUNG :

LES courants nationaux et religieux, ainsi que les mouvements d'ordre social concomitants et le plus souvent antagonistes, ont donné au peuple américain, au cours des siècles, une complexité d'autant plus grande, qu'aux problèmes similaires qui se posent à toute nation moderne civilisée, il s'ajoutait en Amérique la question démographique en perpétuel renouvellement du fait des immigrations massives.

L'évolution des Etats-Unis, en bien des points analogue à celle de l'Europe Occidentale, établissait, par cette analogie même, les liens avec les fortes traditions européennes. Mais en même temps que cette analogie permettait aux Américains de « prendre position », selon leurs conditions particulières, à l'égard des courants européens, il se créait Outre-Atlantique une « polarité » continentale dont l'importance s'avère de plus en plus grande pour l'essor intellectuel du pays.

Ce processus d'« américanisation » se fait surtout sentir dans le roman, notamment chez les écrivains des jeunes générations. Cela n'empêche — phénomène assez curieux — que le roman américain le plus lu de l'année dernière, le *Last Puritan*, a été écrit par le septuagénaire George Santayana. Dans ce roman comme dans les précédents, Santayana reste fidèle à ses conceptions et ne renie point sa double origine spirituelle : humanisme européen et puritanisme américain.

A côté du *Last Puritan* de Santayana, la sensation littéraire de l'année dernière — tout au moins d'après les commentaires et la vive attention susci-

tés dans les milieux lettrés — a été le *Absalom, Absalom !* de William Faulkner. Ce roman dû à un écrivain dont la réputation est déjà solidement assise n'en constitue pas moins, à nos yeux, un événement peut-être décisif dans la littérature américaine. Le pas franchi par Faulkner dans cette œuvre (il est impossible de dire dès aujourd'hui si ce pas représente un progrès ou un retour à des traditions romantiques) réside en ceci que l'auteur, abandonnant sa manière habituelle des récits d'une psychologie très fouillée et extrêmement subtile (rappelant celle des grands romanciers russes) a adopté dans *Absalom, Absalom !* une manière de conduire le récit qui n'est pas toujours facile à suivre, ni dans les lignes extérieures de l'action, ni dans la psychologie des personnages. Cette manière se rattache par bien des points à celle du grand romantique allemand E. T. A. Hoffmann. La question de savoir si l'*Absalom, Absalom !* de Faulkner trouvera en Amérique des imitateurs et provoquera ainsi un nouveau courant, reste bien entendu ouverte. En tout état de cause, ce roman, à l'encontre des tendances américanisantes de la jeune littérature des Etats-Unis, constitue un essai de réintégration dans la littérature européenne.

Un troisième roman, paru l'année dernière, se range, par sa haute qualité, à côté des deux autres dont nous venons de parler. C'est *Catlebs Catlums America* dû à la plume de Vincent Mc Hugh, un des meilleurs « jeunes » d'Amérique. Reprenant l'ancien thème du Pantagruel de Rabelais, Mc Hugh l'a appliqué à l'actualité américaine. Nul doute que ce livre de premier ordre marquera une date dans l'évolution du roman aux Etats-Unis.

Les autres romans américains parus en 1936 res-



— A l'heure actuelle, je travaille à un roman prolétarien.

New-Yorker.

## VIENT DE PARAITRE A LONDRES

# « Le Mariage »

par LEON BLUM

DAILY MAIL, Londres :

DEPUIS que M. Léon Blum est devenu président du Conseil des ministres, son livre sur le mariage, écrit en 1912, est très demandé en France. Il vient maintenant de paraître en anglais (Jarrolds, Ed.).

Il est certainement rare de voir un premier ministre donner des conseils à ses compatriotes sur les affaires du cœur, et préconiser une conduite fort libre. Le point de vue de M. Blum ne manquera pas d'être sévèrement jugé en Angleterre, et cela malgré la haute situation qu'occupe actuellement l'auteur.

Selon M. Blum, le mariage est un mal s'il ne vient pas à son heure. Il convient, à certains hommes et à certaines femmes, à une certaine période de leur vie, mais pas à tout le monde et pas toujours. Dans la jeunesse, écrit M. Blum, les hommes comme les femmes sont polygames, et ce n'est que plus tard qu'on devient monogame. C'est donc courir au devant du désastre que de se marier avant que les deux partenaires aient perdu le goût du changement pour celui de la stabilité.

M. Blum croit que, pour la femme, l'âge de la stabilité arrive à 30 ans environ, et pour l'homme à 35 ans.

Avant cet âge, on ne devrait pas se marier.

Jamais, dit M. Blum, il n'a vu un mariage d'amour se poursuivre heureusement, l'amour ne pouvant du-

rer, tandis que le mariage est précisément fait pour durer.

D'ailleurs les mariages de raison ne semblent guère meilleurs à M. Blum, puisque, au lieu d'être fondés sur la communauté des goûts et des tempéraments, ils se basent sur la situation sociale et financière des époux.

Le bonheur à deux doit être fondé, dit M. Blum, non pas sur des idées romantiques, mais sur la faculté de chacun des conjoints — faculté qu'on n'acquiert qu'avec l'expérience — de faire ce qu'il faut pour assurer la paix du ménage.

Un bon mariage, écrit l'auteur qui n'admet pas qu'il y ait un mariage parfait, est celui qui rend la vie agréable.

Chez la plupart des ménages, la paix repose sur une sorte de traité diplomatique ; c'est une paix conclue après de longues guerres. De telles unions ne sont, dit M. Blum, qu'une formalité sans importance, destinée à cacher la nullité d'une vie qui a perdu tout intérêt.

Beaucoup de malheur serait évité, estime l'auteur, si l'homme, comme la femme, attendait pour se marier, d'avoir atteint l'âge où l'on désire la tranquillité et la stabilité plus que toute autre chose au monde.

M. Blum — qui s'est remarié il y a trois ans — avait dédié ce livre à sa première femme (morte depuis) afin de marquer qu'aucune déception sentimentale ni aucun ressentiment ne lui avaient dicté cette étude, écrite par un homme heureux en ménage.

tent, du point de vue strictement littéraire, bien au-dessous des trois œuvres susmentionnées.

Sherwood Anderson, qui est venu au roman après avoir étudié les sciences naturelles, et à qui nous devons déjà quelques livres d'un réalisme très fin, a publié l'année dernière un nouveau roman, *Kit Brandon*, où il décrit le destin d'une jeune fille du Tennessee; le récit est un peu simple pour les conditions sociales de l'Amérique actuelle; il rappelle parfois la technique de Theodor Dreyser, sans atteindre à la grandeur de ce maître de la littérature américaine.

John dos Passos, qui s'est fait une place de premier rang dans cette littérature grâce à sa trilogie *Manhattan Transfer, The 42nd Parallel*, « 1919 », ne s'est pas surpassé dans son dernier roman *The Big Money*, encore que ce livre soit un des plus vivants et des plus intéressants, sinon des meilleurs parus en 1936. Dans *The Big Money* (1), John dos Passos décrit les milieux des « businessmen » pendant l'extraordinaire période de la prospérité (1919-1929). C'est sans aucun doute le livre le plus « américain » de l'année dernière.

Le roman journalistique, si en honneur aux Etats-Unis, n'a pas chômé ces derniers temps. Dans cette catégorie, les *Mémoires d'un homme incorrigible* de Negley Farson est peut-être le meilleur qui soit paru en 1936. Devant nous se déroule l'existence traquée, hallucinante d'un homme qui ne vit « qu'au jour le jour »; le momentané y prime tout le reste, et l'auteur oublie, dans sa passion pour l'action mouvementée, non seulement les valeurs permanentes de la nature humaine, mais même ce qui donne, à l'homme, une raison d'être provisoire.

A l'instar des « mémoires » de Negley Farson, c'est-à-dire d'une importance secondaire pour l'évolution future du roman américain, mais tout aussi intéressants que ce livre pour la connaissance de l'« américanisme » d'aujourd'hui, sont le *Jordantown* de Joséphine Johnson (dont l'action se passe dans une ville industrielle du Middle-West), le *Buckskin Breeches* de Phil Stong, et aussi un roman de James T. Farrell, *A World Inevitably Made*, dont le « réalisme » dépasse tout ce qui a été fait en la matière dans une certaine littérature Chicago.

Ce bref aperçu (certains grands noms du roman américain contemporain n'y figurent pas, l'année 1936 n'ayant rien apporté de nouveau en ce qui les concerne) montre que ce domaine, de beaucoup le plus important des lettres américaines, conserve dans l'ensemble son visage des dernières vingt années. Les innovations, tout au moins celles qu'on a pu enregistrer en 1936, sont peu nombreuses; elles peuvent néanmoins donner au roman américain une nouvelle orientation, qui ne sera peut-être pas étrangère aux nouveaux problèmes sociaux et économiques auxquels les Etats-Unis sont actuellement en train de chercher une solution.

(1) Lu en a publié un extrait dans sa rubrique littéraire.

## BABEUF et la conjuration des Egaux

par GERARD WALTER

L'éminent historien de la Révolution française, M. Gérard Walter vient de publier aux éditions Payot, sur l'étrange figure de Babeuf, un important ouvrage qui est appelé à un grand retentissement par l'abondance de sa documentation inédite. Le passage que nous donnons ci-dessous se rapporte au dénouement de la fameuse conjuration des Egaux.

**A**INSI prit fin la Conjuración des Egaux. On n'avait pas laissé aux conjurés le temps d'esquisser ne fût-ce qu'un commencement d'exécution. Leur arrestation s'effectua avec une célérité exemplaire sans soulever la moindre difficulté. Dans l'espace de deux heures, tout était fini et le lendemain matin les habitants de Paris apprirent par voie d'affiches et de la presse que, grâce à la « prévoyante sagesse » du Gouvernement, ils avaient pu échapper à un terrible danger qui menaçait leurs vies et leurs biens.

Dans quelle mesure fallait-il ajouter foi à cette solennelle déclaration ? Ledit danger était-il réellement si grave ?

Nous avons vu Babeuf donnant lecture, au cours de la séance du 11 floréal, de l'Acte insurrectionnel qui devait marquer l'ouverture de l'action populaire. Il s'agit à présent de prendre plus ample connaissance de ce document.

Ses « considérants » assez étendus et conçus en termes accablants, ont pour but de retracer l'état de choses qui avait rendu nécessaire ce recours à la solution radicale, par la violence, seule susceptible d'empêcher la ruine définitive de la chose publique.

« L'oppression et la misère sont à leur comble », y lisons-nous. C'est le gouvernement au pouvoir qui est le responsable de cet « état de tyrannie et de malheur ». Ce gouvernement peut-il être considéré comme légitime ? Jamais, et à aucun titre. Il ne représente qu'une « faction conspiratrice qui a usurpé la souveraineté, en substituant sa volonté particulière à la volonté générale librement et légalement exprimée dans les assemblées 1793 », qui, on le sait, avaient approuvé la Constitution montagnarde « escamotée » par le Directoire et remplacée par le « Code tyrannique » de 1795.

Telle se présente la situation. Elle ne peut plus être tolérée. L'action immédiate et rapide s'impose. C'est pourquoi des « démocrates français », conscients de leur devoir envers le peuple, « prennent sur leurs têtes la responsabilité et l'initiative de l'insurrection ».

Bul : « Le rétablissement de la Constitution de 1793, de la liberté, de l'égalité et du bonheur de tous. »

Vient ensuite une sorte d'instruction réglementaire donnant la marche à suivre au peuple révolté, les moyens de concentration des forces insurrectionnelles, les objectifs à atteindre, les mesures à prendre, etc... Cette partie de l'Acte, de même que la précédente, est l'œuvre personnelle de Babeuf, mais il semble bien qu'il avait devant lui, en la composant, un modèle dont il s'était servi tout en lui faisant subir des remaniements considérables.

Ce modèle est la fameuse pièce dite Tuer les Cinq qui fut une des plus heureuses trouvailles du citoyen Cochon, ministre de la Police du Directoire.

Parmi les papiers saisis chez Babeuf lors de son arrestation, on avait retrouvé un brouillon sans titre dont la première ligne ne contenait que ces trois mots : tuer les cinq. Il s'agissait, bien entendu des cinq membres du Directoire. A peine en possession de ce précieux papier qui établissait d'une manière péremptoire le « criminel dessein » des conjurés, Cochon s'empressa de l'envoyer à l'Imprimerie nationale avec l'ordre d'en tirer d'urgence des milliers d'exemplaires et, dès le lendemain matin, les murs de la capitale se trouvaient tapissés de ces placards qui portaient en gros caractères, et bien en évidence, la phrase « sacrilège » et désormais célèbre.

Ce memento, tracé en hâte par Darthé dans le but de récapituler les principaux points à traiter dans l'Acte insurrectionnel, débutait en effet par cette mention : « Tuer les cinq ». Venaient après : « Les sept ministres, le général de l'intérieur et son état-major, le commandant temporaire et son état-major », auxquels le même sort semblait être réservé.

Par la suite, Babeuf avait essayé, en paraphant la pièce, de couvrir la première ligne, plus particulièrement compromettante, d'un trait de plume pro-

longeant sa signature. Il n'y réussit qu'à moitié, les mots étant restés parfaitement lisibles. D'ailleurs, il n'y avait qu'à continuer la lecture du document pour la voir confirmée au moins à deux reprises.

« Les tyrans abattus, écrit quelques lignes plus loin Darthé, une chose de la plus haute importance c'est d'empêcher l'entrée dans Paris d'aucuns corps de troupes. »

Et ensuite : « Aussitôt les tyrans seront abattus, il faut opérer à l'instant l'insurrection du peuple qui doit être générale, absolument générale. »

L'implacable entrée en matière de Darthé a été omise par Babeuf dans son Acte insurrectionnel. Mais ce n'est point par excès de sensibilité. Loin de là. Tout simplement, il jugeait préférable de dresser un tableau logique et conséquent, d'étape en étape, de l'action déclenchée. Celle-ci débutera le jour même, « l'heure même » de la promulgation de l'Acte. Aussitôt, le tocsin sonnera, des trompettes se feront entendre, des patriotes surgiront de tous les côtés portant des guidons ornés d'inscriptions protocolaires telles que : Constitution de 1793 — Egalité — Liberté — Bonheur commun, etc.

Le peuple insurgé s'emparera de la Trésorerie nationale, de la poste aux lettres, des ministères, et de tout magasin public ou privé contenant des vivres ou des munitions de guerre.

Les deux Conseils et le Directoire seront dissous. Tous les membres qui les composent seront immédiatement jugés par le peuple.

Cette dernière phrase pourrait laisser rêveur le lecteur le plus conciliant. En somme, s'il avait fallu la prendre à la lettre, on aurait dû envisager une « audience » réunissant environ un millier de prévenus dont le procès est censé être jugé d'avance.

Ce n'est donc pas la réalisation technique des conditions imposées par les règlements de la procédure judiciaire qui aurait soulevé des difficultés d'ordre matériel, mais plutôt l'exécution immédiate et rigoureuse de la sentence dont le contenu ne devait varier guère. Toutefois, en se souvenant de certaines méthodes expéditives mises en application aux Carmes et au Châtelet en septembre 1792, on aurait pu s'en tirer fort convenablement.

Mais ne fallait-il pas prévoir les cas de résistance



de la part des « ennemis du peuple » ? Certes. La question à peine posée est tranchée avec la rapidité d'un éclair : « Toute opposition sera vaincue sur-le-champ par la force. Les opposants seront exterminés » Et qu'on n'en parle plus. Babeuf préfère s'occuper plutôt des subsistances, des moyens de remplir sur-le-champ, à l'instant même, les estomacs vides depuis trop longtemps.

« Les vivres de toutes espèces seront portés au peuple sur les places publiques. Tous les boulangers seront réquisitionnés pour faire continuellement du pain qui sera distribué gratis au peuple. »

Mais cela ne suffit pas. « Tous les biens des émigrés, des conspirateurs et de tous les ennemis du peuple seront distribués sans délai aux défenseurs de la patrie et aux malheureux. Les malheureux de toute la République seront immédiatement logés et meublés dans les maisons des conspirateurs. » Toutefois, pour prévenir les excès et le pillage éventuel auquel pourraient se livrer certains « insurgés » par trop impatientes, « les propriétés publiques et particulières seront mises sous la sauvegarde du peuple. »

Buonarotti se chargera de donner les apparences d'une mesure administrative aux deux dernières dispositions.

## LE SORCIER

par ANDRE KOMOR

M. André Komor, jeune romancier hongrois de talent, vient de publier, aux Editions Panthéon, de Budapest, un charmant roman, plein de fraîcheur, sur les enfants, dont l'extrait suivant résume, en quelque sorte, l'atmosphère :

**M**OUT ceci se passa dans le pré, qui est l'endroit le plus curieux du monde. Les arbres, les buissons, les arbustes, tout y est extraordinaire. Les cailloux eux-mêmes ne sont pas de simples pierres, ils possèdent des vertus secrètes, et savent, pour le moins, voler dans l'air. Du pont du moulin jusqu'au passage à niveau, le pré est un terrain immense, hors de toute commune mesure. Il est sans fin ! « Plus grand que l'Europe », constata quelqu'un dans la bande. « Impossible, lui objecta victorieusement un autre, puisque nous vivons tous dans ton Europe. — Tais-toi, lui fut-il répondu vertement, tu ne comprends donc pas que c'est tout à fait autre chose ! » Et ils en étaient restés là.

Ainsi donc, il fut établi que le pré n'avait pas de limites. Il fallait de longs jours, pas moins de cinq mois, pour l'explorer, même superficiellement. Et, au cours de ces pérégrinations mouvementées, que de surprises attendent le voyageur ! Un arbre, qui, en un clin d'œil, se transforme en ogre. Un fourré qui, avec une facilité déconcertante, devient aujourd'hui un troupeau de lions, sera demain une armée

de sorcières en marche. Attention ! cette pente qui n'a l'air de rien est un abîme sans fond. Méfie-toi, ne t'y engage pas, car elle te conduit à un chemin d'où l'on ne revient pas. Des buttes qui te viennent aux genoux, s'élèvent tout d'un coup à cinq mille mètres, leur cime est couverte de neige, et, au fond de leurs précipices, te guette la puissance démoniaque du Grand Lama du Thibet.

Tel est le pré. Rien, nulle part, n'y est immuable. Il change d'aspect d'une seconde à l'autre. Son sol n'est pas de terre, mais d'une autre matière incon nue, en quelque sorte immatérielle, plus capricieuse que la fumée, plus changeante que les nuages. Cette plaine, d'apparence immobile, est en perpétuelle agitation, les événements la bouleversent, la métamorphosent et, à chaque instant, elle donne naissance aux aventures les plus incroyables. Sur une surface pas plus large que ma main, tant de choses se passent qu'il faudrait, pour les raconter, un roman en trois volumes. Le pré est habité par des Indiens et des forçats évadés, des hiboux à quatre pattes, et des filles qui ne cachent jamais leurs seins. Avec un peu d'habitude, on peut y découvrir l'île de Bornéo avec sa jungle, pleine de jaguars féroces et de curieuses petites idoles en bois qui dansent ; c'est aussi l'empire des trolls rouges, des trolls au corps velu ; à chaque pas, les chasseurs peuvent abattre des serpents à sonnettes ou même, avec un peu de chance, rencontrer une Cendrillon égarée, en haillons, dont la chemise légère montre la ligne du ventre et des cuisses...

# SECRETS ET FIGELLES

par GEORGES SELDES

PRESSE-PUBLICITE, Paris :

Les meilleures dépêches des envoyés de la presse ne sont pas toujours celles que l'on publie. Je ne fais pas allusion ici aux télégrammes supprimés par une censure sévère, mais aux communications télégraphiques échangées entre les directeurs des services d'information et les envoyés spéciaux à l'étranger.

C'est toujours avec le sourire que j'évoque le cas de ce correspondant qui, lors de l'occupation française de la Ruhr, envoya le télégramme suivant en Amérique, le cœur battant à grands coups et la main tremblante de la révélation lourde de conséquences qu'on venait de lui faire : « Loi martiale déclarée dans Ruhr. »

Le soir de ce jour mémorable, tandis que notre journaliste se reconfortait devant une table bien garnie, une dépêche élogieuse lui parvenait déjà. Il c'empressa de nous la montrer avec une vanité à peine dissimulée : « Sommes premiers nouvelle loi martiale. Félicitations. »

Aucun de nous n'avait entendu parler de la loi martiale en question. Les autorités allemandes nous avaient bien fait une déclaration et c'était sans doute celle-ci que l'infortuné journaliste avait dû mal interpréter. La confusion, en effet, était aisée à faire. Alors qu'en Amérique nous n'avons que deux sortes de lois : les lois ordinaires et les lois martiales, l'Allemagne connaît trois variantes de la loi martiale : la première qu'on pourrait appeler « état d'exception », la deuxième correspondant à peu près à notre loi martiale et enfin la troisième, le « Kriegszustand » ou état de guerre. Les autorités allemandes nous avaient simplement déclaré être en « état d'exception » ; un interprète avait ensuite essayé d'expliquer, vainement, la nuance au bouillant correspondant qui rédigeait déjà son « flash » pour l'Amérique.

Le jour suivant, ce journaliste impulsif recevait une nouvelle dépêche, chef-d'œuvre de concision et d'humour : « Sommes toujours premiers nouvelle loi martiale. Stop. Pourquoi... »

## LES LUTTES SOURNOISES CONTRE LA CENSURE

Très souvent les « post-scriptum » personnels des télégrammes de presse sont utilisés par les journalistes pour la transmission de nouvelles sensationnelles généralement beaucoup plus importantes que le reste du contenu de leur dépêche.

Ce mode de communication est un moyen excellent pour échapper à la sévère censure qui est la règle en Europe dès que survient un événement de quelque gravité.

Quand mon collègue Don Levine fut délégué à Moscou par une grande agence télégraphique, il s'entendit avec les chefs de bureaux de Londres et de Paris de cette agence pour qu'ils soient les premiers informés des nouvelles importantes. Il convint, par exemple, qu'au cas où surviendrait la mort de Lénine, il câblerait ou ajouterait à un télégramme cette simple phrase : envoyez cinq cents dollars pour frais.

## LES CONSEQUENCES D'UN OUBLI

Quelque temps après son arrivée, Lénine mourut. Fidèle à la convention, Don Levine se précipita aussitôt au bureau de poste et envoya deux dépêches, l'une adressée à Londres, l'autre à Paris, afin d'être sûr qu'on sache la nouvelle. Chacune de ces dépêches contenait le fatidique : « envoyez cinq cents dollars pour frais ». Les télégrammes furent expédiés de justesse, car quelques minutes après leur départ la censure bolchévique (celle-ci est admirable, étant composée de jeunes diplômés de l'École de Journalisme et nul n'ignore qu'un journaliste est le meilleur « étouffeur » de nouvelles) lança un ordre interdisant la transmission de tout message de

quelque nature qu'il fût. En fait, le bureau de la censure se doutait que la moindre communication révélerait au monde ce qu'on voulait tenir ignoré.

Mais, je le répète, les télégrammes de Levine étaient partis à temps. L'un arriva au bureau de Londres, où opérait un nouveau correspondant qui ne savait rien du code convenu. L'autre, dirigé sur Paris, fut ouvert par son destinataire qui, lui, avait totalement oublié la convention passée avec l'envoyé à Moscou. Il ne se souvenait que d'une chose : dix jours auparavant, une lettre de Levine lui demandait 300 livres pour ses frais. Irrité par une telle exigence, il rédigea aussitôt d'une main rageuse ce télégramme :

« Levine hôtel Savoy Moscou argent envoyé semaine dernière qu'est-ce qui vous prend ? »

Et voici comment l'un des événements capitaux de l'histoire contemporaine resta ignoré pendant longtemps du monde occidental.

## VENDETTA

Lorsque je fus menacé d'être expulsé du royaume d'Italie, Mac Cormick m'adressa un télégramme que j'estime être le plus subtil et le plus ironique de tous ceux envoyés par un journaliste.

Voici brièvement les faits : en juillet 1925, plus de 100 membres du Parlement italien divulguèrent le contenu d'un document officiel. Parmi plusieurs dossiers, se trouvaient notamment les mémoires des amis intimes de Mussolini : ceux de Cesare Rossi, son secrétaire, et ceux de Dumini, l'agent fasciste. D'après ces documents, plusieurs meurtres politiques auraient été commis sur les ordres exprès du Duce. Celui-ci aurait même dit à ses amis : « Allez vous promener avec Matteotti et faites en sorte qu'il se taise. »

Cette accusation était sans doute injustifiée. A moins d'une soudaine folie du Duce, il était difficile d'admettre cette histoire. Cependant, je ne manquai pas de relater entièrement la situation telle qu'elle se présentait. Le résultat de mon indiscrétion professionnelle ne tarda pas à se faire sentir. On me fit savoir que j'étais *persona non grata*.

J'envoyai aussitôt après cet avertissement un long télégramme dans lequel — sachant bien qu'il serait

lu en premier lieu par Grandi et Mussolini — j'expliquais les récents événements. Je terminais en disant que les correspondants du *Chicago Daily News*, du *Christian Science Monitor*, du *New York World*, du *Philadelphia Public Ledger*, de l'*United Press*, bref, à quelques exceptions près, le corps journalistique américain tout entier avait envoyé une protestation à Mussolini et que l'ambassadeur me conseillait d'attendre un ordre d'expulsion formel avant de remuer d'un pouce.

La réponse de Mac Cormick ne se fit pas attendre. Elle était rédigée comme suit :

« Si protestation presse américaine échoue allez Vienne stop cependant espérons aurez temps compléter série articles que comptons publier si êtes expulsé sur Bandits italiens en Italie et Amérique stop ajoutez amples détails Mafia stop. Expliquez pourquoi telle quantité gangsters à Chicago sont émigrés Italiens stop donnez statistiques crimes siciliens, etc. tout concernant meurtres en Italie. »

Je ne reçus jamais l'ordre d'expulsion...

## UN DEMENTI N'EST SOUVENT QU'UNE CONFIRMATION

Pour prouver cet adage, j'extrai de mes dossiers un télégramme émanant d'un haut personnage, et qui n'a encore jamais été publié.

Il a été envoyé par Ludendorff en 1923, en réponse à quelques questions par lesquelles je lui demandais s'il était vrai qu'il était devenu le chef d'une sorte d'armée fasciste dont on ne savait rien de précis et s'il avait réellement quitté le service du Kaiser pour s'acquiescer avec un vague peintre nommé Otto (sic) Hitler, rempli d'ambitions politiques.

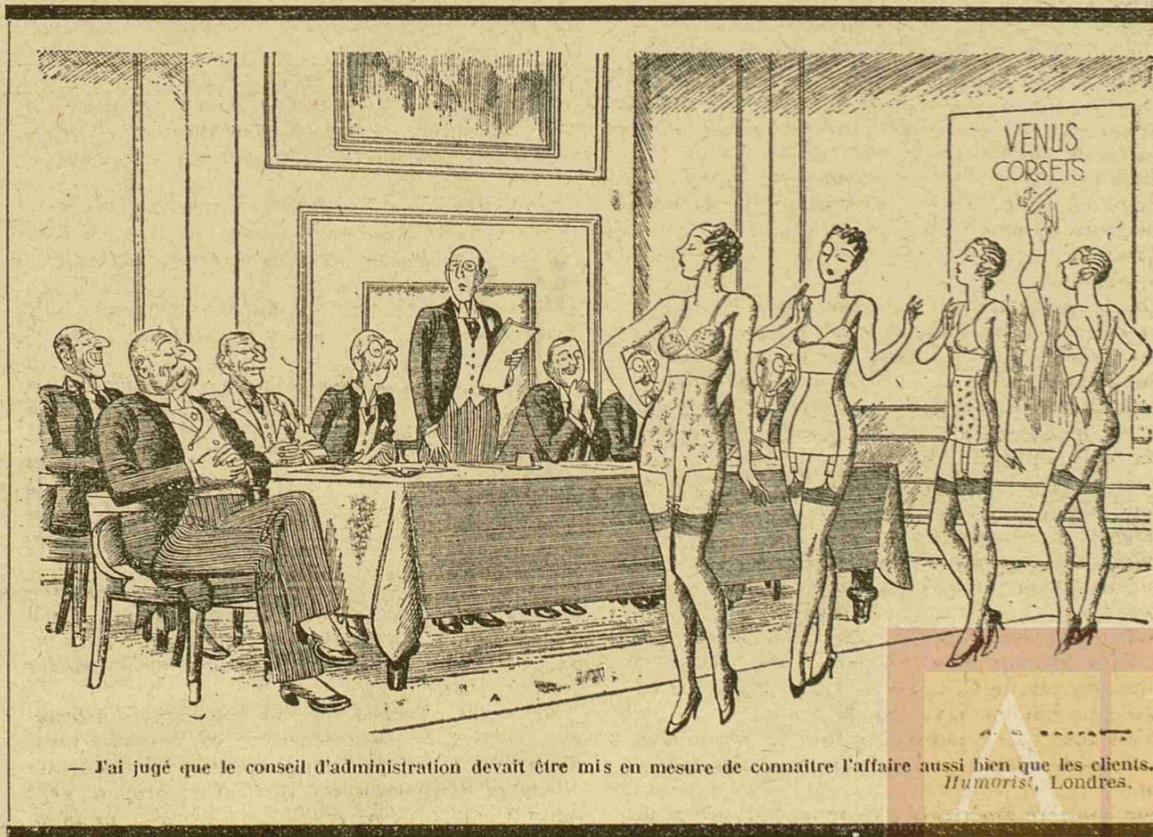
Ludendorff me répondit par le télégramme suivant :

« Chicago tribune unter den linden Berlin alles erlogen und erstunken Ludendorff. »

Ce qui veut dire à peu près ceci :

« Tout ceci est faux et sans fondement Ludendorff. »

Mais, deux semaines plus tard, Ludendorff était arrêté par la police de Munich et emprisonné pour avoir participé au coup d'Etat de Hitler.



# LES DU JOURNALISME

## PRESSE AMÉRICAINE ET PRESSE FRANÇAISE

par RAOUL DE ROUSSY DE SALES

ATLANTIC, New-York :

**L**es Américains qui ont visité la France ou bien racontent des histoires troublantes sur la corruption de la presse française ou bien se disent amusés par ce qui leur y semble étrange et portant la marque d'amateurisme. Un journal français ne paraît que sur 8 ou 12 pages; il est capable de présenter en première page une histoire sur Louis XI pour ne parler qu'en septième, de la menace d'une révolution; en même temps il traite la publicité sans le moindre respect. Les Américains se demandent comment les Français peuvent se contenter de quelque chose d'aussi léger, d'aussi impalpable que leurs journaux.

La réponse à cette question est simple, il faut savoir lire les journaux français, tout comme il faut apprendre à lire les journaux américains. C'est de ces derniers que je veux parler ici.

...Le *Daily News* du dimanche a 110 pages, et le *New-York Times* du dimanche, 214 pages, et il est certain que ces journaux encombrants n'auront pas été lus quand on apportera déjà les journaux du lundi. La femme de chambre demandera alors, en montrant la pile défectueuse des feuilles de dimanche : « Faut-il les jeter, monsieur ? » Et on lui répondra : « Oui », non sans se sentir un peu en faute.

...Il est étrange que les Américains qui ont la réputation bien établie d'inventer des formules permettant d'économiser le temps et l'effort, aient adopté un type de journaux qui demande, précisément, au lecteur un grand effort et beaucoup d'ingéniosité. Cela ne veut pas dire que les journaux américains ne soient pas bons. Au contraire, ils sont certainement excellents, tout au moins les meilleurs parmi eux. Il n'en est pas moins exact qu'ils sont exagérément attachés à certaines formules vieillies et ne tiennent pas compte du rythme actuel de la vie.

Le problème du journalisme ne consiste pas seulement à vendre des journaux. Il faut encore que le public les lise. Quand quelqu'un déclare : « Moi, je lis le *Times* ou l'*Evening Journal*, il veut dire qu'il achète ce journal tous les jours, et que si les circonstances s'y prêtent (en chemin de fer, par exemple, ou s'il est alité), il lira dix pour cent du contenu du journal.

Bien entendu, on ne peut s'intéresser à tout. En ce qui me concerne, je ne lis jamais les comptes rendus du base-ball. Mais même pour lire ce qui m'intéresse, je dois surmonter des obstacles qui me rebutent.

Un de ces obstacles réside dans la façon de présenter les informations, et c'est là que les journaux français diffèrent des journaux américains.

Supposons qu'un dictateur — n'importe lequel — soit assassiné demain. En France, on en parlerait en première page, à peu près comme suit : « La belle journée ensoleillée s'évanouissait, et le disque rouge du soleil se cachait derrière les montagnes. Ses derniers rayons caressaient les casques brillants des gardes du corps de l'homme qui fut pendant si longtemps l'idole de son peuple. Nul n'aurait jamais cru que cet homme qui, il y a un moment encore, souriait à la foule en délire, entrerait si tôt dans l'au-delà. Hélas ! la destinée... L'histoire est capricieuse. Comme Pascal l'a dit à propos du nez de Créopâtre... Un coup de feu retentit : un homme aux yeux de panthère, etc... ».

C'est ainsi qu'un journaliste français déroulerait les péripéties du drame, jusqu'à son point culminant.

Son confrère américain s'y prendrait autrement. Il commencerait par vous asséner un coup de massue : « Le dictateur Untel abattu à 17 h. 16 au

carrefour Zed. Son assassin, Enrico Ygrec, 213, avenue Brutus, est en prison ».

Après quoi, la même information serait répétée dix fois tout au long de plusieurs colonnes, chaque fois avec d'autres fioritures. On pourrait, au besoin, arrêter l'histoire à n'importe quel point, puisque le titre et le début de l'article contiendraient tout.

Le reporter français construit l'histoire, le reporter américain en fait un paquet; le premier doit choisir les détails et créer une impression; le deuxième doit accumuler les faits et faire un article qui irait pour une encyclopédie. Les deux méthodes ont leurs avantages et leurs inconvénients; cependant, le système américain est tel que l'ennui s'en dégage.

On reproche souvent aux journaux français d'arranger les faits selon leur opinion politique. Les Américains croient que c'est là un sacrilège envers le dieu de l'objectivité. Mais en fait, peut-on atteindre à cet idéal ?

...En Amérique, la publicité est considérée comme sacrée et tabou. Je sais bien que les directeurs des journaux français deviennent jaunes d'envie quand ils voient quelles quantités de publicité leurs confrères américains parviennent à faire avaler au public sous prétexte de les informer de ce qui se passe dans le monde.

D'un autre côté, les Américains s'étonnent toujours de voir à quel point la publicité est primitive en France. Quand on leur dit que cela est dû au fait que le public français est sceptique et ne croit pas dans la publicité, ils plaignent les Fran-



Gagnants du sweepstake

New-Yorker.

çais. Selon eux, cela prouve que les Français sont une race ancienne et arriérée qu'on ne sait pas guider. Néanmoins, les Français sont convaincus qu'on peut très bien vivre sans lire une ligne de publicité, et ils mangent, boivent, s'habillent, voyagent, et s'amuse sans qu'on leur dise comment ils doivent s'y prendre.

Cette corruption de la vie est, du point de vue américain, déplorable, car aux Etats-Unis, l'art publicitaire est considéré comme la plus belle manifestation de l'activité humaine. On a l'impression qu'une disparition subite de la publicité provoquerait une débâcle de toute la civilisation américaine. On ne se laverait plus les dents, on ne se raserait plus, on ne dormirait plus que par terre..., etc., tout cela faute d'indications sur ce qu'il convient de faire.

...Le journaliste est censé dire la vérité, l'agent de publicité est excusé d'avance s'il ne la dit pas. Pourtant, tous les deux travaillent dans le même journal et dépendent l'un de l'autre. Et cette alliance est paradoxale et irrégulière.

## Le succès des journaux interdits

NEWS CHRONICLE, Londres :

**L**a désagrégation des dictatures qu'on commence à constater dans plusieurs pays européens est due en partie à l'influence de la presse illégale.

En Allemagne, en Italie, en Autriche, partout où la liberté de la presse n'existe plus, des journaux publiés et distribués clandestinement prennent de l'importance tandis que la presse muselée déperit.

Quelques-uns des journaux interdits paraissent régulièrement. Il y en a qui sont simplement photocopiés, mais la plupart sont imprimés, et parfois même fort bien.

Prague et Bâle sont les quartiers généraux d'où l'on conduit la guerre littéraire contre la dictature nazie.

Chaque semaine, des milliers d'exemplaires de journaux sont envoyés en contrebande en Allemagne. Rédigés par d'excellents collaborateurs antinazis, ces journaux passent de main en main et arrivent jusqu'au Dr Goebbels lui-même. Mais le ministre de la propagande du Reich n'a pas réussi à découvrir le moyen de mettre fin à cette contre-propagande.

Le directeur de l'un de ces journaux antinazis publiés à l'étranger et distribués en Allemagne m'a dit récemment que jamais aucun de ses agents ou de ses correspondants secrets n'a été repéré par les espions nazis.

On reçoit à Prague des renseignements d'Allemagne, venant de fonctionnaires, de commerçants, d'ouvriers. C'est ainsi que le parti social-démocrate allemand dont le siège actuel est à Prague peut publier chaque mois un rapport détaillé sur la situation en Allemagne.

Ces rapports, qui n'étaient d'abord pas destinés

à circuler en Allemagne, y pénètrent néanmoins. Le Dr Goebbels ne manque jamais de les lire et il doit certainement convenir, dans son for intérieur, qu'ils sont beaucoup plus exacts que les tableaux qu'il fait établir par la presse officielle du III<sup>e</sup> Reich.

C'est ainsi qu'on lisait dans le rapport de février dernier : « La situation en Allemagne est caractérisée par la peur générale de la guerre ». Et c'était vrai.

Un hebdomadaire, *Die deutsche Revolution*, distribué également en grand secret, est publié par le Dr Otto Strasser, frère de Grégor Strasser, le premier conseiller économique d'Hitler, tué lors du « bain sanglant » du 30 juin 1934. Otto Strasser, qui fut nazi, rompit avec Hitler en 1932 en déclarant que le fuehrer trahissait l'idée national-socialiste. Son « front noir » existe non seulement en dehors du Reich, mais aussi à l'intérieur du pays.

La campagne de presse antifasciste était dirigée jusqu'ici de Lugano (Tessin) sur la frontière italienne; mais la peur de l'enlèvement a dicté aux dirigeants le choix d'une ville située plus loin. La plupart des intellectuels italiens étant antifascistes et vivant en exil, ces journaux clandestins de langue italienne sont souvent d'une haute tenue littéraire. Mussolini, qui supporte l'opposition encore plus mal qu'Hitler, cherche en vain à écraser ces contradicteurs insaisissables.

L'Autriche, soumise à une dictature diluée, a deux presses clandestines : l'une nazie et l'autre socialiste.

Le journal nazi est financé par l'Allemagne et s'adresse aux employés, aux commerçants et aux petits industriels, auxquels Hitler promet la « liberté ». Quant au journal socialiste, il est lu par de nombreux ouvriers. La police autrichienne lutte en vain contre ces deux feuilles.

# Êtes-vous un Raseur ?

par JAMES DOUGLAS

DAILY EXPRESS, Londres :

**U**n raseur qui marche entre deux haies de bouches ouvertes pour bâiller, se rend-il jamais compte de l'effet qu'il produit ? Sait-il, par instants tout au moins, qu'il ennuie tous ceux qui l'approchent ?

Supposons — ce n'est qu'une supposition pour attirer votre attention sur ce problème — que vous êtes un raseur. Ou bien une raseuse, car le sexe n'y est pour rien. Posez-vous alors cette question : « Suis-je un raseur ? Le sais-je ? »

Eh bien, il me semble que jamais personne ne s'est posé cette question.

Un des plus terribles raseurs du monde entier était certainement Jean-Jacques Rousseau. Néanmoins, il n'en a rien dit dans ses « Confessions », pourtant volumineuses : il ne s'était donc pas rendu compte qu'il était un raseur international.

George Moore était aussi fort ennuyeux ; son pays d'origine, l'Irlande, le considérait comme tel. Il ne faut pas oublier que les Irlandais exportent tous leurs raseurs.

La plupart des politiciens sont des raseurs. C'est ce veut leur profession. Mais jamais, un politicien-raseur ne se rend compte que ses discours nettoient la Chambre des Communes par le vide.

On sait qu'un célèbre homme d'Etat de l'ère victorienne bâilla au cours d'un de ses propres discours. C'est donc que ses propos l'ennuyaient lui-même ; et pourtant, il ignorait qu'il ennuyait les autres.

Il est rare qu'un raseur s'ennuie, puisqu'il est d'habitude absorbé par lui-même. Les raseurs sont des égoïstes qui ont l'épiderme dur et qui savent imposer le silence aux autres.

Il est étrange que ce silence ne frappe jamais les raseurs. Le raseur parfait n'est jamais impressionné par le silence des autres. Si vous remarquez un jour que vous parlez avec volubilité au milieu du silence, prenez garde !

Rien n'est plus terrible que le raseur qui raconte des anecdotes. Il ne s'aperçoit jamais que les autres les savent depuis longtemps.

Harry Higgins était un grand chasseur de raseurs. Un jour, un raseur racontait devant lui une longue histoire : « Et le tigre, s'écria-t-il, ouvrit sa gueule devant moi, comme dans un bâillement. » « Pardon, l'interrompit Harry Higgins, puis-je savoir si le tigre avait commencé à bâiller avant votre arrivée sur les lieux ? »

Sir Augustin Harris, le célèbre directeur du Théâtre de Durr Lane, qu'on appelait « Druriolanus », fut un jour assailli par un raseur qui lui arracha la promesse de patronner sa candidature au Green Room Club. Lors du vote, il y eut, grâce à la recommandation de Druriolanus, l'unanimité des voix pour le candidat, sauf une — celle de Druriolanus lui-même.

Notre devoir est de subir les imbéciles. Mais il faut des forces surhumaines pour subir un raseur.

Il y a des raseurs pessimistes qui voient partout le malheur qui sont de vrais rabat-joie. Mais le raseur optimiste peut être également énervant, et sa gaieté est parfois irritante au plus haut degré.

Etablissons ici deux règles pour ceux qui redoutent de devenir des raseurs.

D'abord, il ne faut jamais se plaindre du temps qu'il fait. Ensuite, ne parlez jamais des remèdes que vous prenez et ne décrivez pas les opérations chirurgicales que vous avez subies. Sachez que personne ne veut le savoir et que vous ne réussirez ainsi qu'à donner le cafard à vos amis. Si vous êtes un des rares raseurs qui n'ignorent pas leur défaut, je puis vous reconforter : chacun est raseur pour quelqu'un, mais personne n'est raseur pour tout le monde.

Dieu a pitié des raseurs puisqu'il leur fournit des martyrs qui aiment leur souffrance.

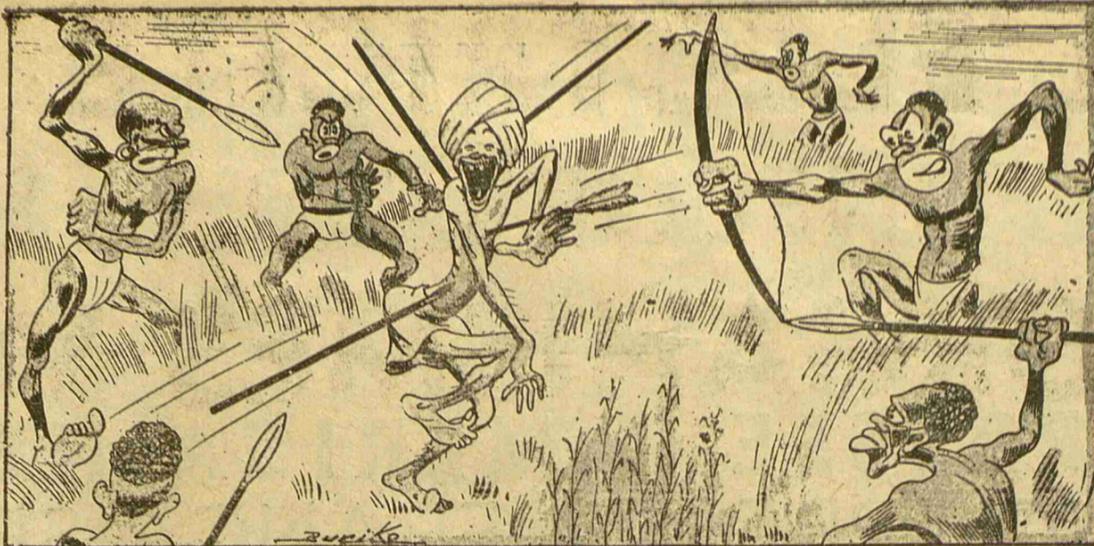
Un raseur vit d'habitude longtemps, et ne se suicide jamais. Il peut ennuyer les autres jusqu'à ce que mort s'ensuive, mais il tient bon lui-même.

## LETTRES AUX JOURNAUX

EVENING STANDARD, Londres :

Le Révérend J.-P. Bacon Phillips âgé de 81 ans, de Burgess Hill, a une ambition : il prétend au titre de champion du monde des lettres aux journaux. Son seul concurrent dangereux, M. Algernon Ashlon, de Maida Vale, vient de mourir, à l'âge de 77 ans.

M. Bacon Phillips déplore la mort de son confrère épistolier. Sans s'être jamais rencontrés, ces deux hommes entretenaient des relations amicales. En 1931, M. Ashlon reconnut que M. Bacon Phillips l'avait dépassé. En effet, le digne pasteur est l'auteur de 9.000 lettres publiées dans tous les journaux du monde, non seulement dans les pays anglo-saxons, mais aussi en Amérique du Sud, en Europe et en Asie.



Les assaillants bernés, ou ...le fakir de la tribu ennemie en fait des gorges chaudes !

Il 420 Florence

## CONSEILS AVANT LE BAL

DAILY EXPRESS, Londres :

**U**n jeune homme, qui avait accompagné une jeune femme à une soirée dansante, a écrit l'article suivant :

Si vous ne voulez pas, chère amie, me « taper sur les nerfs », lisez les conseils que voici :

En arrivant, ne restez pas longtemps au vestiaire. J'estime que votre aspect est le même, que vous sortiez ou que vous entriez, et je n'aime pas beaucoup rester pendant dix minutes debout dans la salle, dans une solitude embarrassante. Cette attente que vous m'infligez vous fera perdre plus de points à mes yeux que vous n'en gagnerez en vous faisant belle.

Ne dites jamais : « Attention à ma coiffure ! » Souvenez-vous que, tout en reconnaissant que ce qui vous intéresse le plus dans la salle, ce sont les robes des femmes, je ne saurais vous suivre sur ce terrain et discuter avec enthousiasme du mérite d'un velours ou d'un lamé.

Né me demandez pas de garder votre sac dans ma poche : elle n'est pas aussi grande que celle d'un braconnier. Et quand vous m'enverrez chercher ce que vous aurez oublié quelque part, donnez-moi la description, car rien ne saurait m'être plus désagréable que de demander aux étrangers et de cher-

cher sous leurs chaises un sac dont je ne puis donner le signalement et qui n'y est, d'ailleurs, probablement pas.

Attendez que nous terminions notre conversation — si elle est intéressante — avant de me dire : « Et maintenant, dansons ! » Vous pouvez peut-être parler de politique en dansant, mais n'oubliez pas que c'est moi qui dirige nos pas. Ne dites jamais, au grand jamais : « Cet air me rappelle une merveilleuse soirée passée avec Untel. » La comparaison me paraîtrait à mon désavantage, même si telle n'était pas votre idée.

Avant que nous allions danser, interrompez vous-même la conversation avec votre dernier danseur, sans m'obliger, moi, à l'interrompre.

Vous ne m'indiquerez pas — si vous êtes ma femme — avec qui je dois danser. Car en m'imposant ainsi mon devoir, vous risquez d'embarrasser ma danseuse et en même temps de m'ennuyer.

Si vous ne vous amusez pas autant que vous l'espérez, ne faites pas la tête. Cherchez à paraître gaie, et bientôt vous le serez.

Quand vous verrez que j'ai soif, vous insisterez pour que j'aie à boire, même si vous n'avez pas soif. Sinon, par politesse, moi aussi, je refuserai de boire, et cela m'ennuiera.

## Ne vous laissez pas faire par ces hommes-là...

DAILY EXPRESS, Londres :

**M**OUT comme parmi les commerçants on se communique une « liste noire » des mauvais clients, de même les femmes devraient établir une liste noire des hommes qui ne savent pas s'occuper de leur compagnie comme il sied.

Voici, Mesdames, les douze types d'hommes qui méritent d'être affichés sur le tableau noir :

1. Ceux qui vont avec une femme au music-hall et s'y extasient sur les charmes d'une artiste.
2. Ceux qui ne savent pas choisir un restaurant et qui sont mécontents de celui que vous leur avez indiqué, et ceux qui commencent par laisser à la femme le choix du cinéma où ils iront, pour rejeter ensuite tous les films qu'elle propose.
3. Ceux qui indiquent la couleur du vernis pour ongles de leur dame, qui mettent leur main moite en plein sur la robe et qui disent, pendant la danse : « Cet air me rappelle... » et parlent du temps antérieur à votre rencontre.
4. Ceux qui vous serrent trop fort la main.
5. Ceux qui disent avec un sourire, lorsque la conversation prend une tournure sérieuse : « C'est peut-être trop aride pour les femmes ! — Que pensez-vous du nouveau film de Marlène ? »
6. Ceux qui prétendent que les hommes seuls savent le prix de l'amitié, et qu'aucune jolie femme n'a de vraies amies.
7. Ceux qui s'interrompent avec un sourire au milieu d'une histoire pour dire que la présence des femmes les empêche de continuer, et aussi ceux qui développent une longue argumentation pour conclure : « Mais vous ne pourriez le comprendre ».
8. Ceux qui déclarent, lorsqu'on les a repoussés, que la femme insensible souffre d'un étrange complexe freudien.

9. Ceux qui se vantent d'avoir été aimés par d'autres femmes et qui supposent que vous passez votre vie à attendre leur appel téléphonique.

10. Ceux qui disent à une femme qu'elle est divine, puis la laissent tomber pendant une semaine.

11. Ceux qui disent à une femme combien une autre femme est belle.

12. Enfin, les ivrognes, les brutaux et tous ceux qui ne tombent pas amoureux de vous.

**A LA VEILLE DE LA GRANDE SAISON HIPPIQUE DE PARIS**

**VU**

**PUBLIE UN NUMERO SPECIAL SENSATIONNEL**

**TOUS LES SECRETS DU TURF JOCKEYS, ECURIES, COMBINES P. M. U., BOOKS ET TUYAUX**

**LE NUMERO SPECIAL 5 Fr.**

# L'ÉLECTRICITÉ DU SOL INFLUE-T-ELLE SUR LES ORGANISMES VIVANTS ?

REVUE GENERALE DES SCIENCES, Paris :

**A**u cours d'un très bel ensemble de recherches poursuivies depuis plusieurs années, par M. Fred Vlès et ses collaborateurs sur les réactions possibles des êtres vivants à l'égard du champ électrique de l'atmosphère, ces auteurs ont été amenés à reconnaître que divers organismes vivants évoluaient de manières fort différentes suivant qu'ils étaient mis en relation avec le sol ou au contraire isolés de celui-ci.

Des différences très nettes ont été constatées dans la germination des graines, le développement des œufs et des embryons, la croissance de divers animaux, l'accroissement du poids des nourrissons, l'apparition de cancers spontanés dans des élevages de souris, etc., par M. Fred Vlès et retrouvés ensuite par d'autres auteurs.

## L'évaporation activée par l'électricité

Le même savant s'est ensuite demandé si l'on ne pourrait pas constater des différences analogues dans le comportement de phénomènes physico-chimiques plus faciles à reproduire et dont l'interprétation mettrait en jeu moins de facteurs.

Pour étudier de ce point de vue l'évaporation, il a imaginé de fort ingénieuses « lampes à évaporation » à col cylindrique, remplies d'eau, portant un flotteur en liège à travers lequel passait une mèche de papier buvard. Dans le fond de chaque récipient, une électrode de platine permettait de mettre l'eau en communication avec le sol par l'intermédiaire d'un fil métallique. Les mesures faites ont montré que, dans les périodes où il était au sol, chaque récipient perdait plus d'eau que son voisin isolé, les écarts, de l'ordre de 4 %, étant bien supérieurs à la limite de précision des pesées. Ces recherches établissent que l'évaporation de l'eau peut se faire avec des vitesses inégales suivant les conditions électriques dans lesquelles se trouve le liquide qui s'évapore.

## La mise au sol et la réaction de Philippon

Ultérieurement, M. Vlès et Mlle Gex ont étudié du même point de vue la floculation lente que pro-

voque sur une solution colloïdale d'argent le contact de certains métaux (réaction de Philippon).

L'expérience a été faite sur un sol d'argent préparé par la méthode de Brédig, dans des vases largement ouverts à l'atmosphère et en présence de lames métalliques de natures diverses; la floculation progressive du colloïde s'accompagne d'une série de virages colorés caractéristiques. Là encore, les auteurs ont constaté que la réaction évolue de façon différente suivant que la lame de métal est connectée ou non avec le sol. Tout se passe comme si la mise au sol était susceptible de freiner la réaction de Philippon et comme si, dans ces conditions, une force contre-électromotrice venait à s'opposer à la libération normale de cathions floculants par l'électrode métallique. De plus, les auteurs ont constaté que la vitesse de cette réaction varie avec la capacité électrostatique du système, en sorte qu'on peut modifier cette vitesse en introduisant des condensateurs en série sur les prises de terre.

M. Vlès et Mlle Gex ont également reconnu ensuite que la mise au sol pouvait modifier la vitesse d'un grand nombre de réactions parmi lesquelles on peut citer le virage d'indicateurs colorés de pH (vert de bromo-crésol) au contact d'électrodes métalliques. Il est également curieux de signaler que, dans les brûleurs à huiles lourdes où l'huile est pulvérisée par un jet de vapeur d'eau traversant une buse, la mise au sol de celle-ci entraîne une diminution du volume des gouttes projetées.

## La rupture de l'équilibre électrique

*A priori* l'interprétation théorique des faits précédents paraît devoir être extrêmement complexe. Cependant, les considérations très simples développées à ce propos par M. Vlès paraissent susceptibles de rendre compte dans les grandes lignes de ces faits et d'orienter des recherches ultérieures. Un conducteur électrisé et isolé tend à se mettre en équilibre de potentiel avec le point de l'atmosphère où il se trouve, soit en captant des ions de signe contraire à celui de sa charge, soit en émettant des ions de même signe; à partir de ce moment, le conducteur est en équilibre électrique, tout au moins tant que la distribution du potentiel dans son voisinage ne subit pas de modifications. Au contraire, un système en communication avec le sol se trouve au potentiel de celui-ci (potentiel zéro) et par suite à un potentiel différent de celui réalisé dans son voisinage par le champ atmosphérique, en sorte qu'à son niveau le gradient de potentiel atteint une valeur plus ou moins considérable. Dans ces conditions, l'équilibre est impossible et il se produit entre le système et l'atmosphère un échange permanent d'ions susceptibles d'influer sur l'évolution du système.

Il se pourrait aussi que le système constitué par le fil de connexion au sol avec la capacité qu'il comporte soit susceptible d'entrer en résonance avec des ondes électro-magnétiques de haute fréquence, de longueur d'onde convenable, à la manière d'une antenne de T.S.F.; cette hypothèse ne semble pas déraisonnable si l'on songe à la multiplicité des émissions d'ondes hertziennes ainsi qu'à l'importance des champs parasites des habitations modernes.

## Biologie et électricité

En ce qui concerne les nombreux faits d'ordre biologique dans lesquels interviennent la mise au sol ou l'isolement électrique des êtres vivants, il n'est pas douteux que l'influence exercée par cette mise au sol ou cet isolement sur divers phénomènes d'ordre physico-chimique comme l'évaporation, l'oxydo-réduction, la floculation des colloïdes, ne puisse intervenir. C'est du côté des relations avec l'atmosphère et le métabolisme général de l'être vivant dans ses éléments les plus profonds tels que l'hydratation ou les oxydo-réductions cellulaires qu'il convient d'après M. Vlès de rechercher la solution des pro-



JOHN (au milieu du désert). — J'ai gagné un jour à Brighton, le premier prix du concours de châteaux de sable.

Humorist, Londres.

blèmes d'ordre physico-chimique, d'une importance si fondamentale, qui ont été soulevés par ses recherches. Du point de vue pratique, il devient indispensable, dans les expériences biologiques, de préciser avec soin les conditions électriques, par rapport au sol, dans lesquelles se trouvent les organismes étudiés.

## Ne forcez pas le rythme des efforts de votre mémoire

SCIENCE DIGEST, New-York :

**QUAND** les adultes s'efforcent d'acquiescer des connaissances, dans un domaine tout à fait nouveau pour eux (profession, langue etc.) à une cadence trop rapide, sans ménager des intervalles suffisants entre leurs efforts de mémoire, l'efficacité de leur travail ne dépasse que de deux pour cent celle d'un enfant de huit ans. Il suffit cependant d'observer fréquemment des pauses de vingt-quatre heures pour que cette efficacité accuse une supériorité notable (73 pour cent) par rapport à celle des enfants. Telles sont les conclusions que le docteur George S. Snoddy, professeur de psychologie à l'Université d'Indiana, a tirées de ses expériences.

Les méthodes par lesquelles certains professeurs prétendent enseigner une langue étrangère en quinze jours apparaissent donc comme basées sur une erreur foncière. Il faut apprendre lentement, sinon on risque de ne rien retenir de ce qu'on a appris.

Selon le docteur Snoddy le processus de l'assimilation intellectuelle comporte deux phases, dont la première est caractérisée par une grande lenteur. Une fois cette première étape franchie, on peut prendre de la vitesse. C'est par ce phénomène que le docteur Snoddy explique le brusque déclin de certains sportifs et artistes trop vite épanouis, et surentraînés.

## L'anesthésie par l'électricité

ORVOSI-NAPLO, Budapest :

**LE** docteur Iacovlev, professeur à l'Université de Leningrad, se livre actuellement, dans le laboratoire central de la clinique gynécologique de cette ville, à des expériences fort curieuses.

On connaît, en effet, les inconvénients qui résultent de l'emploi des méthodes anesthésiques employées à ce jour et qui obligent à les contre-indiquer en de nombreux cas. Le docteur Iacovlev s'efforce actuellement de supprimer l'anesthésie « chimique » et de la remplacer par l'anesthésie électrique. Ses expériences, faites sur des lapins, ont été concluantes, et nulle doute qu'elles ne puissent s'appliquer à l'homme, puisque deux de ses collègues s'y sont soumis, avec succès.

L'avantage de la méthode Iacovlev consiste en ce fait qu'elle n'a d'effet que sur le système nerveux, et que nul trouble physiologique ne peut en découler.



LE GARDIEN. — Vous aurez un pensionnaire pendant une semaine environ. Il n'y a plus une chambre de libre à Londres avec ce couronnement !

London Optinton.

## ON A DÉCOUVERT LE TOMBEAU DE CASANOVA

BERLINER TAGEBLATT :

RÉCEMMENT, un spécialiste de la « radiesthésie » découvrait dans la petite ville industrielle de Dux (Tchécoslovaquie) un tombeau qu'on ne tarda pas à identifier comme celui du célèbre Casanova. Ainsi se trouve enfin résolue la question, tant débattue, de savoir où ce Don Juan du siècle galant avait été enterré. Et le mystère dont on avait voulu entourer la sépulture du mémorialiste italien est désormais dissipé, au grand regret des amateurs d'occultisme.

On sait que Casanova vécut les dernières treize années de sa vie dans la petite ville nommée plus haut. Et c'est là, loin de sa Venise natale, qu'il mourut. Mais comme le cimetière de la chapelle Sainte-Barbe, où l'on supposait qu'il avait été enterré est depuis longtemps désaffecté, et que l'on ne connaissait aucun document spécifiant le lieu de sépulture (une plaque commémorative dans la dite chapelle indiquant simplement : Jakob Casanova, Venise 1725. Dux 1798 » ne donne à ce sujet aucune précision), on eut vite fait de créer une légende autour de la mort du « chevalier de Seingalt ».

D'autant plus que c'est seulement vingt ans après sa mort que les habitants de Dux apprirent que le vieux bibliothécaire du château de Waldstein, ayant vécu treize ans parmi

eux, n'avait été autre que le célèbre Casanova.

Comment ce bon vivant « fieffé » échoua-t-il dans cette ville perdue de Bohême ? En 1785, il se trouvait à Paris. Un jour, déjeunant chez l'ambassadeur de Venise, il fut présenté au comte de Waldstein, de Dux, qui lui proposa de l'emmener en Bohême, en qualité de bibliothécaire. Casanova qui avait déjà soixante ans et dont les chances de terminer son existence « en beauté » s'étaient de plus en plus problématiques, accepta. Et il partit pour Dux, où l'attendaient les 24.000 volumes du comte autrichien.

Certes, le grand aventurier, qui avait parcouru tant de pays et récolté tant de succès dans les capitales de l'Europe ne se sentait pas très bien à Dux. Aussi ne put-il résister à la tentation de « s'évader » à Weimar, à Leipzig et Berlin. Mais, déçu par l'accueil qu'on lui fit, il retourna, résigné, à Dux.

Il y a seulement quelques années que des ouvriers, creusant un canal dans le parc du château de Waldstein, trouvèrent la pierre tombale de Casanova. Mais rien n'y indiquait l'emplacement du tombeau même. Comme nous le disons plus haut, c'est un « radiesthésiste », M. Anton Richter, qui eut enfin la chance de le découvrir récemment, dans un coin négligé du parc, au milieu des herbes folles et des ronces.

## La mésaventure d'un vieux galant

KINO-JOURNAL, Vienne :

UN incident qui ne manque pas d'humour s'est produit à Graz, à l'entrée d'un cinéma. Un vieux monsieur, commissionnaire de son métier, demande deux billets à la caisse, pour lui et sa fille. Mais au contrôle, où se trouve aussi un inspecteur de police, on lui demande l'âge de sa fille. « Quinze ans », répond le commissionnaire. « Dans ce cas, elle ne peut pas entrer, décide l'inspecteur. D'abord, la loi interdit l'accès de toute salle de spectacle, après 20 heures, aux personnes qui n'ont pas encore 16 ans. Et ensuite, le film qu'on projette ce soir n'est pas pour jeunes filles. »

Le commissionnaire ne se démonte pas. « Voyons monsieur l'inspecteur, insiste-t-il, ma fille Jeanne est mariée et a déjà deux enfants. » A l'appui de ses dires, il exhibe le livret de mariage de sa fille, où la situation de famille de celle-ci est consignée avec tous les détails. « Désolé, monsieur, réplique néanmoins l'inspecteur, la loi est la loi ! »

Le commissionnaire s'exécute et va se faire rembourser à la caisse. Mais sa « fille », candide, d'observer : « D'abord je ne m'appelle pas Jeanne, et deuxièmement, je tiens à ce que vous me donniez les bonbons que vous m'aviez promis en m'amenant au cinéma ! »

Au milieu des rires, le vieux galant est arrêté pour « tentative de séduction d'une mineure ». Quant à la jeune fille, elle a été ramenée chez ses parents qui la cherchaient chez tous les voisins. En fait de bonbons, elle a reçu deux gifles magistrales de son père.

## Controverse autour de Copernic

ESCHER TAGBLATT :

Au pavillon polonais de l'Exposition de Paris, il y aura un buste de Copernic, que les Polonais considèrent comme leur compatriote. Le buste est déjà arrivé à Paris, mais voici qu'une controverse après s'est élevée entre Polonais et Allemands. Ces derniers affirment que le grand astronome, bien que né dans le territoire actuellement incorporé à la Pologne, est d'origine allemande, et que par conséquent, l'installation dans le pavillon polonais d'une statue le représentant doit être considérée, ni plus ni moins, comme une falsification de l'histoire.

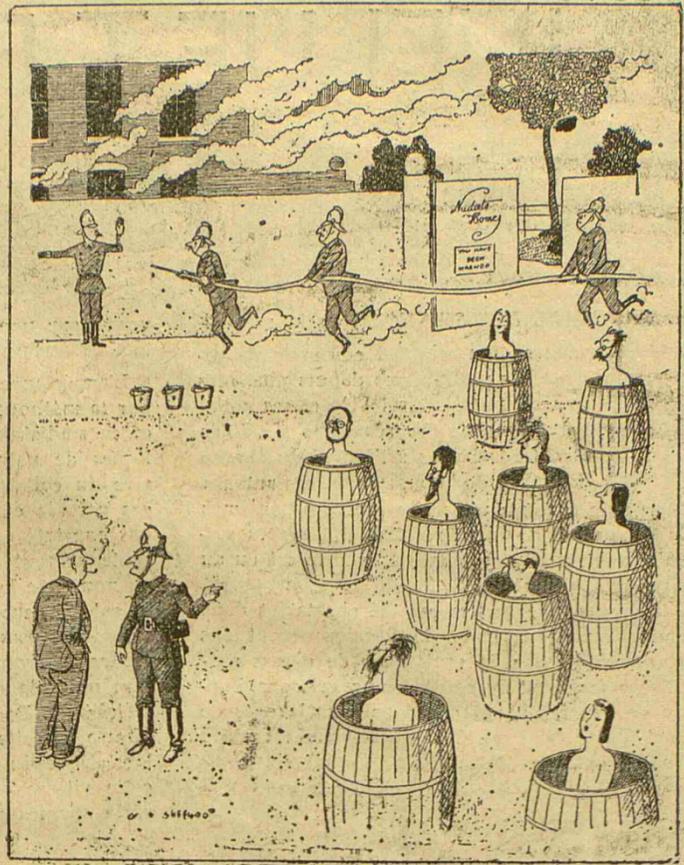
Les choses en sont là ; les Polonais n'ont pas répondu à la campagne de la presse allemande, et tout indique que le buste de

Copernic figurera bien parmi les autres grands hommes de la Pologne, dont on verra les effigies à l'Exposition.

## Chassé-croisé matrimonial

EVENING STANDARD, Londres :

En Chine, près de Sutsien, deux mariages devaient avoir lieu. Une tempête de neige surprit les fiancées au moment où on les transportait, selon une vieille coutume, toutes voilées et en chaise fermée, vers le domicile de leurs fiancés respectifs. Il fallut se réfugier dans une maison de thé. En sortant, elles se trompèrent de chaise, et les porteurs ne purent s'en rendre compte à cause des voiles. Quand chacune d'elles arriva chez son futur, on constata l'erreur. Mais comme la situation sociale et financière des deux jeunes filles était à peu près la même, on y vit un signe divin, et le chassé-croisé fut légalisé au temple.



INCENDIE CHEZ LES NUDISTES  
— C'est encore une chance que nous ayons trouvé de quoi les habiller.  
Humorist, Londres.

## ÉCHOS DE TOUS LES ÉCHOS

### Nez et oreilles de rechange

STAR, Londres :

Un ingénieux commerçant britannique a mis en vente des nez et des oreilles. Faits en matière plastique nouvelle, ces organes artificiels peuvent être simplement posés sur les vrais organes ; ils y adhèrent solidement et tiennent ainsi pendant deux mois environ. Après quoi, on n'a qu'à les remplacer. Il paraît qu'il est impossible de les distinguer des vrais, ce qui doit permettre à chacun qui est mécontent de ses traits de les modifier selon son goût.

### De Engels à Foch

PRAVDA, Moscou :

Sur l'initiative personnelle de Staline, on vient de créer en U.R.S.S. une « bibliothèque de l'officier ». Chaque officier de l'armée rouge recevra désormais gratuitement 80 volumes destinés à devenir sa lecture de chevet durant toute sa carrière militaire. Cette bibliothèque comprend les œuvres historiques et stratégiques de Engels, des livres de Moltke, de Clausewitz, de Schlieffen, de Foch, de Vorochilov, etc. Des millions de volumes seront distribués en quelques mois.

### Suicide par explosion

CORRIERE DELLA SERA, Milan :

Un certain Weritschnegg, pyrotechnicien habitant dans un faubourg de Klagenfurt (Autriche), s'est donné la mort avec une certaine... publicité. Las de l'existence, Weritschnegg avait amassé dans sa demeure 40 kilos de dynamite. Il y mit le feu, et une explosion formidable ébranla la région. Toutes les vitres volèrent en éclat dans un rayon de 6 kilomètres, et des dégâts matériels considérables furent constatés autour de la maison du suicidé. Heureusement, il n'y eut aucune mort à déplorer, sauf bien entendu celle de Weritschnegg lui-même, dont on ne retrouva pas le moindre morceau.

### Polonais musulmans

ILLUSTROWANY KURJER CODZIENNY, Cracovie :

On vient d'être à Varsovie un nouvel iman ou chef religieux des musulmans de Pologne. Ceux-ci, au nombre de 6.000, sont les descendants directs des Tartares d'au-

trefois. Lors des insurrections polonaises de 1831 et de 1863, et pendant la guerre polono-soviétique de 1920, les Tartares polonais se couvrirent de gloire militaire. Il existe actuellement, auprès du 13<sup>e</sup> régiment de lanciers, un escadron tartare. Le nouvel iman porte un nom polono-musulman : Ali Ismail Worenowicz.

### Un demi de bière pour mon serpent !

TIT-BIT, Londres :

A Adelaide, un voyageur de commerce faillit récemment provoquer une émeute en demandant un demi de bière dans un bistro. Il avait notamment enroulé autour de son cou, un serpent long de 3 mètres, et la bière était pour le serpent. Celui-ci mit sa tête dans le verre et le vida fort proprement. Puis, le voyageur de commerce sortit très calme, ne faisant aucune attention à l'agitation des témoins de cette scène.

### PETITES HISTOIRES

TIT-BITS, Londres :

Jones est un simple cordonnier, mais, à force de travail et de privations, il est parvenu à envoyer son fils dans une bonne école. Le jeune Billy, âgé de 13 ans, vient chez son père et lui demande 5 shillings pour aller au théâtre.

— Comment ? s'écrie Jones, 5 shillings ! Te rends-tu compte, galopin, que pour gagner 5 shillings, je dois ressembler trois paires de souliers ?

Billy s'assied : « Bon papa, vas-y, ressembla-tout de suite ! »

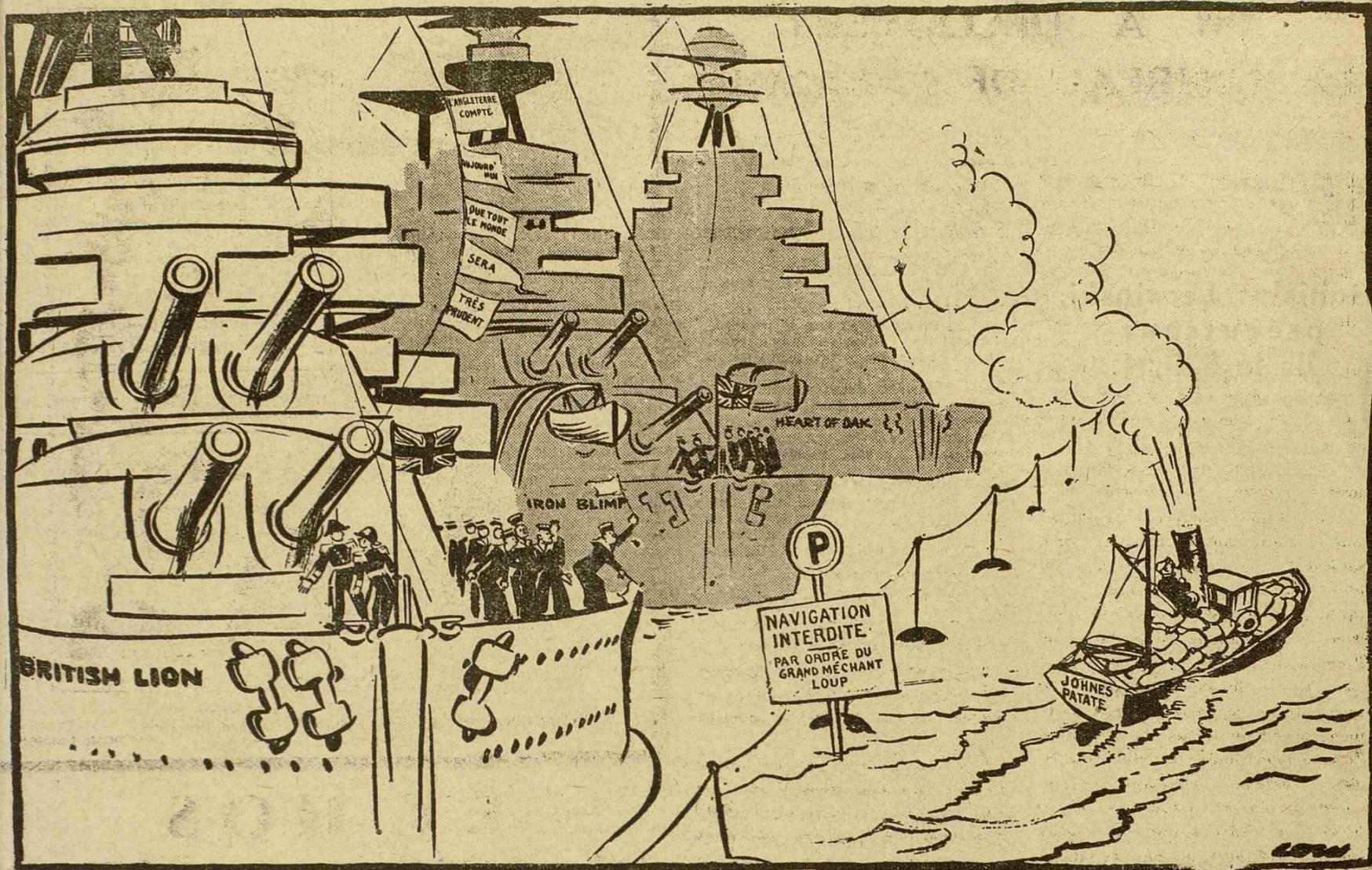
Au cours d'une bataille, le colonel remarque qu'un jeune soldat le suit partout comme une ombre. Touché par le dévouement de l'homme qui semble prêt à couvrir de son corps le chef, le colonel dit au soldat :

— Vous me suivez fidèlement Rooney.

— Oh oui, mon colonel, répond Rooney en se mettant au garde-à-vous, maman m'a toujours dit : « Patrick, mon fils, suis toujours le colonel, et tout ira bien, les colons ne sont jamais tués. »

Un lutteur au torse poilu se présente sur le ring :

— Eh, copain, lui crie un titi, enlève ton pull-over !



L'ESPRIT DE DRAKE

Dessin de Low, Copyright by « Lu ».

Evening Standard, Londres.

## UNE ESCROQUERIE QUI DURA DEUX SIÈCLES

LE JOUR, Beyrouth :

# LA LÉGENDE DES MILLIARDS DE DRAKE

LES origines de l'histoire que nous allons rapporter ci-dessous remontent aussi loin que l'année 1700, à l'époque où les colonies américaines de l'Angleterre se trouvaient en plein essor. Le bruit se répandit à ce moment, que sir Francis Drake, le célèbre marin dont le nom est pour toujours attaché à la perte de l'Armada espagnole, n'était pas mort aussi pauvre qu'on l'avait fait publiquement entendre. Officiellement, il n'avait laissé derrière lui que 50.000 livres, mais on chuchotait qu'il avait enterré ici et là secrètement de nombreux trésors obtenus par des actes de piraterie. On faisait entendre de plus que le gouvernement anglais avait trouvé une carte qui déterminait tous ces emplacements, qu'il avait déterrés tous ces trésors et les avait investis. Finalement, on concluait qu'un fils de Drake, que l'on supposait être mort jeune en Virginie avait en réalité survécu et élevé une nombreuse famille. Ses héritiers étaient donc en droit de réclamer le trésor de leur ancêtre, si seulement ils pouvaient convaincre le roi d'Angleterre de la légitimité de leurs prétentions.

On s'explique ainsi que, soixante-quinze ans avant la Révolution, des centaines de citoyens américains aient confié leur argent à des escrocs qui se posaient en héritiers de Drake et se déclaraient disposés à céder une partie de leurs droits sur leurs biens fabuleux.

### Où Hartzell entre en jeu

Durant les deux cents ans qui sont écoulés depuis, cette histoire des trésors de Drake est revenue à la sur-

face à intervalles réguliers, aboutissant à la ruine de multiples personnes de bonne foi mais naïves. Et ceci nous conduit à Hartzell, qui donna le coup final à cette grande supercherie légendaire.

Hartzell était un ouvrier agricole sans travail de la ville Des Moines, aux environs de 1921, quand il apprit l'histoire des trésors de Drake, de la part d'un certain Lewis et d'une certaine Mme Sadie Witikade, qui travaillaient à en tirer profit aux dépens de personnes crédules. Il se joignit à eux et en leur compagnie se rendit en Angleterre. Mais à partir de 1922, Hartzell, menant à Londres une vie dorée, conduisit le jeu pour son propre compte. Il se fit représenter comme un véritable martyr, menant la lutte contre des puissances considérables et il donnait à entendre que la valeur globale de ses propriétés était suffisante pour ébranler l'Empire britannique, si on se mettait à les distribuer. Ces propriétés, aux dires de Hartzell, se composaient de toute la région de Devonshire, de 11 acres et demie de terre si-

tuées au cœur de la cité de Londres, et d'une grande partie des joyaux de la couronne.

### L'ami du roi George V (?)

Hartzell faisait également allusion à un navire mystérieux, chargé d'or, qui évoluait au large de la côte anglaise et qu'on pourrait retrouver au prix d'un peu de recherches. Le roi George V, prétendait Hartzell, était son ami et voulait bien le contenter, seulement il craignait les conséquences économiques de son geste.

### 4.500.000 livres sterling

Hartzell donnait également à entendre que suivant l'opinion de personnalités financières de Londres, le montant de sa fortune dépassait considérablement le montant combiné des dettes de l'Angleterre aux Etats-Unis et des dettes de tous les autres pays à l'Angleterre, soit globalement 4 milliards et demi de livres sterling.

L'escroc se mettait ensuite à vouloir

démontrer que tout le cours de l'histoire contemporaine avait été affecté par le sort des biens de son ancêtre. Pourquoi, demandait-il, la conférence économique mondiale de 1866 avait-elle été convoquée ? En apparence, pour discuter des questions économiques mais en fait pour décider de la solution à apporter à la question des milliards de Drake. Quelle était l'origine des dettes de guerre anglaises envers l'Amérique ? C'étaient (disait Hartzell) les montants garantis par l'Angleterre pour empêcher que le gouvernement américain ne s'occupât sérieusement des prétentions de Hartzell.

### Une fin pitoyable

Les autorités postales américaines finirent par s'inquiéter des conséquences éventuelles de la propagande de Hartzell. Scotland Yard fit de même, et après beaucoup de discussions on arriva à une conclusion : Hartzell devait quitter le territoire de la Grande-Bretagne. Après une déclaration dans ce sens du ministre de l'Intérieur anglais au Parlement, Hartzell fut arrêté, accusé d'escroquerie sur une grande échelle et condamné à dix années d'emprisonnement.

A l'audition de ce jugement, Oscar Hartzell voulut simuler la folie, mais ce n'était là qu'une comédie cousue avec du gros fil blanc. Cependant, les médecins consultés conseillèrent de l'interner dans un asile sans toutefois qu'il fût considéré comme un aliéné. Il s'y trouve encore, mais il doit sûrement avoir gardé suffisamment de mémoire pour se souvenir des milliers de livres qu'il soutira à d'innombrables personnes crédules, sur la foi des milliards de Drake.

# ÉCHOS DE TOUS LES ÉCHOS

## Jeunes filles identiques

LIFE, New-York :

Deux jeunes filles viennent de se rencontrer dans une haute école de Détroit. L'une s'appelle Pauline E. Taylor, et l'autre, Pauline Taylor. Elles sont nées toutes les deux le 22 septembre 1920, l'une à Sainte-Catherine (Ontario), l'autre à Saint-Ignace (Michigan). Elles ont toutes les deux des cheveux roux, des tâches de rousseur sur la figure, et leur taille et leur poids sont les mêmes. Devenues amies, elle s'habillent maintenant de la même façon.

## Stanislas Leczinski, précurseur de la S.D.N.

KURJER PORANNY, Varsovie :

On vient de célébrer, à Nancy, la mémoire de Stanislas Leczinski, qui fut deux fois roi de Pologne (1704-1709 et 1733-1735), et qui gouverna ensuite pendant 28 ans les duchés de Lorraine et de Bar. A cette occasion, on a rappelé que Leczinski écrivit une œuvre fort remar-

quable, qui n'entre pas dans le recueil des « œuvres du philosophe bienfaisant », intitulée « Memorial de l'affermissement de la paix universelle ». Stanislas y préconisait une « union des Etats », qui viendrait au secours de toute « puissance attaquée injustement ». Pour cela, tous les souverains devaient renoncer aux conquêtes en ayant en vue que le bien de leurs sujets. Ainsi, Stanislas Leczinski peut être considéré comme le précurseur de la Société des Nations.

## La première édition russe du « Capital »

CUMBURYET, Istanbul :

Il y a eu soixante-cinq ans, le 1<sup>er</sup> avril, qu'une première édition en langue russe du Capital de Karl Marx est parue à Saint-Petersbourg.

Elle était l'œuvre d'un certain Poliakoff, nihiliste réfugié à Paris, où il avait pris part à la Commune. Bien qu'interdit par la censure, le livre, vendu « sous le manteau », se répandit rapidement en Russie.

Rappelons que depuis cette date (1872), il y a eu en Russie cinq éditions du Capital, et il est inutile de dire que les Soviétiques ont imprimé cet ouvrage capital de la littérature marxiste à des millions d'exemplaires.

## La machine à faire les étoiles

Journal de Luxembourg :

C'est ce que l'on appelle, en termes scientifiques, le planetarium. Pour la première fois la France va en posséder un à l'Exposition de 1937. Imaginez une sorte de cirque, d'une contenance de 500 spectateurs, que coiffe un dôme en toile de blanc. Au centre, monté sur chariot, un bâti qui supporte la lanterne de projection. Mais quelle lanterne magique ! Elle a coûté plus de deux millions de francs. C'est, en réalité, une sorte d'énorme haltere mobile, de haute précision, munie de 119 projecteurs, divisés en groupes spécialisés, chargés, les uns de reproduire les images du ciel boréal, d'autres de figurer certains astres, d'autres encore des planètes, etc. Un conférencier dispose d'un tableau de distribution, qui lui permet d'allumer les astres, de déclencher leurs mouvements, de les éteindre. La rotation de la terre sur elle-même, qui s'accomplit normalement en une journée, dure ici quatre minutes. C'est la ronde accélérée des heures, des jours, des saisons, des

années et des siècles... Du Pôle-Nord, où les astres ne se couchent plus, on passe au cap de Bonne-Espérance pour admirer le plus resplendissant des joyaux célestes : la Croix du Sud.

## Oberammergau indien

SAN-FRANCISCO CHRONICLE :

Les Indiens Yaquin, dont quelques milliers vivent encore dans l'Etat d'Arizona, ont une coutume quatre fois centenaire : à la semaine sainte de chaque année, ils représentent la passion de Jésus Christ. Dès 1530, lorsque des prêtres espagnols les eurent converti à la religion catholique, les Yaquin adaptèrent leurs processions de printemps à la religion chrétienne. Des hommes masqués représentent les pharisiens et les « pilates » (soldats de Pilate); d'autres hommes, vêtus de peaux de renard et de coyote, au masque représentant la tête de ces animaux, sont censés évoquer les forces du mal. Des femmes portent une statue de Jésus, et Judas avance, à dos d'âne, c'est un épouvantail soutenu par un « assistant » indien. Lorsque le chemin de croix a été parcouru aux sons de flûtes et de tambours que jouent des musiciens masqués, on emporte la statue de Jésus, car les Indiens n'évoquent jamais la mort en croix. Puis, ce sont les danses des esprits du mal et du bien qui durent jusqu'au samedi soir. On brûle ensuite l'effigie de Judas le dimanche, dès le lever du soleil ; c'est la résurrection, et les « pascaleros » et les femmes proclament la bonne nouvelle.

## LE JOURNAL DES NATIONS

Seul Quotidien International

édité au siège de la S.D.N.

7, rue J.-A. Caillior - GENEVE

Dossiers complets des questions internationales débattues au Parlement de toutes les Nations

Le Journal des Nations est indispensable à tous ceux qui suivent de près ou de loin les problèmes politiques, économiques et financiers de l'heure

PRIX DES ABONNEMENTS (Francs suisses)

	3 mois	6 mois	1 an
Genève et Suisse	50	95	180
Etranger	75	140	270

Conditions spéciales pour journalistes

## Bulletin d'abonnement à « LU »

Je soussigné.....

demeurant à.....

déclare souscrire un abonnement à LU, 13, quai Voltaire (7<sup>e</sup>)

pour une durée de (1)  $\left\{ \begin{array}{l} \text{Un an au prix de 72 francs.} \\ \text{Six mois au prix de 38 francs.} \\ \text{Trois mois au prix de 21 francs.} \end{array} \right.$

que je vous fais parvenir (2).....

Signature.

(1) Rayer la mention inutile.

(2) Ci-joint en un chèque, mandat-poste, bon de poste ou par compte chèque postal Paris 660-15.

Etranger } a) Un an, 86 fr. Six mois, 45 fr. Trois mois, 24 fr.  
b) Un an, 100 fr. Six mois, 52 fr. Trois mois, 28 fr.  
a) Pays à tarif simple : b) Pays à tarif double. (Voir ci-dessous).

## ABONNEZ-VOUS A

SERVICE DES ABONNEMENTS-POSTE INTERNATIONAUX

Nous signalons à nos lecteurs et abonnés qui habitent les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Hongrie, Italie et colonies, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et colonies, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Estonie, Lettonie, Lithuanie, Dantzig, Vatican, qu'il leur sera possible à dater du 1<sup>er</sup> JANVIER 1937 de souscrire dans leurs bureaux de poste (service des abonnements-poste internationaux) des abonnements à « VU », « LU » ou abonnements combinés au prix du tarif France et colonies. Ces abonnements peuvent être souscrits pour des périodes de 12, 6 et 3 mois, mais doivent obligatoirement commencer le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année pour les abonnements de 12 mois, le 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> juillet pour les abonnements de 6 mois, le 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> octobre pour les abonnements de 3 mois.

PAIEMENT. Les abonnements sont payables à la souscription par chèques, mandats-poste ou par versements à notre compte chèques postaux Paris 660-15 et partent du 1<sup>er</sup> de chaque mois.

« VU » et « LU », 13, quai Voltaire, Paris  
Tél. : Littre 08-14 et la suite. — R. C. Seine 271.537 B



Directeur général :  
ALFRED MALLET

« LU » COUTE MOINS CHER QU'UN QUOTIDIEN : par un système de primes magnifiques en livres, l'abonnement d'un an revient en effet à 10 francs.

La Direction de « LU » vous offre :

ABONNEMENT A « LU »			ABONNEMENT COMBINÉ A « LU » ET A « VU »		
3 MOIS	15 francs de livres.	(Prix de l'abonnement : 21 francs)	3 MOIS	25 francs de livres.	(Prix de l'abonnement : 38 francs)
6 MOIS	30 francs de livres.	(Prix de l'abonnement : 38 francs)	6 MOIS	60 francs de livres.	(Prix de l'abonnement : 73 francs)
UN AN	62 francs de livres.	(Prix de l'abonnement : 72 francs)	UN AN	125 francs de livres.	(Prix de l'abonnement : 140 francs)

Les souscripteurs sont priés de choisir les livres offerts en primes dans la liste qui leur sera adressée gratuitement sur demande.

Prière de joindre 1 franc en timbres-poste par volume choisi pour frais d'envoi.

## TARIF DES ABONNEMENTS

	« VU »			« LU »			« LU » « VU » combi.		
	3 mois	6 mois	1 an	3 mois	6 mois	1 an	3 mois	6 mois	1 an
France et Colonies	26.	50.	95.	21.	38.	72.	38.	73.	140.
Etranger tarif simple...	34.	62.	119.	24.	45.	86.	47.	92.	178.
Etranger tarif double...	40.	74.	143.	28.	52.	100.	57.	111.	216.

ABONNEMENT D'ESSAI DE 2 MOIS (8 NUMÉROS) RESERVE UNIQUEMENT A DE NOUVEAUX ABONNES

	« LU »		« VU »		« LU » « VU » combi.	
	3 mois	6 mois	3 mois	6 mois	3 mois	6 mois
France et Colonies	12.	16.	12.	16.	24.	32.
Etranger tarif simple...	16.	20.	16.	20.	32.	40.
Etranger tarif double...	20.	24.	20.	24.	40.	48.

Ainsi les souscripteurs à cet abonnement d'essai paieront effectivement pendant huit semaines leur numéro reçu à domicile, 1 fr. 50 au lieu de 2 francs.

N. B. — Les pays étrangers à tarif double sont : Bolivie, Chine, Danemark, Etats-Unis, Grande-Bretagne et colonies (sauf Canada), Irlande, Islande, Italie et colonies, Japon, Norvège, Palestine, Pérou, Suède,....

NUMÉROS SPÉCIAUX DE « VU ». Il est rappelé que les abonnés à VU ou combiné VU et LU reçoivent gratuitement tous les numéros spéciaux de VU y compris tous les numéros édités hors séries.

Pour tous changements d'adresse joindre un timbre à 1 fr. 50

Le Directeur-Gérant : ALFRED MALLET

Imp. J. E. P., 7, rue Cadet, PARIS (9<sup>e</sup>)